

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE LA DÉFENSE



PROGRAMME 212

SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE LA DÉFENSE

Bilan stratégique du rapport annuel de performances	5
Objectifs et indicateurs de performance	9
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	18
Justification au premier euro	40
Opérateurs	155

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | BILAN STRATÉGIQUE

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Isabelle SAURAT

Secrétaire générale pour l'administration

Responsable du programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

Précisions sur le changement de responsable du programme

Précédemment, Jean-Paul BODIN

Au sein de la mission « Défense », le programme 212 « Soutien de la politique de la défense », sous la responsabilité de la Secrétaire générale pour l'administration (SGA), rassemble les fonctions transverses de direction et de soutien mutualisé au profit du ministère des armées.

Il regroupe les missions portées par le secrétariat général pour l'administration :

- le pilotage de politiques transverses du ministère (finances, ressources humaines - politique RH et gestion du titre 2 (T2), immobilier et programmation d'infrastructure, logement, politiques culturelle et éducative, juridique, achats hors armement, systèmes d'information, d'administration et de gestion (SIAG), accompagnement des restructurations) ;
- la réalisation de prestations de soutien aux personnels et aux services du ministère (action sociale, reconversion, gestion du personnel civil, soutien immobilier et de l'administration centrale) ;
- la mission générale de modernisation de l'administration du ministère, par la mobilisation de ses compétences fonctionnelles transverses (RH, finances, achats, immobilier, juridique, SIAG) au service de l'ensemble des projets du ministère.

Le programme regroupe l'ensemble des crédits de personnel (T2) du ministère afin d'assurer une meilleure maîtrise de la masse salariale et une bonne adéquation entre emplois et compétences.

Un effort soutenu pour l'amélioration de la condition du personnel des armées et l'accompagnement des familles

En 2019, le ministère met en œuvre du plan Famille décidé par la ministre des Armées à la fin de l'année 2017, avec de nombreuses mesures dans le champ de l'action sociale et de la reconversion (amélioration du cadre de vie en enceintes militaires, actions sociales communautaires et culturelles, réservation de berceaux, accompagnement des conjoints). L'effort a particulièrement été marqué dans le champ de la petite enfance, avec la réservation de 938 berceaux au 31 décembre 2019 (pour une cible initiale de 900) et un versement exceptionnel de 11 M€ à l'IGESA pour financer cinq crèches.

Le ministère a également maintenu son engagement dans l'accompagnement de toutes les formes de handicap (aménagement des postes de travail, transport adapté), et son action pour la montée en puissance de l'apprentissage, conformément à l'objectif gouvernemental de recrutements d'apprentis dans la fonction publique.

La poursuite de la transformation numérique et de la modernisation des SIAG : un enjeu de performance ministérielle

Le SGA définit la politique des systèmes d'information d'administration et de gestion pour soutenir la modernisation des métiers d'administration et de gestion du ministère. Celle-ci est fondée sur deux enjeux : la transformation de ces métiers et de leurs processus, et la rationalisation du parc des applications informatiques indispensables et structurantes pour le bon fonctionnement du ministère.

Le budget 2019 a permis de soutenir la poursuite des projets ministériels structurants dont, notamment :

- le déploiement, au profit de la Marine Nationale, de la première vague de mise en production du SI Source Solde, qui a vocation à remplacer le système de solde Louvois, pour plus de fiabilité et de stabilité de l'écosystème RH Solde ;
- le lancement du SI ROC ayant pour objectif de simplifier et moderniser la gestion, les processus et l'employabilité des réservistes afin de faciliter le recrutement de la garde nationale au sein du ministère des armées ;
- la mise en service sur site pilote du SI Archipel dédié à la gestion des archives physiques et électroniques, classifiées et non classifiées, intermédiaires et définitives, en vue de la généralisation du déploiement de la solution complète en 2021.

Dans le cadre de la transformation numérique, l'année 2019 a également vu l'avancée des actions de simplification lancées au titre des années antérieures (concrétisation en 2019 de la « saison 2 » des défis d'idées) et le lancement de nouvelles expérimentations sur un périmètre plus ambitieux (blockchain notamment).

Une politique immobilière au service des capacités opérationnelles, de la condition du personnel et de la préservation du patrimoine immobilier

Dans la continuité de 2018, année marquée par une augmentation sans précédent (environ 400 M€) des crédits de politique immobilière, les moyens mobilisés en 2019 ont permis d'avancer dans la rénovation du parc existant tout en bâtissant les infrastructures d'accueil des matériels de nouvelle génération.

En 2019, des chantiers importants pour le déploiement des capacités opérationnelles futures ont notamment abouti à l'inauguration du premier bâtiment du commandement de la cyberdéfense à Rennes et au lancement de la première phase des infrastructures des sous-marins de classe Barracuda à Toulon.

L'exercice a également été marqué par le déploiement d'un plan « hébergement », décidé par la Ministre le 28 juin 2019, qui prévoit l'accélération de la construction de nouveaux ensembles d'hébergement et la réhabilitation de nombreux ensembles existants en métropole et en outre-mer. Cette amélioration du « quotidien du soldat » est un axe structurant de la politique immobilière. 95 M€ d'engagements ont été réalisés à ce titre.

Enfin, la mise en œuvre du volet infrastructures du Plan famille se poursuit, notamment pour améliorer les conditions du logement familial et l'accès à la propriété (près de 10 M€ consacrés en 2019 à l'augmentation de l'offre de logements), de même que la politique de résorption des « points noirs » portant sur des locaux d'hébergement, de travail et de restauration (38 chantiers sont actuellement en cours pour un montant de 96 M€).

La politique des achats, facteur d'efficacité et de qualité

Dans le cadre de la phase III de la réforme des achats du ministère, l'année 2019 a vu la poursuite de la professionnalisation continue de la fonction achats, le déploiement de nouvelles stratégies ainsi que l'actualisation de celles déjà déployées. La mise en œuvre des feuilles de route « Politique fournisseurs », « Sourcing » et « Innovation » combinées à la mobilisation de l'ensemble des services d'achats a permis de générer plus d'économies achats sur le périmètre hors armement, que l'objectif initialement prévu (+30 M€).

L'année 2019 a été marquée par une activité achats particulièrement dense, la diffusion de la politique d'achat ministérielle et la poursuite du déploiement du SI ALPHA.

Une politique culturelle orientée vers les enjeux d'avenir

Deuxième acteur culturel de l'État, le ministère des armées articule sa politique culturelle autour de trois objectifs d'avenir : celui de la démocratisation culturelle, pour transmettre au plus grand nombre un patrimoine riche et

spécifique, celui de l'accélération de sa transformation numérique et celui de la diversification de l'offre culturelle des musées, pour répondre aux attentes nouvelles et conquérir de nouveaux publics.

L'année 2019 a en particulier vu l'achèvement de la rénovation de la présentation des collections du musée de l'air et de l'espace au sein de l'aérogare au Bourget et la poursuite de l'ambitieuse rénovation du musée de la marine, avec le démarrage des travaux « gros œuvre » au palais de Chaillot.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM
INDICATEUR 1.1	Taux de reclassement du personnel militaire
INDICATEUR 1.2	Performance des leviers de départs aidés rapportée aux volumes de départs
OBJECTIF 2	Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.
INDICATEUR 2.1	Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure
OBJECTIF 3	Rationaliser le développement des projets informatiques
INDICATEUR 3.1	Respect des délais et des coûts des projets informatiques
OBJECTIF 4	Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles
INDICATEUR 4.1	Efficacité de la gestion des ressources humaines
INDICATEUR 4.2	Efficacité immobilière
INDICATEUR 4.3	Efficacité de la fonction achat
INDICATEUR 4.4	Efficacité bureautique
INDICATEUR 4.5	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM

INDICATEUR 1.1

Taux de reclassement du personnel militaire

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Part des militaires ayant recours à l'ARD	%	67	66	71	70	64	72
Taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par l'ARD	%	59	60	62	62	62	63

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Le taux de reclassement du personnel militaire est un des indicateurs clés de la mesure de la performance de « Défense Mobilité », l'agence de reconversion de la Défense (ARD). Il évalue la capacité de Défense Mobilité à réaliser pour ses candidats une transition professionnelle optimale du secteur militaire vers le secteur civil au cours de l'année suivant leur départ.

Depuis le PAP 2019, l'indicateur sur le taux de reclassement du personnel militaire comprend désormais deux sous-indicateurs :

- part des militaires ayant recours à l'ARD (1.1.1) : ce sous indicateur vise à détailler le niveau de captation (taux d'accompagnement) de l'ARD sur l'ensemble des départs de militaires dits « utiles » c'est-à-dire hors période probatoire et hors limite d'âge ou de service ;
- taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par l'ARD (1.1.2) : ce sous-indicateur recouvre l'ensemble du périmètre des agents reclassés par Défense Mobilité, y compris les reclassements des militaires dans les fonctions publiques par la voie des procédures dérogatoires.

Source des données : Sous-direction du pilotage des ressources humaines du ministère des armées (DRH-MD). Les données sont issues directement de l'infocentre lié au système d'information (SI) propre à la reconversion (ARIANE) déployé dans les antennes et pôles de l'ARD et consolidées par cette dernière.

Mode de calcul :

1.1.1. Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant bénéficié d'un accompagnement par l'ARD / Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile ».

1.1.2. Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant accédé à l'emploi dans l'année suivant leur départ à la suite d'un accompagnement par l'ARD / Nombre de militaires ayant quitté le Ministère au titre de l'année A captés par l'agence.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 1.2**Performance des leviers de départs aidés rapportée aux volumes de départs**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Officiers / Schémas d'emplois	Nb		344	307		289	282
Officiers / Départs naturel	Nb		1317	1150		1424	1150
Officiers / Départs aidés	Nb		230	251		185	251
Officiers / Total	Nb		1547	1401		1609	1401
Officiers / Taux	%		15	18		11	14
Sous-officiers / Schémas d'emplois	Nb		-622	121		-484	-16
Sous-officiers / Départs naturel	Nb		6837	5400		6829	5400
Sous-officiers / Départs aidés	Nb		177	197		127	197
Sous-officiers / Total	Nb		7014	5597		6956	5597
Sous-officiers / Taux	%		3	3		2	3
Personnel civil / Schémas d'emplois	Nb		1357	798		798	599
Personnel civil / Total départs	Nb		2153	1900		2263	1900
Personnel civil / IDV	Nb		31	35		29	35
Personnel civil / Taux	%		1	2		1	2
Personnel civil / Coût	M€		1,77	1,89		1,89	2
Ouvriers d'Etat / Schémas d'emplois	Nb		-575	-627		-927	-485
Ouvriers d'Etat / Total départs	Nb		1015	1100		1115	1350
Ouvriers d'Etat / IDV	Nb		129	98		120	98
Ouvriers d'Etat / Taux	%		13	9		11	7
Ouvriers d'Etat / Coût	M€		8,4	6,86		6,83	6,86

Commentaires techniques

L'indicateur portant sur la « performance des leviers de départs aidés rapportée aux volumes de départs » est remplacé par un indicateur ayant trait au « taux de renouvellement des emplois primo-contractuels – Armées » à compter du PAP 2020, ce nouvel indicateur permettant de mesurer les enjeux actuels de modernisation et de transformation du ministère des armées sur le volet ressources humaines et en particulier sur la fidélisation du métier de militaire.

Précisions méthodologiques

Sources des données : Sous-direction du pilotage des ressources humaines du ministère des armées (DRH-MD).

Mode de calcul : Le ratio correspond, par catégorie, au nombre total de leviers d'aides aux départs accordés et financés rapporté au volume de déflations réalisées sur le périmètre ministériel.

Au numérateur, le nombre total de leviers d'aide aux départs accordés concerne :

- pour le personnel militaire, le nombre de pécules modulables d'incitation au départ (PMID) et de pensions afférentes au grade supérieur (PAGS) ;
- pour le personnel civil, les indemnités de départ volontaire (IDV).

Au dénominateur, il s'agit du total des départs aidés et non aidés (naturels).

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 1.1 : Taux de reclassement du personnel militaire**

La part des militaires ayant eu recours à l'offre de service de Défense Mobilité (DM) au titre de l'année 2019, s'élève à 64 %. Ce taux reste satisfaisant et s'explique principalement par la mise en œuvre de mesures de fidélisation dans les armées.

Cependant, la proportion des militaires du rang (MDR) de moins de 4/5 années de service qui a eu recours aux services de DM a augmenté de 5 % alors que celle des MDR de plus de 4/5 ans de service a diminué de 9 %. Or, les

leviers d'action envers cette population étant relativement faibles (les personnes concernées ne sont pas éligibles notamment au congé de reconversion), cette évolution s'est traduite par une légère baisse du niveau de performance globale par rapport à 2018.

En ce qui concerne l'accès à l'emploi, la performance de DM est en progression de 2 points par rapport à la cohorte de l'année précédente et atteint 62 % de reclassés un an après leur radiation des cadres. 72 % des candidats ont accédé à l'emploi sous une forme pérenne (titularisation dans les fonctions publiques, CDI, création ou reprise d'entreprise) pour la cohorte 2018 contre 71 % pour la cohorte 2017. En 2019, la répartition des reclassements est la suivante : 73 % des reclassés le sont dans le secteur privé et 27 % dans le secteur public. On note une amélioration du taux de retour à l'emploi du public fragile que sont les MDR de moins de 4/5 ans de service (36 % en 2018 à 45 % en 2019) ainsi que pour les officiers subalternes (67 % à 72 %), dès lors qu'ils sont accompagnés par DM. Leur prise en charge constituait un axe d'effort de DM pour l'année 2019.

Indicateur 1.2 : Performance des leviers de départs aidés rapportée aux volumes de déflation

Pour le personnel militaire, les départs naturels des officiers et des sous-officiers pour l'année 2019 ont été supérieurs aux prévisions y compris dans les grades sommitaux. Afin de conduire la transformation RH tout en préservant les effectifs en particulier sur les métiers en tension, les gestionnaires ont eu recours à :

- 220 pécules modulaires d'incitation au Départ (PMID) ;
- 92 pensions afférentes au grade supérieur (PAGS).

Pour le personnel civil, 133 indemnités de départs volontaire (IDV) avaient été programmées en 2019 pour les ouvriers de l'État(98) et pour les fonctionnaires et agents sous contrat à durée indéterminée (35). Du fait du maintien d'un besoin élevé d'IDV pour les ouvriers de l'Etat (OE), la cible initiale pour cette catégorie a été revue, la manœuvre RH sur cette population restant une priorité ministérielle. In fine, 120 IDV OE et 29 IDV FCT ont été accordées et financées en 2019.

OBJECTIF 2

Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.

INDICATEUR 2.1

Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Taux d'écart calendaire agrégé	%	31	17	30	30	21	30
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	22	38	20	20	33	20

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Projets :

- le périmètre retenu est constitué des opérations d'infrastructure individualisées dont le coût initial est supérieur à 5 M€ (coût mentionné dans le programme ou dans l'avant-projet (AVP) selon les cas), et qui ont été livrées dans l'année considérée. Chaque opération livrée compte pour un projet.

Écarts calendaires (durées) :

- les durées sont les durées annoncées dans les programmes, ou dans l'AVP selon les cas ;
- dans le cas des opérations d'infrastructure réalisées avec une maîtrise d'œuvre externalisée, cette durée est celle du programme, elle court d'une date dite initiale, date de notification du marché de maîtrise d'œuvre, à une date dite finale, de livraison de l'infrastructure ;
- dans le cas des opérations d'infrastructure réalisées en maîtrise d'œuvre interne, cette durée est celle de l'AVP, elle court d'une date dite initiale, date de notification du marché de travaux, à une date dite finale, de livraison de l'infrastructure ;
- la durée finale est le nombre de mois qui sépare la date finale de la date initiale éventuellement recalée ;
- seules les durées en dépassement sont prises en compte.

Écarts budgétaires (coûts) :

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

- les coûts et leurs évolutions sont calculés en prenant comme référence le montant estimé dans le programme ou dans l'AVP validé par l'ensemble des parties concernées ;
- l'évolution des coûts est calculée pour chaque opération d'infrastructure et correspond à la différence entre le coût final et le montant estimé tel que défini supra ;
- seuls les coûts de dépassement sont pris en compte.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'objectif du SID est de préserver les performances de réalisation malgré les contraintes sur les effectifs et l'accroissement du plan de charge. A ce contexte s'ajoutent de nombreux facteurs exogènes : situation économique, contexte opérationnel, changement de réglementation, etc. Dans ces circonstances, les résultats de l'année 2019 sont analysés comme suit :

- la cible d'écart calendaire est amplement atteinte, avec seulement 21 % d'écart calendaire, pour un objectif de 30 % ;
- le taux d'écart budgétaire (33 % au lieu des 20 % visés) s'est en revanche révélé plus difficilement atteignable en 2019 en raison de certains aléas très coûteux : travaux de dépollution, travaux réalisés en urgence ne permettant pas de stabiliser le besoin, des opérations beaucoup plus complexes que prévu initialement nécessitant la réalisation de travaux complémentaires (opération CBG-DGA ETAC-HOMET-Refonte de la distribution électrique).

Il est à noter que, conformément à la méthodologie interministérielle de cet indicateur, ces taux ne prennent en compte que les opérations en dépassement : la performance est multipliée par deux environ lorsque c'est la moyenne des glissements (positifs et négatifs) qui est prise en compte.

OBJECTIF 3**Rationaliser le développement des projets informatiques****INDICATEUR 3.1****Respect des délais et des coûts des projets informatiques**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Taux d'écart calendaire agrégé	%	32	13,2	13,2	6,30	8,1	13,2
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	16,1	17,68	17,68	25,30	25,3	17,68

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Le coût total du projet comprend les dépenses de la phase d'investissement et les dépenses de fonctionnement des deux dernières années d'exploitation prévues (qui représentent le coût de fonctionnement stabilisé de l'opération).

Les durées sont issues des contributions des directions de projet.

Taux d'écart budgétaire (%) = moyenne pondérée des écarts entre budgets réactualisés et budgets prévus initialement

Taux d'écart calendaire (%) = moyenne pondérée des écarts entre durées réactualisées et durées prévues initialement

Les projets entrant dans le champ de cet indicateur sont ceux des projets informatiques sensibles pour le gouvernement dont le recensement est fait par la DINSIC en accord avec les ministères pour lesquels sont constatées des dérives calendaire et/ou budgétaire.

ANALYSE DES RÉSULTATS

La cible calendaire n'est pas atteinte (8,1 % au lieu de 6,3 %). La légère dérive calendaire correspond à une révision de la durée du projet ROC (+6 mois). Cette prolongation est due à une mise au point plus complexe que prévue et à

l'ajout de fonctionnalités complémentaires encore en cours de développement. Cependant, les autres projets développés (SOURCE SOLDE, SOURCE-WEB et ARCHIPEL) ne souffrent d'aucune dérive calendaire.

L'écart budgétaire reste quant à lui identique à la prévision actualisée à hauteur de 25,3 % et résulte des éléments suivants :

- pour SOURCE-SOLDE : maintien de l'augmentation de 39 M€, avec un coût global passant de 108,3 M€ à 147,3 M€, estimé selon la formule de calcul des coûts et de la rentabilité d'un projet informatique prescrite par la méthode interministérielle d'analyse de la valeur des projets de systèmes d'information dite MAREVA 2 (ou Mareva Rentabilité), Cette évolution résulte d'une augmentation des coûts HT2 (+44,3 M€, de 77,9 M€ à 122,2 M€), liée à l'allongement des phases d'expérimentation de solde à blanc et de solde en double et de la prise en compte d'évolutions fonctionnelles non comprises dans le périmètre initial (évolution du processus de solde des armées) ; cette augmentation est légèrement compensée par la baisse des coûts T2 (-5,3 M€, de 30,4 M€ à 25,1 M€), dont l'estimation a été affinée ;
- pour SOURCE-WEB : légère baisse du devis (-0,3 M€ pour atteindre un coût de 14,7 M€) qui correspond à la consolidation du coût du premier run d'enrichissement ;
- pour SI ROC (coût de 15,5 M€) et ARCHIPEL (coût de 14,3 M€) : pas d'évolution budgétaire.

OBJECTIF 4

Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles

INDICATEUR 4.1

Efficacité de la gestion des ressources humaines

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Efficacité RH (gérants/gérés)	%	2,59	2,68	2,66	2,69	2,69	2,75

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Source des données : les directions des ressources humaines des armées et services.

Mode de calcul : le ratio présenté, communément appelé « ratio gérants/gérés » est ministériel. Il couvre la gestion du personnel civil et militaire. Il s'agit du rapport entre les effectifs déclarés en organisation dans la fonction RH au titre des projets « GRH » et « Recrutement hors orientation » rapportés à l'ensemble des effectifs du ministère. Il est calculé suivant un périmètre défini avec la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) :

- les effectifs gérés en ressources humaines correspondent à l'effectif réalisé prévisionnel (ERP) au 31 décembre 2018 sur le périmètre du plafond ministériel des emplois autorisés (PMEA). Il est également complété des personnels civils et militaires hors PME, des généraux en 2ème section et de la réserve opérationnelle, sous-populations nécessitant une gestion RH spécifique. L'unité retenue est l'effectif ETPE ;
- les effectifs des gérants comprennent les gestionnaires de la famille professionnelle GRH, identifiés selon la filière professionnelle à laquelle ils appartiennent, cette approche métier étant croisée avec le périmètre organique (les armées, directions et services). Il s'agit ainsi des effectifs gérants au titre des activités suivantes : recruter, administrer, former, politique RH, pilotage RH, statuts-règlementation et système d'information RH. En revanche, ne sont pas inclus dans le périmètre les gestionnaires de ressources humaines exerçant leur métier dans les domaines suivants : écoles, orientation/information, reconversion, liquidation de la paie et pension. En effet, la longueur et la spécificité des formations dispensées par les écoles de la défense, le caractère particulier du dispositif de reconversion ainsi que de la filière paye des militaires conduisent à exclure ces fonctions du périmètre de l'indicateur. L'unité retenue est l'ETPE.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 4.2**Efficience immobilière**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Ratio SUN / Poste de travail	m ² /poste de travail	12,82	12,95	12,82	12,95	12,64	12,82
Ratio entretien courant / SUB	€/m ²	-	*	-			-
Ratio entretien lourd / SUB	€/m ²	-	*	-			-

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

L'indicateur transverse interministériel d'efficience immobilière présenté ne prend en compte que l'emprise du partenariat public-privé PPP Balard. Il est en effet impossible de distinguer sur les autres emprises ce qui relève uniquement de bureaux de ce qui relève de locaux opérationnels.

Source des données : contrat du PPP Balard et du suivi réalisé par le service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC).

Mode de calcul : «

- « Ratio SUN / poste de travail » : la surface utile nette (SUN) et le nombre de postes de travail sont définis dans le PPP Balard ;

- « Ratio entretien courant / surface utile brute » (SUB) et « Ratio entretien lourd / SUB » : les coûts et la SUB sont définis dans le contrat du PPP Balard.

INDICATEUR 4.3**Efficience de la fonction achat**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Gains relatifs aux actions achat (DAE + actions ministérielles propres)	M€	123,8	139,1	120	120	150	120

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

De meilleures conditions tarifaires et/ou des volumes réduits permettent aux gestionnaires d'acheter davantage de produits ou simplement de reporter les moyens dégagés au bénéfice d'autres postes de dépenses. Il convient de noter que les mesures strictement quantitatives (prix, quantités achetées) ne rendent pas compte des effets qualitatifs qui accompagnent l'organisation des achats. Ces effets peuvent être aussi bien positifs (amélioration de l'ergonomie grâce au nouveau mobilier) que négatifs (une imprimante en réseau distante implique des déplacements plus longs et une perte potentielle de productivité).

Les cibles sont déterminées par la direction des achats de l'État (DAE).

Source des données : logiciel interministériel « Impact » (suivi par la DAE).

Mode de calcul : la méthode interministérielle de calcul des gains d'achat (validée par le comité des achats en juillet 2009) est fondée sur la comparaison entre :

- les prix ou situations « de référence » éventuellement révisés selon les termes du marché, ou prenant en compte l'évolution du marché économique si celle-ci est supérieure à 4 % en valeur absolue ;

- les prix « nouveaux ».

L'écart de prix ou de coût est multiplié par le volume prévisionnel annuel. Est ainsi calculé un « gain achat base 12 mois », comptabilisé une seule fois l'année de réalisation (= sécurisation) du projet achat.

Le mode de calcul est adapté et justifié pour les rares cas où il n'y a pas de référence historique.

INDICATEUR 4.4**Efficiences bureautique**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Ratio d'efficiences bureautique	€/poste	1 292,19	1352,41	1356	1 358,00	1345,16	1358,72
Nombre de postes bureautiques	Nombre de postes	16 479	18190	18270	18 270	18 190	18270

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**Source des données : PPP BalardMode de calcul :

Cet indicateur est composé de deux sous-indicateurs : le « ratio d'efficiences bureautique » (REB) et le « nombre de postes bureautiques » (sous-indicateur de contexte). Pour ces deux sous-indicateurs, le périmètre est limité au PPP Balard, sous la responsabilité du programme 212.

Le numérateur du « ratio d'efficiences bureautique » comporte toutes les dépenses bureautiques et d'informatique opérationnelle effectuées, ou à effectuer, dans le périmètre du PPP Balard dans le cadre du contrat. Cela comprend tout type de dépense : investissement, financement, renouvellement, et service.

Le dénominateur présente le nombre de postes bureautiques fonctionnels. Ce nombre est le minimum des ETPT et des postes physiques : nombre de postes bureautiques = Min (ETPT ; postes physiques).

Par convention, le nombre de postes physiques est la moyenne des postes physiques de l'année N-1 et de l'année N, d'après l'inventaire (gestion du parc) ou, à défaut, d'après les postes connectés. La somme des ETPT est arrondie au nombre entier supérieur.

INDICATEUR 4.5**Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987	%	7,26	7,14	7,3	7,13	7,14	7,3

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur mesure annuellement et en pourcentage la part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987. Il est basé sur une enquête ministérielle globale effectuée chaque année en collaboration avec les différents employeurs ministériels. Cet indicateur correspond à celui adressé chaque année au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Source des données : les données relatives aux effectifs civils rémunérés émanent de la DRH-MD. Les effectifs rémunérés sont restitués à partir du SIRH et les effectifs civils bénéficiaires d'une obligation d'emploi sont recueillis par une enquête annuelle auprès des différents employeurs ministériels.

Mode de calcul : ce dernier résulte du rapport entre les effectifs civils bénéficiaires d'une obligation d'emploi et les effectifs civils des agents rémunérés (effectifs rémunérés et en activité au ministère des armées).

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 4.1 : Efficience de la gestion des ressources humaines**

L'exécution 2019 du taux d'efficiences de la gestion des ressources humaines est en phase avec la prévision actualisée estimée à 2,69 %.

La légère hausse du nombre de personnels gérés, conjuguée à la maîtrise du nombre de « gérants » contribue à la stabilisation de ce ratio d'efficiences. Il traduit ainsi la poursuite de l'effort de rationalisation engagé par le ministère des

armées sur le périmètre des personnels gestionnaires RH (gérants), au profit de recrutements axés sur les spécialités des trois armées, du renseignement et de la cyberdéfense.

Indicateur 4.2 : Efficience immobilière

L'indicateur présenté ne prend en compte que l'emprise de Balard. Les dépenses d'entretien courant et d'entretien lourd sont comprises dans le périmètre du contrat de partenariat public-privé qui gère l'emprise et sont réalisées par le prestataire de services OPALE. Il n'est pas possible de distinguer l'entretien lourd de l'entretien courant. Les coûts de la maintenance globale, regroupant entretiens lourd et courant étaient de 143 € par m² en 2018. En 2019, ils s'élèvent à 146 € par m², pour un coût global de 41,1 M€, conforme à la prévision.

Indicateur 4.3 : Efficience de la fonction achat

En 2019, la cible a été dépassée à hauteur de 30 M€. Cette performance achat hors armement en 2019 résulte de la bonne mise en œuvre de l'ensemble des leviers de performance, notamment ceux relatifs au sourcing, à l'optimisation des besoins et de la contractualisation et à la négociation. De plus, le recueil de l'« avis de performance » du responsable ministériel des achats sur les plus gros marchés et la pleine exploitation des possibilités offertes par le nouveau code de la commande publique ont contribué à ce bon résultat. Il est notamment dû à :

- l'efficacité de la politique achats et des processus mis en œuvre ;
- la pertinence et la bonne application des stratégies d'achat déployées ;
- l'augmentation du nombre de projets notifiés ;
- la maturité des services d'achats ;
- la professionnalisation croissante des acheteurs du ministère des armées.

Indicateur 4.4 : Efficience bureautique

Du fait de la réinternalisation de la bureautique, les ordinateurs auparavant soutenus en MCO par OPALE sont dorénavant soutenus par la DIRISI. De ce fait, le nombre de postes informatiques dont l'entretien est facturé par OPALE a baissé de 5 200 unités, avec un soutien dorénavant réalisé en interne. Dès lors, le montant global payé par unité a baissé et entraîné une légère amélioration du ratio d'efficience bureautique (REB).

Indicateur 4.5 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

La part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi est stable en 2019 (7,14 %) par rapport à l'an dernier, et conforme à la prévision actualisée du PAP 2020. Ce taux reste supérieur au taux d'emploi légal de 6%, imposé par le code du travail (article L5212-2, issu de la loi n°87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019							
04 – Politique immobilière	-298	320 494 942 797 038 415	1 722 996 306 1 076 135 736	6 840 000 7 426 682		2 050 331 248 1 880 600 535	2 055 197 915
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		105 934 128 113 701 367	68 583 641 39 152 374			174 517 769 152 853 740	174 517 769
06 – Politiques des ressources humaines	-5 619	153 415 233 138 188 234	100 000 12 521 586	58 000 579 020		153 573 233 151 283 221	155 613 242
06.03 – Reconversion	-5 619	38 500 388 33 640 376	100 000 879 298	58 000 40 000		38 658 388 34 554 054	38 658 388
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		114 914 845 104 547 859	11 642 288	539 020		114 914 845 116 729 167	116 954 854
08 – Politique culturelle et éducative		25 923 691 25 725 539	347 133	609 328 562 946	2 405 061 9 974 261	28 938 080 36 609 879	29 098 080
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		22 682 409 23 268 132		609 328 562 946	2 405 061 9 974 261	25 696 798 33 805 339	25 696 798
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 241 282 2 457 407	347 133			3 241 282 2 804 540	3 401 282
10 – Restructurations		4 513 595 9 783 355	40 025 099 6 610 569	7 570 568 1 807 011		52 109 262 18 200 935	52 109 262
11 – Pilotage, soutien et communication	236 907	372 704 244 359 794 286	17 154 986 16 517 824	-50 363	535 000 535 000	390 394 230 377 033 654	391 961 230
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	585 363 821 580 827 238					585 363 821 580 827 238	585 363 821
50.01 – Renseignement extérieur	465 281 828 465 997 497					465 281 828 465 997 497	465 281 828
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 081 993 114 829 741					120 081 993 114 829 741	120 081 993
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 477 489 23 394 148					24 477 489 23 394 148	24 477 489
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 477 489 23 394 148					24 477 489 23 394 148	24 477 489
52 – Relations internationales	68 250 116 83 992 407					68 250 116 83 992 407	68 250 116
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 232 536 15 350 416					5 232 536 15 350 416	5 232 536
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	63 017 580 68 641 990					63 017 580 68 641 990	63 017 580

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 010 650 569 1 985 090 767					2 010 650 569 1 985 090 767	2 010 650 569
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 010 650 569 1 985 090 767					2 010 650 569 1 985 090 767	2 010 650 569
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 310 148 863 1 318 069 584					1 310 148 863 1 318 069 584	1 310 148 863
54.01 – Commandement des armées	161 638 039 151 695 668					161 638 039 151 695 668	161 638 039
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	233 231 747 235 997 834					233 231 747 235 997 834	233 231 747
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	16 989 729 17 213 013					16 989 729 17 213 013	16 989 729
54.04 – Enseignement interarmées	143 912 591 129 750 141					143 912 591 129 750 141	143 912 591
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	86 786 810 151 061 377					86 786 810 151 061 377	86 786 810
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	169 802 115 151 532 067					169 802 115 151 532 067	169 802 115
54.07 – Systèmes d'information et de communication	497 787 832 480 819 484					497 787 832 480 819 484	497 787 832
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 151 721 241 7 005 743 655	-692				7 151 721 241 7 005 742 963	7 152 660 090
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 151 721 241 7 005 743 655	-692				7 151 721 241 7 005 742 963	7 152 660 090
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 430 588 284 2 448 217 950					2 430 588 284 2 448 217 950	2 430 588 284
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 430 588 284 2 451 503 569					2 430 588 284 2 451 503 569	2 430 588 284
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-3 285 619					-3 285 619	
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 477 678 633 2 409 277 758	-268				2 477 678 633 2 409 277 491	2 477 678 633
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 678 633 2 456 642 860	-268				2 477 678 633 2 456 642 593	2 477 678 633
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	-47 365 102					-47 365 102	
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 666 451 914 2 807 246 585	83				2 666 451 914 2 807 246 668	2 924 146 609
58.01 – Fonction pétrolière	131 039 369 128 152 741					131 039 369 128 152 741	131 039 369
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	59 412 751 58 891 201					59 412 751 58 891 201	59 412 751
58.03 – Soutiens complémentaires	2 409 212					2 409 212	
58.04 – Service interarmées des munitions	90 872 174 83 533 757					90 872 174 83 533 757	90 872 174
58.05 – Service du commissariat	1 501 505 604					1 501 505 604	1 501 505 604

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
des armées	1 430 406 869	83				1 430 406 952	
58.06 – Fonction santé	883 622 016 1 103 852 805					883 622 016 1 103 852 805	1 141 316 711
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 374 098 587	483				350 000 000 374 099 070	350 000 000
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 280 169 394	483				250 000 000 280 169 877	250 000 000
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 93 929 193					100 000 000 93 929 193	100 000 000
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	486 347 835 451 660 349	587				486 347 835 451 660 935	486 347 835
61 – Action sociale, chômage et pensions	293 144 861 286 284 307					293 144 861 286 284 307	293 144 861
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	164 819 549 165 266 190					164 819 549 165 266 190	164 819 549
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	122 698 798 114 889 534					122 698 798 114 889 534	122 698 798
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 626 514 6 128 584					5 626 514 6 128 584	5 626 514
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	40 615 311 36 420 196					40 615 311 36 420 196	40 615 311
63 – Restructurations - RH	60 753 214 51 910 271					60 753 214 51 910 271	60 753 214
63.01 – Restructurations Personnels civils	25 122 698 26 463 444					25 122 698 26 463 444	25 122 698
63.02 – Restructurations Personnels militaires	35 630 516 25 446 827					35 630 516 25 446 827	35 630 516
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	396 567 478 417 620 069					396 567 478 417 620 069	396 567 478
64.01 – Personnel du SGA employeur	293 580 528 308 718 990					293 580 528 308 718 990	293 580 528
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 085 724 62 403 965					57 085 724 62 403 965	57 085 724
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	45 901 226 46 497 114					45 901 226 46 497 114	45 901 226
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	90 633 552 102 217 858					90 633 552 102 217 858	90 633 552
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 827 402 95 249 177					24 827 402 95 249 177	24 827 402
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef	-15 401 072					-15 401 072	
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	23 730 417 20 624 198					23 730 417 20 624 198	23 730 417
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PME A	88 490 647					88 490 647	

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
Mindef							
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-53 120					-53 120	
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 096 985 1 588 522					1 096 985 1 588 522	1 096 985
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	83 724 183 88 878 470	445				83 724 183 88 878 916	83 724 183
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	33 315 312 38 004 141	445				33 315 312 38 004 586	33 315 312
67.02 – Contrôle général des armées	22 238 970 21 649 237					22 238 970 21 649 237	22 238 970
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	5 500 425 6 202 521					5 500 425 6 202 521	5 500 425
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 032 354 9 819 710					10 032 354 9 819 710	10 032 354
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 183 495 5 311 392					5 183 495 5 311 392	5 183 495
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 449 461 5 370 498					5 449 461 5 370 498	5 449 461
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 004 166 2 520 971					2 004 166 2 520 971	2 004 166
Total des AE prévues en LFI	20 551 944 766	982 985 833	1 848 860 032	15 077 896	2 940 061	23 401 808 588	23 669 075 808
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+281 265 470		+75 171 998			+356 437 468	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	-107 740 931		+765 415 008			+657 674 077	
Total des AE ouvertes	20 725 469 305		3 690 450 828			24 415 920 133	
Total des AE consommées	20 566 430 366	1 444 231 834	1 151 285 222	10 325 296	10 509 261	23 182 781 980	

2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
04 – Politique immobilière	-298	320 494 942 833 690 146	1 449 507 633 877 175 445	6 840 000 7 561 899	9 000 000 9 000 000	1 785 842 575 1 727 427 192	1 790 709 242
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		105 451 035 120 407 234	62 969 106 51 152 998			168 420 141 171 560 232	168 420 141
06 – Politiques des ressources humaines	-5 619	153 361 233 133 895 495	203 950 12 608 250	58 000 579 140		153 623 183 147 077 266	155 663 192
06.03 – Reconversion	-5 619	37 500 388 32 083 826	100 000 1 251 972	58 000 40 000		37 658 388 33 370 178	37 658 388
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources		115 860 845 101 811 669	103 950 11 356 278	539 140		115 964 795 113 707 087	118 004 804

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
humaines (hors rémunérations des agents)							
08 – Politique culturelle et éducative		25 923 691 26 401 920	241 649	609 328 529 021	19 600 335 19 950 335	46 133 354 47 122 924	46 293 354
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		22 682 409 23 253 134		609 328 529 021	19 600 335 19 950 335	42 892 072 43 732 490	42 892 072
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 241 282 3 148 786	241 649			3 241 282 3 390 434	3 401 282
10 – Restructurations		4 513 595 13 549 047	56 102 413 47 098 157	11 555 523 10 991 304	1 500 000 1 500 000	73 671 531 73 138 508	73 671 531
11 – Pilotage, soutien et communication	236 907	360 892 385 369 917 551	56 475 736 49 568 856		535 000 535 000	417 903 121 420 258 314	419 470 121
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et perspective de la politique de défense"	585 363 821 580 827 238					585 363 821 580 827 238	585 363 821
50.01 – Renseignement extérieur	465 281 828 465 997 497					465 281 828 465 997 497	465 281 828
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 081 993 114 829 741					120 081 993 114 829 741	120 081 993
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et perspective de la politique de défense"	24 477 489 23 394 148					24 477 489 23 394 148	24 477 489
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 477 489 23 394 148					24 477 489 23 394 148	24 477 489
52 – Relations internationales	68 250 116 83 992 407					68 250 116 83 992 407	68 250 116
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 232 536 15 350 416					5 232 536 15 350 416	5 232 536
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	63 017 580 68 641 990					63 017 580 68 641 990	63 017 580
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 010 650 569 1 985 090 767					2 010 650 569 1 985 090 767	2 010 650 569
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 010 650 569 1 985 090 767					2 010 650 569 1 985 090 767	2 010 650 569
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 310 148 863 1 318 069 584					1 310 148 863 1 318 069 584	1 310 148 863
54.01 – Commandement des armées	161 638 039 151 695 668					161 638 039 151 695 668	161 638 039
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	233 231 747 235 997 834					233 231 747 235 997 834	233 231 747
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	16 989 729 17 213 013					16 989 729 17 213 013	16 989 729
54.04 – Enseignement interarmées	143 912 591 129 750 141					143 912 591 129 750 141	143 912 591
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	86 786 810 151 061 377					86 786 810 151 061 377	86 786 810
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	169 802 115 151 532 067					169 802 115 151 532 067	169 802 115

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
54.07 – Systèmes d'information et de communication	497 787 832 480 819 484					497 787 832 480 819 484	497 787 832
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 151 721 241 7 005 743 655	-692				7 151 721 241 7 005 742 963	7 152 660 090
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 151 721 241 7 005 743 655	-692				7 151 721 241 7 005 742 963	7 152 660 090
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 430 588 284 2 448 217 950					2 430 588 284 2 448 217 950	2 430 588 284
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 430 588 284 2 451 503 569					2 430 588 284 2 451 503 569	2 430 588 284
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-3 285 619					-3 285 619	
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 477 678 633 2 409 277 758	-268				2 477 678 633 2 409 277 491	2 477 678 633
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 678 633 2 456 642 860	-268				2 477 678 633 2 456 642 593	2 477 678 633
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	-47 365 102					-47 365 102	
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 666 451 914 2 807 246 585					2 666 451 914 2 807 246 585	2 924 146 609
58.01 – Fonction pétrolière	131 039 369 128 152 741					131 039 369 128 152 741	131 039 369
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	59 412 751 58 891 201					59 412 751 58 891 201	59 412 751
58.03 – Soutiens complémentaires	2 409 212					2 409 212	
58.04 – Service interarmées des munitions	90 872 174 83 533 757					90 872 174 83 533 757	90 872 174
58.05 – Service du commissariat des armées	1 501 505 604 1 430 406 869					1 501 505 604 1 430 406 869	1 501 505 604
58.06 – Fonction santé	883 622 016 1 103 852 805					883 622 016 1 103 852 805	1 141 316 711
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 374 098 587	483				350 000 000 374 099 070	350 000 000
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 280 169 394	483				250 000 000 280 169 877	250 000 000
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 93 929 193					100 000 000 93 929 193	100 000 000
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	486 347 835 451 660 349	587				486 347 835 451 660 935	486 347 835
61 – Action sociale, chômage et pensions	293 144 861 286 284 307					293 144 861 286 284 307	293 144 861
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	164 819 549 165 266 190					164 819 549 165 266 190	164 819 549
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	122 698 798 114 889 534					122 698 798 114 889 534	122 698 798
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 626 514 6 128 584					5 626 514 6 128 584	5 626 514
62 – Politique culturelle et	40 615 311					40 615 311	40 615 311

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019 Consommation 2019</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	36 420 196					36 420 196	
63 – Restructurations - RH	60 753 214 51 910 271					60 753 214 51 910 271	60 753 214
63.01 – Restructurations Personnels civils	25 122 698 26 463 444					25 122 698 26 463 444	25 122 698
63.02 – Restructurations Personnels militaires	35 630 516 25 446 827					35 630 516 25 446 827	35 630 516
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	396 567 478 417 620 069					396 567 478 417 620 069	396 567 478
64.01 – Personnel du SGA employeur	293 580 528 308 718 990					293 580 528 308 718 990	293 580 528
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 085 724 62 403 965					57 085 724 62 403 965	57 085 724
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	45 901 226 46 497 114					45 901 226 46 497 114	45 901 226
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	90 633 552 102 217 858					90 633 552 102 217 858	90 633 552
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 827 402 95 249 177					24 827 402 95 249 177	24 827 402
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef	-15 401 072					-15 401 072	
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	23 730 417 20 624 198					23 730 417 20 624 198	23 730 417
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PME A Mindef	88 490 647					88 490 647	
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-53 120					-53 120	
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 096 985 1 588 522					1 096 985 1 588 522	1 096 985
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	83 724 183 88 878 470	445				83 724 183 88 878 916	83 724 183
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	33 315 312 38 004 141	445				33 315 312 38 004 586	33 315 312
67.02 – Contrôle général des armées	22 238 970 21 649 237					22 238 970 21 649 237	22 238 970
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	5 500 425 6 202 521					5 500 425 6 202 521	5 500 425
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 032 354 9 819 710					10 032 354 9 819 710	10 032 354

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019</i> Consommation 2019	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
67.05 – Gendarmerie de la Sûreté de l'Armement Nucléaire	5 183 495 5 311 392					5 183 495 5 311 392	5 183 495
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 449 461 5 370 498					5 449 461 5 370 498	5 449 461
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 004 166 2 520 971					2 004 166 2 520 971	2 004 166
Total des CP prévus en LFI	20 551 944 766	970 636 881	1 625 258 838	19 062 851	30 635 335	23 197 538 671	23 464 805 891
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+281 265 470			+26 171 998		+307 437 468	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	-107 740 931			-70 048 188		-177 789 119	
Total des CP ouverts	20 725 469 305			2 601 717 715		23 327 187 020	
Total des CP consommés	20 566 430 366	1 497 861 948	1 037 845 355	19 661 364	30 985 335	23 152 784 369	

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018</i> Consommation 2018	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
04 – Politique immobilière	-3 148	316 470 656 847 708 179	1 789 965 194 1 002 702 544	9 640 000 10 209 320		2 116 075 850	2 134 342 517 1 860 616 895
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		103 688 382 108 293 187	44 645 876 52 385 011			148 334 258	148 334 258 160 678 198
06 – Politiques des ressources humaines	-35 680	151 624 914 150 519 190	401 052 484 844	58 812 591 668		152 084 778	154 653 756 151 560 022
06.03 – Reconversion	-71 693	37 036 889 28 974 497	297 102 468 470	58 812 39 500		37 392 803	37 392 803 29 410 774
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	36 013	114 588 025 121 544 693	103 950 16 374	552 168		114 691 975	117 260 953 122 149 248
08 – Politique culturelle et éducative		25 166 472 26 449 840	186 732	620 899 494 606	4 417 496 13 657 496	30 204 867	30 454 867 40 788 674
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		21 555 714 23 028 735		620 899 489 331	4 417 496 13 657 496	26 594 109	26 654 109 37 175 562
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 610 758 3 421 105	186 732	5 275		3 610 758	3 800 758 3 613 112
10 – Restructurations	-3 401	4 791 155 7 414 616	55 757 000 47 539 543	14 495 599 1 039 228		75 043 754	75 043 754 55 989 986
11 – Pilotage, soutien et communication	451 759	346 285 327 342 413 701	19 177 488 54 355 473		3 503 000 2 703 000	368 965 815	370 547 815 399 923 933
50 – Recherche et exploitation du	568 219 273					568 219 273	568 219 273

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2018 Consommation 2018</i>							
renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	546 828 823						546 828 823
50.01 – Renseignement extérieur	447 273 466 440 977 440					447 273 466	447 273 466 440 977 440
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 945 807 105 851 383					120 945 807	120 945 807 105 851 383
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	25 279 064 25 373 623					25 279 064	25 279 064 25 373 623
51.01 – DGRIS / Administration centrale	25 279 064 25 373 623					25 279 064	25 279 064 25 373 623
52 – Relations internationales	86 469 979 68 941 761					86 469 979	86 469 979 68 941 761
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	7 717 262 4 814 842					7 717 262	7 717 262 4 814 842
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	78 752 717 64 126 919					78 752 717	78 752 717 64 126 919
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	1 991 994 214 2 036 507 435					1 991 994 214	1 991 994 214 2 036 507 435
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	1 991 994 214 2 036 507 435					1 991 994 214	1 991 994 214 2 036 507 435
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 272 543 421 1 261 147 252					1 272 543 421	1 272 543 421 1 261 147 252
54.01 – Commandement des armées	113 771 855 133 819 071					113 771 855	113 771 855 133 819 071
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	211 652 890 231 743 882					211 652 890	211 652 890 231 743 882
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	47 554 850 22 467 593					47 554 850	47 554 850 22 467 593
54.04 – Enseignement interarmées	49 162 328 72 492 265					49 162 328	49 162 328 72 492 265
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	143 526 788 165 934 677					143 526 788	143 526 788 165 934 677
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	170 633 545 145 664 666					170 633 545	170 633 545 145 664 666
54.07 – Systèmes d'information et de communication	536 241 165 489 025 098					536 241 165	536 241 165 489 025 098
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 188 750 710 6 849 890 114	-1 742				7 188 750 710	7 189 790 710 6 849 888 372
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 188 750 710 6 849 890 114	-1 742				7 188 750 710	7 189 790 710 6 849 888 372
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 335 352 642 2 404 634 982					2 335 352 642	2 335 352 642 2 404 634 982
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 335 352 642 2 405 840 384					2 335 352 642	2 335 352 642 2 405 840 384
56.02 – Rémunérations des							

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018</i> Consommation 2018	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
ouvriers de l'Etat de la DCNS	-1 205 402						-1 205 402
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 493 308 054 2 490 163 737					2 493 308 054	2 493 308 054 2 490 163 737
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 493 308 054 2 459 079 799					2 493 308 054	2 493 308 054 2 459 079 799
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	31 083 938						31 083 938
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 551 080 299 2 817 964 830					2 551 080 299	2 825 371 378 2 817 964 830
58.01 – Fonction pétrolière	123 982 019 124 873 594					123 982 019	123 982 019 124 873 594
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	38 588 034 63 271 478					38 588 034	38 588 034 63 271 478
58.03 – Soutiens complémentaires	2 995 089						2 995 089
58.04 – Service interarmées des munitions	82 718 183 81 198 355					82 718 183	82 718 183 81 198 355
58.05 – Service du commissariat des armées	1 469 033 508 1 446 506 249					1 469 033 508	1 469 033 508 1 446 506 249
58.06 – Fonction santé	836 758 555 1 099 120 065					836 758 555	1 111 049 634 1 099 120 065
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	286 000 000 383 124 781					286 000 000	286 000 000 383 124 781
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	245 000 000 282 538 623					245 000 000	245 000 000 282 538 623
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	41 000 000 100 586 158					41 000 000	41 000 000 100 586 158
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	464 425 044 446 984 177					464 425 044	464 425 044 446 984 177
61 – Action sociale, chômage et pensions	307 787 556 281 781 089			-1 168		307 787 556	307 787 556 281 779 921
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	173 733 246 162 584 218			-1 168		173 733 246	173 733 246 162 583 050
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	128 406 400 113 662 955					128 406 400	128 406 400 113 662 955
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 647 910 5 533 916					5 647 910	5 647 910 5 533 916
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	38 060 246 35 662 831					38 060 246	38 060 246 35 662 831
63 – Restructurations - RH	72 820 420 71 578 325					72 820 420	72 820 420 71 578 325
63.01 – Restructurations Personnels civils	32 856 355 36 424 151					32 856 355	32 856 355 36 424 151
63.02 – Restructurations Personnels militaires	39 964 065 35 154 174					39 964 065	39 964 065 35 154 174
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	402 307 209 408 444 841					402 307 209	402 307 209 408 444 841

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018 Consommation 2018</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
64.01 – Personnel du SGA employeur	296 692 685 301 201 410					296 692 685	296 692 685 301 201 410
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 421 879 61 105 677					57 421 879	57 421 879 61 105 677
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	48 192 645 46 137 754					48 192 645	48 192 645 46 137 754
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	81 379 853 81 272 809					81 379 853	81 379 853 81 272 809
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 244 882 63 928 758					24 244 882	24 244 882 63 928 758
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-8 985 916						-8 985 916
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 076 809 19 521 264					23 076 809	23 076 809 19 521 264
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	52 468 592						52 468 592
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-204 241						-204 241
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 168 073 1 129 059					1 168 073	1 168 073 1 129 059
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	96 933 067 90 320 783					96 933 067	96 933 067 90 320 783
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	44 000 637 41 002 737					44 000 637	44 000 637 41 002 737
67.02 – Contrôle général des armées	20 740 862 20 224 291					20 740 862	20 740 862 20 224 291
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	6 741 163 5 294 876					6 741 163	6 741 163 5 294 876
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 920 642 10 518 363					10 920 642	10 920 642 10 518 363
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	4 654 040 5 211 200					4 654 040	4 654 040 5 211 200
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	7 510 266 5 645 998					7 510 266	7 510 266 5 645 998
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 365 457 2 423 318					2 365 457	2 365 457 2 423 318
Total des AE prévues en LFI	20 286 955 933	948 026 906	1 909 946 610	24 815 310	7 920 496	23 177 665 255	23 475 663 979
Total des AE consommées	20 364 960 481	1 482 796 971	1 157 654 147	12 333 654	16 360 496		23 034 105 749

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018 Consommation 2018</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
04 – Politique immobilière	-3 148	316 482 579 773 250 014	1 402 036 898 874 875 748	9 640 000 10 195 695	16 000 000 16 000 000	1 744 159 477	1 762 426 144 1 674 318 309
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		95 777 933 105 732 573	41 897 018 52 511 547			137 674 951	137 674 951 158 244 120
06 – Politiques des ressources humaines	-35 680	152 570 914 148 553 766	401 052 149 172	58 812 591 548		153 030 778	155 599 756 149 258 806
06.03 – Reconversion	-71 693	37 036 889 30 968 570	297 102 45 222	58 812 39 500		37 392 803	37 392 803 30 981 599
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	36 013	115 534 025 117 585 196	103 950 103 950	552 048		115 637 975	118 206 953 118 277 207
08 – Politique culturelle et éducative		25 166 472 25 682 582	190 215	620 899 466 781	11 769 738 21 010 938	37 557 109	37 807 109 47 350 516
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		21 555 714 22 878 209	3 483	620 899 461 506	11 769 738 21 010 938	33 946 351	34 006 351 44 354 136
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 610 758 2 804 373	186 732	5 275		3 610 758	3 800 758 2 996 380
10 – Restructurations	-3 401	4 791 155 10 562 428	45 784 864 21 778 784	14 461 591 14 558 116	1 500 000 3 000 000	66 537 610	66 537 610 49 895 927
11 – Pilotage, soutien et communication	451 759	349 911 826 362 438 319	66 367 488 109 919 420		3 503 000 2 703 000	419 782 314	421 364 314 475 512 498
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	568 219 273 546 828 823					568 219 273	568 219 273 546 828 823
50.01 – Renseignement extérieur	447 273 466 440 977 440					447 273 466	447 273 466 440 977 440
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 945 807 105 851 383					120 945 807	120 945 807 105 851 383
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	25 279 064 25 373 623					25 279 064	25 279 064 25 373 623
51.01 – DGRIS / Administration centrale	25 279 064 25 373 623					25 279 064	25 279 064 25 373 623
52 – Relations internationales	86 469 979 68 941 761					86 469 979	86 469 979 68 941 761
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	7 717 262 4 814 842					7 717 262	7 717 262 4 814 842
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	78 752 717 64 126 919					78 752 717	78 752 717 64 126 919
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	1 991 994 214 2 036 507 435					1 991 994 214	1 991 994 214 2 036 507 435
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	1 991 994 214 2 036 507 435					1 991 994 214	1 991 994 214 2 036 507 435
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 272 543 421 1 261 147 252					1 272 543 421	1 272 543 421 1 261 147 252
54.01 – Commandement des	113 771 855					113 771 855	113 771 855

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018 Consommation 2018</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
armées	133 819 071						133 819 071
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	211 652 890 231 743 882					211 652 890	211 652 890 231 743 882
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	47 554 850 22 467 593					47 554 850	47 554 850 22 467 593
54.04 – Enseignement interarmées	49 162 328 72 492 265					49 162 328	49 162 328 72 492 265
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	143 526 788 165 934 677					143 526 788	143 526 788 165 934 677
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	170 633 545 145 664 666					170 633 545	170 633 545 145 664 666
54.07 – Systèmes d'information et de communication	536 241 165 489 025 098					536 241 165	536 241 165 489 025 098
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 188 750 710 6 849 890 114	-1 742				7 188 750 710	7 189 790 710 6 849 888 372
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 188 750 710 6 849 890 114	-1 742				7 188 750 710	7 189 790 710 6 849 888 372
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 335 352 642 2 404 634 982					2 335 352 642	2 335 352 642 2 404 634 982
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 335 352 642 2 405 840 384					2 335 352 642	2 335 352 642 2 405 840 384
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-1 205 402						-1 205 402
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 493 308 054 2 490 163 737					2 493 308 054	2 493 308 054 2 490 163 737
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 493 308 054 2 459 079 799					2 493 308 054	2 493 308 054 2 459 079 799
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	31 083 938						31 083 938
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 551 080 299 2 817 964 830					2 551 080 299	2 825 371 378 2 817 964 830
58.01 – Fonction pétrolière	123 982 019 124 873 594					123 982 019	123 982 019 124 873 594
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	38 588 034 63 271 478					38 588 034	38 588 034 63 271 478
58.03 – Soutiens complémentaires	2 995 089						2 995 089
58.04 – Service interarmées des munitions	82 718 183 81 198 355					82 718 183	82 718 183 81 198 355
58.05 – Service du commissariat des armées	1 469 033 508 1 446 506 249					1 469 033 508	1 469 033 508 1 446 506 249
58.06 – Fonction santé	836 758 555 1 099 120 065					836 758 555	1 111 049 634 1 099 120 065
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	286 000 000 383 124 781					286 000 000	286 000 000 383 124 781
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	245 000 000 282 538 623					245 000 000	245 000 000 282 538 623
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	41 000 000 100 586 158					41 000 000	41 000 000 100 586 158

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018</i> Consommation 2018	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	464 425 044 446 984 177					464 425 044	464 425 044 446 984 177
61 – Action sociale, chômage et pensions	307 787 556 281 781 089					307 787 556	307 787 556 281 781 089
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	173 733 246 162 584 218					173 733 246	173 733 246 162 584 218
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	128 406 400 113 662 955					128 406 400	128 406 400 113 662 955
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 647 910 5 533 916					5 647 910	5 647 910 5 533 916
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	38 060 246 35 662 831					38 060 246	38 060 246 35 662 831
63 – Restructurations - RH	72 820 420 71 578 325					72 820 420	72 820 420 71 578 325
63.01 – Restructurations Personnels civils	32 856 355 36 424 151					32 856 355	32 856 355 36 424 151
63.02 – Restructurations Personnels militaires	39 964 065 35 154 174					39 964 065	39 964 065 35 154 174
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	402 307 209 408 444 841					402 307 209	402 307 209 408 444 841
64.01 – Personnel du SGA employeur	296 692 685 301 201 410					296 692 685	296 692 685 301 201 410
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 421 879 61 105 677					57 421 879	57 421 879 61 105 677
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	48 192 645 46 137 754					48 192 645	48 192 645 46 137 754
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	81 379 853 81 272 809					81 379 853	81 379 853 81 272 809
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 244 882 63 928 758					24 244 882	24 244 882 63 928 758
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-8 985 916						-8 985 916
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 076 809 19 521 264					23 076 809	23 076 809 19 521 264
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	52 468 592						52 468 592
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-204 241						-204 241
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 168 073 1 129 059					1 168 073	1 168 073 1 129 059
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	96 933 067 90 320 783					96 933 067	96 933 067 90 320 783

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018 Consommation 2018</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	44 000 637 41 002 737					44 000 637	44 000 637 41 002 737
67.02 – Contrôle général des armées	20 740 862 20 224 291					20 740 862	20 740 862 20 224 291
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	6 741 163 5 294 876					6 741 163	6 741 163 5 294 876
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 920 642 10 518 363					10 920 642	10 920 642 10 518 363
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	4 654 040 5 211 200					4 654 040	4 654 040 5 211 200
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	7 510 266 5 645 998					7 510 266	7 510 266 5 645 998
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 365 457 2 423 318					2 365 457	2 365 457 2 423 318
Total des CP prévus en LFI	20 286 955 933	944 700 879	1 556 487 320	24 781 302	32 772 738	22 845 698 172	23 143 696 896
Total des CP consommés	20 364 960 481	1 426 217 940	1 059 424 886	25 812 140	42 713 938		22 919 129 385

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019
Titre 2 – Dépenses de personnel	20 364 960 481	20 551 944 766	20 566 430 366	20 364 960 481	20 551 944 766	20 566 430 366
Rémunérations d'activité	10 393 836 178	10 349 245 264	10 543 399 548	10 393 836 178	10 349 245 264	10 543 399 548
Cotisations et contributions sociales	9 688 551 858	9 907 476 955	9 739 816 748	9 688 551 858	9 907 476 955	9 739 816 748
Prestations sociales et allocations diverses	282 572 445	295 222 547	283 214 071	282 572 445	295 222 547	283 214 071
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	1 482 796 971	982 985 833	1 444 231 834	1 426 217 940	970 636 881	1 497 861 948
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 388 593 015	888 669 595	1 349 754 609	1 331 910 332	876 320 643	1 403 368 498
Subventions pour charges de service public	94 203 956	94 316 238	94 477 225	94 307 608	94 316 238	94 493 450
Titre 5 – Dépenses d'investissement	1 157 654 147	1 848 860 032	1 151 285 222	1 059 424 886	1 625 258 838	1 037 845 355
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 105 334 410	1 780 456 391	1 113 686 943	1 008 003 632	1 562 469 732	987 719 787
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	52 319 737	68 403 641	37 598 279	51 421 254	62 789 106	50 125 568
Titre 6 – Dépenses d'intervention	12 333 654	15 077 896	10 325 296	25 812 140	19 062 851	19 661 364

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019
Transferts aux ménages	557 000	126 000	645 020	558 048	126 000	645 140
Transferts aux entreprises	-2 957 874		-1 617 112	6 121 131		3 741 076
Transferts aux collectivités territoriales	759 940	7 570 568	3 054 680	7 993 370	11 555 523	6 786 442
Transferts aux autres collectivités	13 974 588	7 381 328	8 242 708	11 139 591	7 381 328	8 488 706
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	16 360 496	2 940 061	10 509 261	42 713 938	30 635 335	30 985 335
Dotations en fonds propres	16 360 496	2 940 061	10 509 261	39 713 938	29 135 335	29 485 335
Dépenses de participations financières				3 000 000	1 500 000	1 500 000
Total hors FdC et AdP		23 401 808 588			23 197 538 671	
Ouvertures et annulations* en titre 2		+173 524 539			+173 524 539	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+840 587 006			-43 876 190	
Total*	23 034 105 749	24 415 920 133	23 182 781 980	22 919 129 385	23 327 187 020	23 152 784 369

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2018	Prévues en LFI pour 2019	Ouvertes en 2019	Ouverts en 2018	Prévus en LFI pour 2019	Ouverts en 2019
Dépenses de personnel	291 979 734	258 633 544	281 265 470	291 979 734	258 633 544	281 265 470
Autres natures de dépenses	21 544 707	8 633 676	75 171 998	21 544 707	8 633 676	26 171 998
Total	313 524 441	267 267 220	356 437 468	313 524 441	267 267 220	307 437 468

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT D'ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2019	25 504 058	309 072	25 504 058	309 072				
03/2019	28 704 741	235 070	28 704 741	235 070				
04/2019	30 896 533	594	30 896 533	594				
05/2019	29 103 547	248 812	29 103 547	248 812				
06/2019	28 283 501	519 798	28 283 501	519 798				
07/2019	27 929 213	131 503	27 929 213	131 503				
08/2019	28 732 196	621 152	28 732 196	621 152				

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
09/2019	28 869 308	196 740	28 869 308	196 740				
10/2019	51 711 905	251 959	51 711 905	251 959				
11/2019	216 243	629 898	216 243	629 898				
12/2019		178 793		178 793				
01/2020	1 314 225	20 192	1 314 225	20 192				
Total	281 265 470	3 343 583	281 265 470	3 343 583				

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FONDS DE CONCOURS

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2019		1 411 042		1 411 042				
03/2019		24 906		24 906				
04/2019		153 452		153 452				
05/2019		1 929 556		1 929 556				
07/2019		155 943		155 943				
08/2019		1 016 670		1 016 670				
09/2019		28 775		28 775				
10/2019		1 394 615		1 394 615				
11/2019		1 668 854		1 668 854				
12/2019		44 602		44 602				
01/2020		64 000 000		15 000 000				
Total		71 828 415		22 828 415				

ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
29/10/2019	1 093 380		1 093 380					
Total	1 093 380		1 093 380					

ARRÊTÉS DE REPORT DE FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
04/03/2019		295 647		295 647				
Total		295 647		295 647				

ARRÊTÉS DE REPORT DE TRANCHES FONCTIONNELLES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
13/02/2019		844 762 390						
Total		844 762 390						

ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
05/03/2019		4 199 205		4 199 205				
Total		4 199 205		4 199 205				

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
11/06/2019						165 000		165 000
25/11/2019		3 610		3 610				
26/11/2019					456 829	5 284 644	456 829	5 284 644
03/12/2019	3 751 466	1 714 980	3 751 466	1 714 980				
05/12/2019	144 153		144 153					
06/12/2019	110 000		110 000					
Total	4 005 619	1 718 590	4 005 619	1 718 590	456 829	5 449 644	456 829	5 449 644

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
04/12/2019		3 739 689		6 887 445	112 383 101		112 383 101	
Total		3 739 689		6 887 445	112 383 101		112 383 101	

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/12/2019						83 850 869		77 699 431
Total						83 850 869		77 699 431

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général	286 364 469	929 887 519	286 364 469	39 272 885	112 839 930	89 300 513	112 839 930	83 149 075

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2019 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2019. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2019.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (3)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2018	Chiffrage initial 2019	Chiffrage actualisé 2019
120140	Exonération du pécule modulable d'incitation au départ des militaires Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : 2020 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 81-30°</i>	6	4	4
230605	Exonération du bénéfice réalisé par les entreprises créées en zone de restructuration de la défense Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés <i>Bénéficiaires 2017 : 820 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2008 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : 2030 - Fin du fait générateur : 2023 - code général des impôts : 44 terdecies</i>	4	6	4
120141	Exonération de l'indemnité de départ volontaire versée dans le cadre d'une restructuration ou d'une réorganisation du ministère de la défense Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2017 : 292 Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : 2020 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 81-30° bis</i>	1	2	1
Coût total des dépenses fiscales		11	12	9

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2018	Chiffrage initial 2019	Chiffrage actualisé 2019
090201	Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zone de restructuration de la défense Cotisation foncière des entreprises		ε	

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale	Chiffre définitif 2018	Chiffre initial 2019	Chiffre actualisé 2019
<i>Bénéficiaires 2017 : 188 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2009 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : 2021 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 1647 C septies</i>			
Coût total des dépenses fiscales			

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire	Chiffre définitif 2018	Chiffre initial 2019	Chiffre actualisé 2019
090201 Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zone de restructuration de la défense Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2017 : 188 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2009 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : 2021 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 1647 C septies</i>		ε	
Coût total des dépenses fiscales			

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
04 – Politique immobilière	-298	2 050 331 248 1 880 600 833	2 055 197 915 1 880 600 535	-298	1 785 842 575 1 727 427 490	1 790 709 242 1 727 427 192
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		174 517 769 152 853 740	174 517 769 152 853 740		168 420 141 171 560 232	168 420 141 171 560 232
06 – Politiques des ressources humaines	-5 619	153 573 233 151 288 840	155 613 242 151 283 221	-5 619	153 623 183 147 082 885	155 663 192 147 077 266
06.03 – Reconversion	-5 619	38 658 388 34 559 673	38 658 388 34 554 054	-5 619	37 658 388 33 375 797	37 658 388 33 370 178
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		114 914 845 116 729 167	116 954 854 116 729 167		115 964 795 113 707 087	118 004 804 113 707 087
08 – Politique culturelle et éducative		28 938 080 36 609 879	29 098 080 36 609 879		46 133 354 47 122 924	46 293 354 47 122 924
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		25 696 798 33 805 339	25 696 798 33 805 339		42 892 072 43 732 490	42 892 072 43 732 490
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 241 282 2 804 540	3 401 282 2 804 540		3 241 282 3 390 434	3 401 282 3 390 434
10 – Restructurations		52 109 262 18 200 935	52 109 262 18 200 935		73 671 531 73 138 508	73 671 531 73 138 508
11 – Pilotage, soutien et communication	236 907	390 394 230 376 796 748	391 961 230 377 033 654	236 907	417 903 121 420 021 408	419 470 121 420 258 314
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	585 363 821 580 827 238		585 363 821 580 827 238	585 363 821 580 827 238		585 363 821 580 827 238
50.01 – Renseignement extérieur	465 281 828 465 997 497		465 281 828 465 997 497	465 281 828 465 997 497		465 281 828 465 997 497
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 081 993 114 829 741		120 081 993 114 829 741	120 081 993 114 829 741		120 081 993 114 829 741
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 477 489 23 394 148		24 477 489 23 394 148	24 477 489 23 394 148		24 477 489 23 394 148
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 477 489 23 394 148		24 477 489 23 394 148	24 477 489 23 394 148		24 477 489 23 394 148
52 – Relations internationales	68 250 116 83 992 407		68 250 116 83 992 407	68 250 116 83 992 407		68 250 116 83 992 407
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 232 536 15 350 416		5 232 536 15 350 416	5 232 536 15 350 416		5 232 536 15 350 416
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	63 017 580 68 641 990		63 017 580 68 641 990	63 017 580 68 641 990		63 017 580 68 641 990

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 010 650 569 1 985 090 767		2 010 650 569 1 985 090 767	2 010 650 569 1 985 090 767		2 010 650 569 1 985 090 767
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 010 650 569 1 985 090 767		2 010 650 569 1 985 090 767	2 010 650 569 1 985 090 767		2 010 650 569 1 985 090 767
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 310 148 863 1 318 069 584		1 310 148 863 1 318 069 584	1 310 148 863 1 318 069 584		1 310 148 863 1 318 069 584
54.01 – Commandement des armées	161 638 039 151 695 668		161 638 039 151 695 668	161 638 039 151 695 668		161 638 039 151 695 668
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	233 231 747 235 997 834		233 231 747 235 997 834	233 231 747 235 997 834		233 231 747 235 997 834
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	16 989 729 17 213 013		16 989 729 17 213 013	16 989 729 17 213 013		16 989 729 17 213 013
54.04 – Enseignement interarmées	143 912 591 129 750 141		143 912 591 129 750 141	143 912 591 129 750 141		143 912 591 129 750 141
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	86 786 810 151 061 377		86 786 810 151 061 377	86 786 810 151 061 377		86 786 810 151 061 377
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	169 802 115 151 532 067		169 802 115 151 532 067	169 802 115 151 532 067		169 802 115 151 532 067
54.07 – Systèmes d'information et de communication	497 787 832 480 819 484		497 787 832 480 819 484	497 787 832 480 819 484		497 787 832 480 819 484
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 151 721 241 7 005 743 655	-692	7 152 660 090 7 005 742 963	7 151 721 241 7 005 743 655	-692	7 152 660 090 7 005 742 963
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 151 721 241 7 005 743 655	-692	7 152 660 090 7 005 742 963	7 151 721 241 7 005 743 655	-692	7 152 660 090 7 005 742 963
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 430 588 284 2 448 217 950		2 430 588 284 2 448 217 950	2 430 588 284 2 448 217 950		2 430 588 284 2 448 217 950
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 430 588 284 2 451 503 569		2 430 588 284 2 451 503 569	2 430 588 284 2 451 503 569		2 430 588 284 2 451 503 569
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-3 285 619		-3 285 619	-3 285 619		-3 285 619
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 477 678 633 2 409 277 758	-268	2 477 678 633 2 409 277 491	2 477 678 633 2 409 277 758	-268	2 477 678 633 2 409 277 491
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 678 633 2 456 642 860	-268	2 477 678 633 2 456 642 593	2 477 678 633 2 456 642 860	-268	2 477 678 633 2 456 642 593
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	-47 365 102		-47 365 102	-47 365 102		-47 365 102
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 666 451 914 2 807 246 585	83	2 924 146 609 2 807 246 668	2 666 451 914 2 807 246 585		2 924 146 609 2 807 246 585
58.01 – Fonction pétrolière	131 039 369 128 152 741		131 039 369 128 152 741	131 039 369 128 152 741		131 039 369 128 152 741
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	59 412 751 58 891 201		59 412 751 58 891 201	59 412 751 58 891 201		59 412 751 58 891 201
58.03 – Soutiens complémentaires	2 409 212		2 409 212	2 409 212		2 409 212
58.04 – Service interarmées des munitions	90 872 174 83 533 757		90 872 174 83 533 757	90 872 174 83 533 757		90 872 174 83 533 757
58.05 – Service du commissariat des armées	1 501 505 604 1 430 406 869	83	1 501 505 604 1 430 406 952	1 501 505 604 1 430 406 869		1 501 505 604 1 430 406 869
58.06 – Fonction santé	883 622 016 1 103 852 805		1 141 316 711 1 103 852 805	883 622 016 1 103 852 805		1 141 316 711 1 103 852 805
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation	350 000 000 374 098 587	483	350 000 000 374 099 070	350 000 000 374 098 587	483	350 000 000 374 099 070

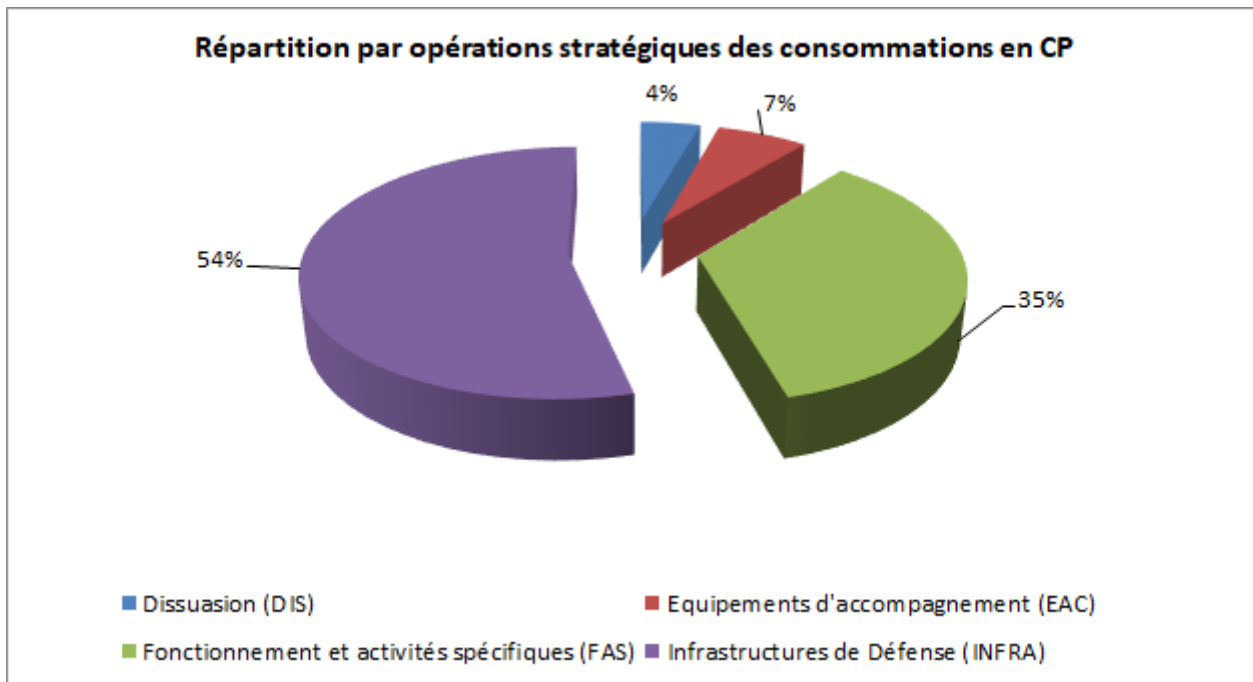
Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
et emploi des forces"						
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 280 169 394	483	250 000 000 280 169 877	250 000 000 280 169 394	483	250 000 000 280 169 877
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 93 929 193		100 000 000 93 929 193	100 000 000 93 929 193		100 000 000 93 929 193
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	486 347 835 451 660 349	587	486 347 835 451 660 935	486 347 835 451 660 349	587	486 347 835 451 660 935
61 – Action sociale, chômage et pensions	293 144 861 286 284 307		293 144 861 286 284 307	293 144 861 286 284 307		293 144 861 286 284 307
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	164 819 549 165 266 190		164 819 549 165 266 190	164 819 549 165 266 190		164 819 549 165 266 190
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	122 698 798 114 889 534		122 698 798 114 889 534	122 698 798 114 889 534		122 698 798 114 889 534
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 626 514 6 128 584		5 626 514 6 128 584	5 626 514 6 128 584		5 626 514 6 128 584
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	40 615 311 36 420 196		40 615 311 36 420 196	40 615 311 36 420 196		40 615 311 36 420 196
63 – Restructurations - RH	60 753 214 51 910 271		60 753 214 51 910 271	60 753 214 51 910 271		60 753 214 51 910 271
63.01 – Restructurations Personnels civils	25 122 698 26 463 444		25 122 698 26 463 444	25 122 698 26 463 444		25 122 698 26 463 444
63.02 – Restructurations Personnels militaires	35 630 516 25 446 827		35 630 516 25 446 827	35 630 516 25 446 827		35 630 516 25 446 827
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	396 567 478 417 620 069		396 567 478 417 620 069	396 567 478 417 620 069		396 567 478 417 620 069
64.01 – Personnel du SGA employeur	293 580 528 308 718 990		293 580 528 308 718 990	293 580 528 308 718 990		293 580 528 308 718 990
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 085 724 62 403 965		57 085 724 62 403 965	57 085 724 62 403 965		57 085 724 62 403 965
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	45 901 226 46 497 114		45 901 226 46 497 114	45 901 226 46 497 114		45 901 226 46 497 114
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	90 633 552 102 217 858		90 633 552 102 217 858	90 633 552 102 217 858		90 633 552 102 217 858
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 827 402 95 249 177		24 827 402 95 249 177	24 827 402 95 249 177		24 827 402 95 249 177
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-15 401 072		-15 401 072	-15 401 072		-15 401 072
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 730 417 20 624 198		23 730 417 20 624 198	23 730 417 20 624 198		23 730 417 20 624 198
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	88 490 647		88 490 647	88 490 647		88 490 647
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-53 120		-53 120	-53 120		-53 120
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 096 985 1 588 522		1 096 985 1 588 522	1 096 985 1 588 522		1 096 985 1 588 522
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	83 724 183 88 878 470	445	83 724 183 88 878 916	83 724 183 88 878 470	445	83 724 183 88 878 916
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux	33 315 312 38 004 141	445	33 315 312 38 004 586	33 315 312 38 004 141	445	33 315 312 38 004 586

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO



AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2019 (EN €)

Niv.	Description	AE					CP			
		Prévision LFI (1)	Prévision FdC/ADP du PLF (2)	Affectation sur TF (3)	Engagement hors TF (4)	Ecart Utilisation / Prévision LFI (5) = (3) + (4) - (1) - (2)	Prévision LFI (1)	Prévision FdC/ADP du PLF (2)	Consommation (3)	Ecart Consommation / Prévision LFI (4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	95 644 751	0	711 782	103 870 417	8 937 428	142 850 000	0	113 253 958	-29 596 044
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	174 517 769	0	40 027 777	134 897 339	407 347	168 420 141	0	171 609 604	3 189 463
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	898 622 648	3 767 009	0	881 914 963	-20 474 694	948 861 718	3 767 009	909 759 846	-42 868 881
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	1 881 078 654	4 866 667	631 797 425	1 056 039 206	1 891 310	1 385 462 048	4 866 667	1 405 948 278	15 619 563
	Total	2 849 863 822	8 633 676	672 536 964	2 178 721 924	-9 238 609	2 645 593 905	8 633 676	2 600 571 683	-53 655 898

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	affectation 2018	Total	Engagement 2018 sur TF
OS	Dissuasion (DIS)	15,21	0,02	0,71	15,91	6,15
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	0,00	0,08	40,03	39,95	20,88
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	829,54	11,56	631,80	1 452,53	483,04
	Total	844,76	11,65	672,54	1 508,39	510,07

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2018	Eng 2019	2019	2020	2021	> 2021	Total
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	210,26	101,60	142,85	108,93	47,21	14,87	311,88
		PLR	190,18	110,02	113,25	92,53	31,24	63,17	300,20
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	114,81	153,99	168,42	86,77	12,77	0,83	268,79
		PLR	113,23	155,78	171,61	77,12	20,28	0,00	269,01
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	1 226,89	900,34	950,57	252,08	56,31	868,27	2 127,23
		PLR	1 194,77	881,91	909,76	216,46	39,74	910,73	2 076,68
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	1 890,53	1 412,42	1 390,33	1 136,65	456,42	319,55	3 302,95
		PLR	1 953,93	1 539,08	1 405,95	1 012,08	602,20	472,79	3 493,01
Ecart (PLR-PLF)			9,61	118,45	-51,60	-184,24	120,74	243,16	128,08

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	20 551 944 766	2 847 809 448	23 399 754 214	20 551 944 766	2 643 539 531	23 195 484 297
Amendements	0	+2 054 374	+2 054 374	0	+2 054 374	+2 054 374
LFI	20 551 944 766	2 849 863 822	23 401 808 588	20 551 944 766	2 645 593 905	23 197 538 671

Titre 2

Néant.

Hors Titre 2

Les +2 054 374 renseignés dans la ligne Amendements en hors titre 2 correspondent à la part du programme 212 d'un amendement visant à tirer les conséquences sur la mission « Défense » des décisions annoncées lors du rendez-vous salarial du 18 juin 2018 concernant d'une part la revalorisation des indemnités kilométriques et d'autre part la revalorisation des barèmes des frais de nuitée.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits

Titre 2

Néant.

Autres titres

Les reports de crédits hors fonds de concours s'élèvent à 4,2 M€ en AE et CP par arrêté du 5 mars 2019 portant report de crédits, à 295,6 K€ sur fonds de concours en AE et CP par arrêté du 4 mars 2019 portant report de crédits et à 844,7 M€ en AE sur tranches fonctionnelles par arrêté du 13 février 2019 portant report de crédits.

Loi de finances rectificatives

Titre 2

Néant.

Autres titres

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La loi de finances rectificative (LFR) du 2 décembre 2019 a mis en œuvre le schéma de fin de gestion et a procédé à l'annulation intégrale de la réserve de précaution du programme sur les crédits hors titre 2 (HT2), soient 83,8 M€ en AE et 77,6 M€ en CP.

Décrets de transfertTitre2

Le solde des transferts s'élève à 3,6 M€ et recouvre les mesures suivantes :

- Pour les mouvements entrants :
 - 3,8 M€ en provenance du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » dans le cadre du remboursement d'une partie des rémunérations des personnels affectés au centre de transmissions gouvernementales ainsi que le groupement interministériel de contrôle ;
 - 0,1 M€ en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières », destinés au financement des primes des ingénieurs des mines (ex-télécom) en poste hors des ministères économiques et financiers ;
 - 0,1 M€ en provenance du programme 147 « Politique de la ville ». Ce transfert correspond au remboursement par le ministère chargé de la ville des rémunérations des agents participant au dispositif des délégués du préfet ;
 - 0,2 M€ en provenance du programme 161 « Sécurité civile » au titre de la participation des armées aux opérations de lutte contre les incendies dans le cadre de l'opération *Héphaïstos*.
- Pour les mouvements sortants :
 - 0,6 M€ à destination du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde », destinés au financement des rémunérations de certains personnels en poste à l'étranger.

Autres titres

Pour l'année 2019, le solde des transferts s'élève à -3,7 M€ en AE et CP et recouvre les principaux mouvements suivants :

- - 5,2 M€ en AE et CP au profit du programme 152 « Gendarmerie nationale » au titre de la quote-part du ministère des armées au financement de la compensatrice SNCF dont bénéficient les gendarmes pour les années 2017 et 2018 ;
- + 1,7 M€ en AE et CP en provenance du programme 129 « coordination du travail gouvernemental » dédiés au financement ANSSI – INHESJ.

Décrets de virementTitre 2

Le solde des virements s'élève à 112,4 M€ et recouvre les mesures suivantes :

- un virement de 112,2 M€, par décret n°2019-1290 du 4 décembre 2019, a été réalisé à destination du programme 178 « Préparation et emploi des forces » dans le cadre de la couverture budgétaire, sous enveloppe par le ministère des armées, des surcoûts nets des autres titres constatés au titre des opérations extérieures ;
- un virement de 0,2 M€, par décret n°2019-1290 du 4 décembre 2019, a été réalisé à destination du programme 178 « Préparation et emploi des forces » dans le cadre de la régularisation d'une annulation de crédits appliquée à tort sur le programme 178 au lieu du programme 212.

Autres titres

Le solde des décrets de virement s'établit à 3,7 M€ en AE et 6,8 M€ en CP et recouvre les principaux mouvements suivants :

- +3,4 M€ en AE et CP en provenance du programme 178 « préparation et emploi des forces » au titre de la participation des armées au renouvellement du parc informatique du site de Balard ;

- + 3,1 M€ en CP en provenance du programme 178 « préparation et emploi des forces » au titre du remboursement de dépenses relatives à la modernisation du système informatique et logistique « SIGLE » ;
- + 494,7 K€ en AE et CP en provenance du programme 178 « préparation et emploi des forces » au titre du remboursement de dépenses engagées par le service parisien de soutien à l'administration centrale (SPAC) de l'état-major des armées.

Décrets d'avance

Titre 2

Néant.

Autres titres

Néant.

Décrets de répartition

Titre 2

Le décret de répartition au profit du titre 2 s'élève à 1,1 M€ en provenance du programme 551 « Provision relative aux rémunérations publiques ». Ce transfert correspond à la mesure de la revalorisation de l'indemnisation des jours de compte épargne temps (CET), non prise en compte au moment du vote des crédits.

■ ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Titre 2

Les rattachements par attribution de produits s'élèvent à 281,3 M€. Ils proviennent majoritairement du produit de l'activité du service de santé des armées (280,2 M€ affectés au fond n°2-2-00569) et marginalement de remboursements de la Bundeswehr (1,1 M€ affectés au fond n°2-3-00576).

Autres titres

Les rattachements de fonds de concours (71,8 M€ en AE et 22,8 M€ en CP) proviennent principalement :

- La contribution allemande à la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien (64 M€ en AE et 15 M€ en CP).
- Des participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (4,9 M€ en AE et CP)
- Participation de la Commission européenne au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme (1,5 M€ en AE et CP) ;
- Aides financières des caisses d'allocations familiales au développement de l'accueil des jeunes enfants des agents de l'Etat en structure de garde collective (0,9 M€ en AE et CP)

Les rattachements des attributions de produits (3,3 M€ en AE et CP) proviennent principalement de :

- Recettes issues de services rendus par le ministère dans le cadre de sa mission (1,4 M€) ;
- Produit des cessions de biens immobiliers (1,3 M€) ;
- Recettes provenant de prestations diverses effectuées dans le cadre de l'exécution du partenariat public-privé Balard (0,7 M€).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	102 759 724	83 850 869	186 610 592	102 759 724	77 699 431	180 459 155
Surgels	0	0	0	0	0	0
Dégels	0	0	0	0	0	0
Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)	102 759 724	83 850 869	186 610 592	102 759 724	77 699 431	180 459 155

RÉSERVE DE PRÉCAUTIONTitre 2

Par tamponné du 28 novembre 2019, la réserve de précaution sur le titre 2 a fait l'objet d'une levée totale de la réserve sur les crédits hors CAS Pensions (60,5 M€) et CAS Pensions (42,3 M€).

Autres titres

La réserve de précaution s'élevait initialement à 83,8 M€ en AE et 77,6 M€ en CP.

La loi de finances rectificative (LFR) du 2 décembre 2019 a été l'unique vecteur pour mettre en œuvre le schéma de fin de gestion. Elle a procédé à l'annulation intégrale de la réserve de précaution du programme.

FONGIBILITÉ ASYMÉTRIQUE

Néant.

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL**EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME**

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2018 (1)	Réalisation 2018 (2)	LFI + LFR 2019 (3)	Transferts de gestion 2019 (4)	Réalisation 2019 (5)	Écart à LFI + LFR 2019 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	+2	12 385	13 307	+2	13 743	+434
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	0	12 629	12 830	0	12 735	-95
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	0	21 581	22 120	0	22 090	-30
1090 – Ouvriers de l'Etat	0	14 692	14 006	0	13 944	-62
1091 – Officiers	0	32 861	33 439	0	33 191	-248
1092 – Sous-officiers	0	92 372	93 341	0	91 816	-1 525
1093 – Militaires du rang	0	79 215	79 327	0	79 359	+32
1094 – Volontaires	0	1 985	2 360	0	1 563	-797
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	0	475	538	0	555	+17
Total	+2	268 195	271 268	+2	268 996	-2 274

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2019 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en années pleines des schémas d'emplois 2018 sur 2019	dont impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	-2	0	+678	+682	+495	+187
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	0	-16	-659	+781	+488	+293
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	-9	-144	+120	+542	+496	+46
1090 – Ouvriers de l'Etat	-20	0	-2	-726	-156	-570
1091 – Officiers	0	+1	-23	+352	+383	-31
1092 – Sous-officiers	0	+6	-83	-479	+295	-774
1093 – Militaires du rang	0	+2	-19	+161	+56	+105
1094 – Volontaires	0	0	+57	-479	-59	-420
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	0	0	+80	0	0	0
Total	-31	-151	+149	+834	+1 998	-1 164

Après transferts de gestion, le volume d'équivalent temps plein emploi travaillé (ETPT) consommé par le programme 212 est inférieur de -2 274 ETPT au plafond alloué en loi de finances initiale (LFI) et loi de finances rectificative (LFR) 2019, représentant ainsi une sous-consommation de -0,8 % du plafond 2019.

L'évolution entre les réalisations 2018 et 2019 s'établit à +801 ETPT (hors transferts de gestion) et relève :

- d'un schéma d'emplois 2019 de +834 ETPT (comprenant le service industriel de l'aéronautique (SIAé)) qui se décompose en une extension en année pleine (EAP) 2018 sur 2019 de +1 998 ETPT et un effet année courante (EAC) 2019 de -1 164 ETPT.
- des mesures de périmètre et de transferts à hauteur de -182 ETPT ;
- des corrections techniques à hauteur de +149 ETPT regroupant les mesures suivantes :
 - un rééquilibrage catégoriel de -131 personnels de catégorie B et +131 personnels de catégorie A, consécutif au changement de catégorie d'emploi de certains personnels de santé ;
 - un rééquilibrage catégoriel de -528 personnels de catégorie B et +528 personnels de catégorie A, consécutif au changement de catégorie d'emploi des assistantes sociales ;
 - des corrections de stock au titre de la neutralisation des apprentis dans le schéma d'emplois (+149 ETPT) ;
 - des corrections de stock au titre de la neutralisation du service militaire volontaire (SMV) dans le schéma d'emplois (+111 ETPT) ;
 - des rectifications liées aux calculs de l'EAP et de l'EAC à partir de mois moyens arrondis à une seule décimale, soit -111 ETPT ;
 - Une correction technique de 3 ETPT est appliquée pour tenir compte de l'arrondi à zéro décimale du calcul de l'impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019.

REPARTITION DE L'EFFECTIF MOYEN REALISE, PAR CATEGORIE D'EMPLOIS

Catégorie d'emplois	Effectif moyen réalisé (en ETPT)		
	Réalisation 2019	dont SIAé	dont Présidence de la République
Total civils	62 512	3 741	21
Catégorie A	13 743	517	2

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Catégorie B	12 735	636	4
Catégorie C	22 090	331	12
Ouvriers de l'État	13 944	2 257	3
Total militaires	206 484	961	62
Officiers	33 191	109	15
Sous-officiers	91 816	799	42
Militaires du rang	79 359	53	5
Volontaires	1 416	0	0
Volontaires stagiaires du SMV	702	0	0
Total général	268 996	4 702	83

REPARTITION DE L'EFFECTIF MOYEN REALISE, PAR BOP

Budget opérationnel de programme	Effectif moyen réalisé (en ETPT)		
	Réalisation 2019	dont SIAé	dont PR
Personnels militaires de l'armée de terre	114 327	56	18
Personnels militaires de l'armée de l'air	41 099	351	17
Personnels militaires de la marine	35 724	486	19
Personnels du service du commissariat des armées (SCA)	1 858	7	1
Personnels militaires du service des essences des armées (SEA)	1 439	0	0
Personnels du service de santé des armées (SSA)	10 020	0	7
Personnels de la direction générale de l'armement (DGA)	5 793	548	0
Personnels militaires ingénieurs de l'infrastructure	609	0	0
Autres personnels militaires (CGA, APM, gendarmes non-spécialisés et de la sûreté des armements nucléaires)	517	0	0
Personnels civils de la Défense (1)	51 888	3 255	21
Personnels de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)	5 722	0	1
Total	268 996	4 703	84

(1) Le BOP « Personnels civils de la Défense » n'inclut pas les populations suivantes :

- le personnel civil paramédical, rattaché au service de santé des armées (SSA) ;
- les cadres technico-commerciaux, ingénieurs (ICT) et techniciens (TCT), rattachés à la direction générale de l'armement (DGA) ;
- les aumôniers civils rattachés au service du commissariat des armées (SCA) ;
- le personnel civil employé à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties		Mois moyen des sorties	Entrées		Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois	
		dont départs en retraite			dont primo recrutements		Réalisation	Prévision PAP
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	1 247	267	6,60	2 045	1 348	8,00	+798	+315
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	1 208	309	6,70	1 918	1 058	7,20	+710	+433
1089 – Catégorie C (personnels civils)	2 843	475	6,20	3 060	1 840	6,50	+217	+250

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	<i>dont départs en retraite</i>	Mois moyen des sorties	Entrées	<i>dont primo recrutements</i>	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
titulaires et non titulaires)								
1090 – Ouvriers de l'Etat	1 528	775	6,60	601	244	8,10	-927	-814
1091 – Officiers	2 306	828	7,10	2 595	1 322	7,90	+289	+312
1092 – Sous-officiers	9 466	3 698	6,80	8 982	4 211	7,50	-484	0
1093 – Militaires du rang	16 893	2 345	6,50	17 629	15 603	6,70	+736	-50
1094 – Volontaires	2 146	8	5,60	1 806	1 585	7,00	-340	+20
Total	37 637	8 705		38 636	27 211		+999	+466

Les flux d'entrées et de sorties sont cohérents avec la manœuvre RH conduite en gestion, visant à maintenir un volume de départs conséquent tout en assurant un recrutement soutenu dans le but d'armer notamment les postes CYBER et RENS.

Le schéma d'emplois réalisé à fin 2019 s'élève à +999 équivalent temps plein emploi (ETPE), soit un écart de +533 ETPE par rapport aux prévisions du projet annuel de performance (PAP) 2019. Cet écart s'explique comme suit :

- un abondement du schéma d'emplois 2019 à hauteur de +583 ETPE en gestion afin de rattraper le sous-effectif constaté à fin 2018 ;
- un ajustement de soutenabilité du schéma d'emplois de -45 ETPE ;
- un retard constaté à fin 2019 de -5 ETPE, qui sera pris en compte au titre du rattrapage en gestion 2020.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT	ETP au 31/12/2019
Administration centrale	15 173	15 046	15 178
Services à l'étranger	0	11 754	11 858
Services départementaux	11 854	0	0
Autres	244 241	242 196	244 332
Total	271 268	268 996	271 368

La catégorie « autres » correspond aux unités stationnées en province ou en outre-mer, aux services déconcentrés et aux bases de défense.

Une erreur d'imputation concernant la prévision LFI ETPT est à noter, les 11 854 ETPT indiqués en PLF pour les services départementaux correspondant aux services à l'étranger.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	7 353	7 115
50.01 – Renseignement extérieur	5 843	5 722

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	1 510	1 393
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	249	258
51.01 – DGRIS / Administration centrale	249	258
52 – Relations internationales	353	349
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	46	
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	307	349
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	9 985	10 054
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	9 985	10 054
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	15 542	14 632
54.01 – Commandement des armées	1 584	1 378
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	2 182	2 126
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	167	153
54.04 – Enseignement interarmées	1 815	1 598
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	793	895
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	2 037	1 887
54.07 – Systèmes d'information et de communication	6 964	6 595
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	102 902	105 989
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	102 902	105 989
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	34 681	33 649
56.01 – Ressources humaines des forces navales	34 681	33 649
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	38 933	38 752
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	34 042	34 050
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	4 891	4 702
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	43 688	41 874
58.01 – Fonction pétrolière	2 076	2 097
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICO S	457	427
58.04 – Service interarmées des munitions	1 395	1 283
58.05 – Service du commissariat des armées	24 601	23 394
58.06 – Fonction santé	15 159	14 673
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	7 109	6 567
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	684	611
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	5 966	6 119
64.01 – Personnel du SGA employeur	4 312	4 460
64.07 – Personnel de l'action sociale	974	1 016
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	680	643
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	1 947	1 436
66 – Rayonnement et contribution extérieure	837	657
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	445	365
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	269	209
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	123	83
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	1 039	934
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du	455	382

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux		
67.02 – Contrôle général des armées	175	165
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	52	55
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	123	118
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	54	52
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	159	141
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	21	21
Total	271 268	268 996
Transferts en gestion		+2

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2018-2019 : 1 592

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'indicateur de gestion des ressources humaines correspond à l'indicateur d'efficacité de la fonction « Ressources humaines » (ratio effectifs gérants/effectifs gérés), traité dans la partie « Objectifs et indicateurs de performance » (indicateur 4.1).

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2018	Prévision LFI 2019	Exécution 2019
Rémunération d'activité	10 393 836 178	10 349 245 264	10 543 399 548
Cotisations et contributions sociales	9 688 551 858	9 907 476 955	9 739 816 748
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :	8 250 435 075	8 454 869 344	8 300 007 261
– Civils (y.c. ATI)	669 860 175	707 884 544	682 807 857
– Militaires	6 364 687 192	6 525 367 559	6 445 582 163
– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)	1 215 887 708	1 221 617 241	1 171 617 241
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE	189 285 877	146 716 541	169 289 227
Autres cotisations	1 248 830 906	1 305 891 070	1 270 520 260
Prestations sociales et allocations diverses	282 572 445	295 222 547	283 214 071
Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)	20 364 960 481	20 551 944 766	20 566 430 366
Total titre 2 (hors CAS Pensions)	12 114 525 406	12 097 075 422	12 266 423 105
FdC et AdP prévus en titre 2		258 633 544	

Les dépenses relatives aux « Prestations sociales et allocations diverses » (présentées à 283,2 M€ dans le tableau ci-dessus) comprennent notamment les allocations de retour à l'emploi, versées en 2019 à un effectif moyen de 13 327 personnes, pour une dépense de 132,44 M€.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

RÉFÉRENTIEL D'OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

OPERATION STRATEGIQUE (OS)	OPERATION PROGRAMMEE (OP)	OPERATION BUDGETAIRE (OB)	LFI 2019	RAP 2019	
Masse salariale socle - hors CAS Pensions	Socle - personnels civils		2 716 706 908	2 703 377 649	
	Socle - personnels militaires		8 320 794 475	8 475 097 874	
Total Masse salariale socle - hors CAS Pensions			11 037 501 383	11 178 475 523	
MISSINT			100 000 000	93 730 417	
Masse salariale hors socle - hors CAS Pensions	Dépenses de non activité		100 566 072	108 662 273	
	Dépenses de réservistes		177 730 597	195 580 209	
	Restructurations et autres rémunérations (hors chômage)	Autres rémunérations		57 804 659	52 837 153
		Dépenses de restructurations liées au PAR		48 823 816	40 074 602
	Prestations sociales et allocations diverses	Allocations chômage		138 919 131	132 753 167
		Autres prestations sociales (cotisations sociales amiante incluses)		185 729 764	184 050 149
Autres dépenses hors socle - DAD			0	10 587	
OPEX			250 000 000	280 351 998	
Total Masse salariale hors socle - hors CAS Pensions			1 059 574 039	1 088 050 555	
Masse salariale - CAS Pensions	CAS Pensions - personnels civils		1 929 501 785	1 854 411 791	
	CAS Pensions - personnels militaires	CAS Pensions militaire - socle	6 365 243 506	6 228 837 538	
		CAS Pensions militaire – hors socle	99 519 487	154 910 621	
		CAS Pensions militaire – hors socle (BMPM)	60 604 566	61 744 338	
Total Masse salariale - CAS Pensions			8 454 869 344	8 299 904 288	
TOTAL			20 551 944 766	20 566 430 366	

L'écart constaté avec CHORUS de 0,1 M€ sur le total T2 hors CAS Pensions relève d'erreurs d'imputations CAS Pensions / hors CAS Pensions de rétablissements de crédits.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
Socle d'exécution 2018 retraitée	11 681,14
Exécution 2018 hors CAS Pensions	12 114,53
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2019/ 2018	-5,35
Débasage de dépenses au profil atypique :	-428,03
– GIPA	-0,80
– Indemnisation des jours de CET	-6,39
– Mesures de restructuration	-51,15
– Autres dépenses de masse salariale	-369,70
Impact du schéma d'emplois	43,80
EAP schéma d'emplois 2018	71,84
Schéma d'emplois 2019	-28,04
Mesures catégorielles	127,75
Mesures générales	0,15
Rebasage de la GIPA	0,08
Variation du point de la fonction publique	
Mesures bas salaires	0,07

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
GVT solde	0,98
GVT positif	183,66
GVT négatif	-182,69
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA	331,56
Indemnisation des jours de CET	4,35
Mesures de restructurations	40,07
Autres rebasages	287,13
Autres variations des dépenses de personnel	81,04
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	-3,51
Autres variations	84,56
Total	12 266,42

Le socle d'exécution 2018 est retraité des dépenses au profil atypique, parmi lesquelles figurent dans la catégorie « Autres » notamment les remboursements liés aux mises à disposition 2018 (-549,5 M€), les rétablissements de crédits 2018 (543,8 M€) et les indus de rémunération 2018 dont Louvois (31,5 M€).

Au titre de l'évolution 2019 des grands agrégats de la masse salariale du ministère des armées, on pourra noter :

- **une réalisation du schéma d'emplois** 2019 présentant un impact haussier par rapport aux prévisions inscrites en LFI 2019 mais présentant un impact baissier par rapport aux prévisions actualisées en suivi de gestion n°1, ce dernier relevant d'une sous-exécution de -359 ETPT portée par le personnel militaire (-423 ETPT) concernant toutes les catégories d'emplois et partiellement compensée par une sur-exécution du personnel civil (+64 ETPT).
- **des dépenses de mesures catégorielles** à hauteur de 127,8 M€ représentant 1,04 % de la masse salariale exécutée hors CAS Pensions, dont le détail est présenté ci-après ;
- **parmi les mesures générales**, une exécution de la GIPA (indemnité de garantie individuelle de pouvoir d'achat) à hauteur de 78 K€. L'indemnité a été versée en 2019 à 269 bénéficiaires ;
- **au titre des mesures générales également**, un montant faible des mesures bas salaires, 43 K€ au profit de 601 agents. Les revalorisations du point de la fonction publique depuis 2016 ayant fait sortir de fait du champ des bénéficiaires le personnel militaire et le personnel civil titulaire, seul le personnel civil contractuel est désormais le principal public concerné par cette mesure versée sous la forme d'une indemnité différentielle ;
- **un GVT solde** s'établissant à 0,98 M€. Il se décompose en un GVT positif de +1,96 % et un GVT négatif de -1,95 % et s'explique notamment par l'accroissement du GVT négatif du personnel militaire, qui résulte principalement des nombreux flux de départs et de recrutements ;
- **parmi les dépenses au profil atypique**, figurent dans la catégorie « Autres » notamment les dépenses 2019 liées aux OPEX-MISSINT, les remboursements liés aux mises à disposition 2019 (549 M€) et les rétablissement de crédits 2019 (-578,2 M€) ;
- **enfin, les autres variations de dépenses de personnel** résultant des effets conjugués de plusieurs facteurs, reflétant notamment une activité opérationnelle soutenue, principalement :
 - le surcoût net exécuté des indemnités opérationnelles versées hors missions intérieures (+38,2 M€) ;
 - l'augmentation des dépenses liées à la réserve opérationnelle (+32,3 M€) ;
 - la hausse des dépenses d'indemnités de sujétions spéciales à l'étranger hors OPEX (+27,7 M€) ;

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Des marges d'environ 140 M€ ont ensuite été identifiées au cours de la gestion, liées pour une part significative à la sous-réalisation des cibles en effectifs du personnel militaire. Les départs de l'institution ont été plus importants que les prévisions alors que les recrutements, intervenus plus tardivement dans l'année, n'ont compensé que partiellement ces départs.

Ces marges ont été redéployées en fin de gestion vers le financement des opérations extérieures (OPEX) et des missions intérieures (MISSINT) : 24 M€ vers des dépenses de masse salariale et 112 M€ vers les dépenses hors masse salariale portées par le programme 178 « Préparation et emploi des forces » (décret de virement n° 2019-1290 du 04 décembre 2019).

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	52 944	62 876	58 911	45 534	54 672	51 643
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	36 523	43 733	40 951	31 696	38 778	35 937
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	26 696	31 685	27 522	22 652	27 903	26 440
1090 – Ouvriers de l'Etat	36 317	45 185	44 679	31 117	38 694	35 784
1091 – Officiers	39 706	65 646	72 888	35 822	59 650	66 295
1092 – Sous-officiers	28 102	38 184	37 746	24 861	34 388	33 887
1093 – Militaires du rang	23 314	29 112	26 126	20 431	25 957	23 079
1094 – Volontaires	14 830	14 218	14 973	13 197	12 674	13 405
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	4 379	4 379	4 379	4 131	4 131	4 131

Les coûts moyens des agents entrants et sortants sont calculés à l'occasion des travaux du GVT 2019.

Les coûts globaux sont extrapolés à partir des coûts moyens par tête des mémentos des coûts du personnel civil et militaire 2018, auxquels sont appliqués, par catégorie d'emplois, les taux du GVT positif 2018.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2019	Coût	Coût en année pleine
Effets extension année pleine						7 438 984	12 550 546
Revalorisation de l'indemnité mensuelle de service pour le personnel du bureau de liaison de la trésorerie aux armées (BLTA)	3	Officiers & sous-officiers	Tous	02-2018	1	1 167	14 004
Revalorisation du régime indemnitaire des membres de la commission de déontologie	3	A	Fonctionnaires	12-2018	11	8 509	9 283
DGSE - Création d'emplois fonctionnels	3	A+	Chefs de services et sous-directeurs	12-2018	11	60 305	65 787
Extension de la prime PLONGE au pôle interarmées des munitions (PIAM) à Angers	4	Officiers & sous-officiers	Tous	03-2018	2	3 000	18 000
DGSE - Création d'emplois fonctionnels	5	A+	Directeurs de projets et experts de haut niveau	12-2018	11	66 470	72 513
Revalorisation de l'indemnité spéciale pour travaux de recherche scientifique	27	Officiers / Capitaines, commandants, lieutenants-	Tous	11-2018	10	5 130	6 156

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2019	Coût	Coût en année pleine
		colonels, colonels					
Augmentation du contingent ATOM	30	Officiers, sous-officiers & MDR	Tous	03-2018	2	38 333	229 998
Revalorisation du régime indemnitaire des membres de la commission de déontologie	30	Officiers & Généraux	Tous	12-2018	11	9 091	9 917
RIFSEEP de la filière bibliothèque - 1ère annuité	33	A et B	Conservateurs, bibliothécaires et bibliothécaires assistants spécialisés (BIBAS)	06-2018	5	13 195	31 668
Suppression du tableau 3 de l'IRE spécifique au personnel SSA	46	Officiers & sous-officiers	MITHA	05-2018	4	15 546	46 638
DGA - Enveloppe de rebasage de la position IIIA en IIIB - 2ème tranche	65	A	ICT	09-2018	8	249 600	374 400
Revalorisation de l'indemnité spéciale pour travaux de recherche scientifique	130	A	Fonctionnaires et ASC	11-2018	10	24 700	29 640
RENS - Revalorisation de l'indemnité pour connaissances spéciales en langues étrangères (ISCLE)	383	Sous-officiers	Tous	06-2018	5	247 050	592 920
Revalorisation de l'indemnité de nuit pour l'île du Levant, Mourillon et Mont Coudon et de l'indemnité de jour pour l'île du Levant	423	A, B et C	OE - ASC et fonctionnaires	09-2018	8	78 389	117 584
Revalorisation des taux moyens annuels de l'allocation spéciale de développement des IA	675	Officiers	Ingénieurs de l'armement	11-2018	10	834 362	1 001 234
Revalorisation de la prime d'officier de police judiciaire (OPJ) - 3ème annuité	805	Gendarmes	OG, SOG	10-2018	9	72 450	96 600
CSFM - Augmentation du contingent de la PHT (initialement prévue en 2017) - EAP reports de charges 2018 sur 2019	1 464	Sous-officiers	Sous-officiers de l'armée de l'air, du SEA et de l'armée de terre	07-2018	6	1 626 000	3 252 000
CSFM - Augmentation du contingent de la PHT (initialement prévue en 2017) - EAP mesure 2018 exécuté	2 071	Sous-officiers	Sous-officiers de l'armée de l'air, de la marine et du SSA	07-2018	6	1 797 600	3 595 200
Indemnité de gardes hospitalières et création d'une indemnité d'astreintes hospitalières pour les praticiens	2 434	Officiers	Praticiens des armées	09-2018	8	1 200 000	1 800 000
RIFSEEP : clause de revoyure	4 748	C	Adjointes administratifs	12-2018	11	1 088 087	1 187 004
Mesures statutaires						88 312 084	88 540 058
Evolution de la rémunération indiciaire du chef du CGA (indice HE E à F)	1	Officiers	Contrôleur général des armées	06-2019	7	2 377	4 075
Création d'un poste d'inspecteur technique de l'action sociale (ITAS) de la défense	1	A	Inspecteur technique de l'action sociale de la défense	02-2019	11	1 527	1 666
DGSE - Création d'emplois fonctionnels	3	A+	Sous-directeurs	09-2019	4	25 186	75 558
DGSE - Pro-pro des administrateurs civils	5	A+	Administrateurs civils	01-2019	12	16 940	16 940
DGSE - Création d'emplois fonctionnels	5	A+	Directeurs de programme ou experts de haut niveau	07-2019	6	49 326	98 652
PPCR - Transfert primes points (officiers du corps technique et administratif)	11	Gendarmes	OCTA	01-2019	12	1 572	1 572
PPCR - Abattement indemnitaire (ABATIND) (officiers du corps technique et administratif)	11	Gendarmes	OCTA	01-2019	12	-2 442	-2 442
PPCR - Grille des ergothérapeutes	16	A	Ergothérapeutes	01-2019	12	4 387	4 387
DGSE - GRAF des attachés	16	A	Attachés	01-2019	12	54 999	54 999
GRAF des IEF - Poursuite de la création du grade d'IEF hors classe	34	A	IEF HC	01-2019	12	59 262	59 262
PPCR - Fin du transfert primes points (MITHA)	43	Officiers & sous-officiers	MITHA	01-2019	12	17 881	17 881
PPCR - Abattement indemnitaire	43	Officiers &	MITHA	01-2019	12	-9 545	-9 545

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2019	Coût	Coût en année pleine
(MITHA)		sous-officiers					
PPCR - Grilles des masseurs-kinés, psychomotriciens et orthophonistes	49	A	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes du MINARM	01-2019	12	19 755	19 755
Transposition FPH : Passage en catégorie A des personnels de rééducation - 1ère annuité	52	MITHA	Masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes	03-2019	10	87 326	104 791
Transposition FPH : Passage en catégorie A des personnels de rééducation (ABATIND) - 1ère annuité	52	MITHA	Masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes	03-2019	10	-19 039	-22 847
Mesures de requalification de cat. C en cat. B	59	C	Adjoints administratifs en SA	01-2019	12	265 985	265 985
DGA - Enveloppe de rebasage de la position IIIA en IIIB - 3ème tranche	65	A	ICT	01-2019	12	280 800	280 800
PPCR - Grilles des pédicures podologues, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale du MINARM	82	A	Pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale du MINARM	01-2019	12	23 250	23 250
Solde spéciale des élèves inscrits en classe de BTS dans les lycées militaires	96	Elèves	Tous	09-2019	4	37 437	112 311
Avancement semi-automatique au grade d'adjudant à 25 ans de service - 3ème annuité	104	Gendarmes	SOG	01-2019	12	181 641	181 641
PPCR - Revalorisation indiciaire (sous-officiers du corps technique)	117	Gendarmes	CSTAGN	01-2019	12	64 149	64 149
Transposition FPH : Passage en catégorie A des manipulateurs d'électroradiologie - 1ère annuité	132	MITHA	Manipulateurs d'électroradiologie	03-2019	10	136 950	164 340
Transposition FPH : Passage en catégorie A des manipulateurs d'électroradiologie (ABATIND) - 1ère annuité	132	MITHA	Manipulateurs d'électroradiologie	03-2019	10	-45 352	-54 422
Transposition FPH : Création du corps des infirmiers anesthésistes des armées - 1ère tranche	181	MITHA	Infirmiers anesthésistes des armées	03-2019	10	39 089	46 907
Transposition FPH : Création du corps des infirmiers anesthésistes des armées (ABATIND) - 1ère tranche	181	MITHA	Infirmiers anesthésistes des armées	03-2019	10	-37 199	-44 639
Transposition FPH : Création du corps des infirmiers anesthésistes des armées - 2ème tranche	181	MITHA	Infirmiers anesthésistes des armées	09-2019	4	19 794	59 382
Transposition FPH : Création du corps des infirmiers anesthésistes des armées (ABATIND) - 2ème tranche	181	MITHA	Infirmiers anesthésistes des armées	09-2019	4	-18 312	-54 936
PPCR - Transfert primes points (officiers de gendarmerie)	197	Gendarmes	OG	01-2019	12	84 093	84 093
PPCR - Abattement indemnitaire (ABATIND) (officiers de gendarmerie)	197	Gendarmes	OG	01-2019	12	-43 734	-43 734
PPCR - Passage en A des assistantes sociales	579	A	ASS	02-2019	11	178 706	194 952
PPCR - Revalorisation indiciaire (sous-officiers de gendarmerie)	1 826	Gendarmes	SOG	01-2019	12	802 808	802 808
PPCR - Revalorisation indiciaire (MITHA)	4 258	Officiers & sous-officiers	MITHA	01-2019	12	1 667 716	1 667 716
PPCR - Transfert primes points des catégories A, y compris DGSE	6 669	A et A+	AC, attachés, IEF, conservateurs CED enseignants, ASS	01-2019	12	918 569	918 569
PPCR - Grilles catégories B, C et A (filiale paramédicale), y compris DGSE	15 620	A, B et C	SA, TSEF, TPC, ASS, AA, ATMD, ASHQ, infirmiers, cadres de santé CTSS	01-2019	12	3 661 979	3 661 979
PPCR - Fin du transfert primes points (Officiers)	30 030	Officiers	Tous	01-2019	12	12 487 777	12 487 777
PPCR - Abattement indemnitaire	30 030	Officiers	Tous	01-2019	12	-6 666 749	-6 666 749

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2019	Coût	Coût en année pleine
(Officiers)							
PPCR - Revalorisation indiciaire (MDR)	77 468	MDR	Tous	01-2019	12	25 670 012	25 670 012
PPCR - Revalorisation indiciaire (Sous-officiers)	89 560	Sous-officiers	Tous	01-2019	12	48 293 163	48 293 163
Mesures indemnitaires						32 000 380	38 277 942
Création de la prime de lien au service (PLS)		Officiers, sous-officiers & MDR	Tous	01-2019	12	8 267 600	8 267 600
Revalorisation des contractuels		Contractuels	Contractuels	01-2019	12	8 575 938	8 575 938
RIFSEEP : clause de revoyure	11	A	Conservateurs du patrimoine	01-2019	12	8 250	8 250
Augmentation du contingent NBI SUP	12	Officiers supérieurs & Généraux	Tous	01-2019	12	50 612	50 612
Attribution de la prime de responsabilité et de technicité pétrolières au profit des ingénieurs militaires des essences du grade d'ingénieur principal et revalorisation des taux de cette prime pour les officiers logisticiens des essences	33	Officiers	Ingénieurs militaires des essences (ingénieurs principaux) et officiers logisticiens des essences (LCL, COL et Généraux)	08-2019	5	7 500	18 000
RIFSEEP de la filière bibliothèque - 2ème annuité	33	A et B	Conservateurs, bibliothécaires et bibliothécaires assistants spécialisés (BIBAS)	01-2019	12	54 397	54 397
RIFSEEP des chargés d'études documentaires (CED)	42	A	CED	01-2019	12	233 309	233 309
Extension ISATAP aux unités fusiliers marins (UFM) et à des postes d'officiers de liaison	85	Officiers et sous-officiers	Tous	01-2019	12	906 672	906 672
NBI SCA	90	A, B et C	Tous corps	01-2019	12	70 009	70 009
GRAF des IEF - RIFSEEP tickets promotion	90	A	IEF HC	01-2019	12	136 000	136 000
Extension ATOM au profit des militaires chargés de la mise en œuvre des armements nucléaires	143	Officiers, sous-officiers et MDR	Tous	03-2019	10	708 430	850 116
Revalorisation de l'indemnité spécifique spéciale (ISS) des gendarmes adjoints volontaires (GAV) - 3ème annuité	415	Gendarmes	GAV	01-2019	12	151 557	151 557
Revalorisation des taux moyens annuels de l'allocation spéciale de développement des IA	675	Officiers	Ingénieurs de l'armement	07-2019	6	465 715	931 430
RIFSEEP : IFSE (relevement ticket et socles AC)	974	A, B et C	Adm Civ, SA, AA, ATMD	01-2019	12	164 067	164 067
SSA - Revalorisation de la prime de service des paramédicaux	1 797	A, B et C	Cadres de santé, infirmiers, techniciens paramédicaux, aides-soignants	01-2019	12	847 000	847 000
Revalorisation de l'allocation des missions judiciaires gendarmerie (AMJG) - Mesure "gilets jaunes" + 30 €/mois	1 807	Gendarmes	SOG	07-2019	6	328 680	657 360
Revalorisation de l'allocation des missions judiciaires gendarmerie (AMJG) - Mesure "gilets jaunes" + 40 €/mois	1 826	Gendarmes	SOG	01-2019	12	876 480	876 480
Création de la prime de technicité de haute montagne (PTHM)	1 921	Officiers, sous-officiers et MDR	Tous	04-2019	9	2 677 455	3 569 940
Revalorisation de l'indemnité de sujétion spéciale de police (ISSP) + 0,5% - 3ème annuité	2 023	Gendarmes	OG, SOG	01-2019	12	258 600	258 600
Revalorisation de l'indemnité de sujétion spéciale de police (ISSP) - Mesure "gilets jaunes" + 0,5%	2 023	Gendarmes	OG, SOG	01-2019	12	258 600	258 600
DGSE - Indemnitaires + valorisation filière expertise	3 191	A, B et C	Titulaires et contractuels indicés	01-2019	12	283 155	283 155
RIFSEEP : IFSE (resoclage pour certains corps)	16 167	C	AA, ATMD	08-2019	5	3 170 354	7 608 850

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2019	Coût	Coût en année pleine
RIFSEEP : CIA (administratif, technique et social)	30 200	A, B et C	Tous corps au RIFSEEP	01-2019	12	3 500 000	3 500 000
Total						127 751 448	139 368 545

L'exécution 2019 du plan catégoriel militaire (100,5 M€) est en réduction par rapport aux ressources allouées en loi de finances initiale (LFI) 2019 (107 M€), principalement en raison du cadencement de mesures liées aux délais d'instruction réglementaires avec le guichet unique.

Le plan catégoriel 2019 du personnel militaire est en grande partie composé de coups partis (87,5 M€) telles les mesures statutaires relevant du protocole Parcours professionnel, carrière et rémunération (PPCR) à hauteur de 81,5 M€, ainsi que de mesures nouvelles indemnitaires visant à renforcer la fidélisation sur des compétences en tension, telles que la prime de lien au service pour 8,3 M€.

L'exécution 2019 des mesures portées par le ministère de l'Intérieur, qui s'imposent aux gendarmes employés par le ministère des armées et font l'objet d'un plan catégoriel spécifique, s'établit à 2,1 M€.

L'exécution 2019 du plan catégoriel civil (15,6 M€) est en baisse par rapport aux ressources allouées en LFI (18,5 M€).

Outre les mesures statutaires relevant du PPCR, ainsi que l'augmentation des montants alloués à l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et au complément indemnitaire annuel (CIA) visant à renforcer l'attractivité du ministère, le plan catégoriel 2019 du personnel civil a permis la mise en œuvre de mesures en faveur des personnels civils de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la revalorisation de la prime de service des fonctionnaires paramédicaux du service de santé des armées.

Enfin les contractuels ont été revalorisés à hauteur de 8,6 M€ (mesure qui était auparavant prise en compte dans le GVT). Le BOP DGA (ICT/TCT) représente 45 % du montant total soit 3,9 M€.

ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration	4 322 370	5 440 236		5 440 236
Logement	380 471	7 315 559		7 315 559
Famille, vacances	380 471	49 515 656	11 333 235	60 848 891
Prévention / secours	380 471	7 304 000		7 304 000
Autres	380 471	17 930 283		17 930 283
Total		87 505 734	11 333 235	98 838 969

L'item "Familles, vacances" Titre 5 correspond majoritairement à un versement exceptionnel de 11,25 M€ destiné à l'institution de gestion sociale des armées (IGESA) afin de poursuivre la montée en puissance du secteur de la petite enfance. Cinq crèches modulaires verront le jour à l'horizon 2021-2022. L'agrégat "Autres" recouvre principalement les actions sociales communautaires et culturelles (7,4 M€), l'allocation pour l'amélioration du cadre de vie en enceinte militaire (5 M€), les crédits de fonctionnement courant du personnel du réseau social (2,5 M€), les subventions aux associations (1,7 M€) et les actions collectives (0,9 M€).

DÉPENSES PLURIANNUELLES

GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

PROJETS INFORMATIQUES LES PLUS IMPORTANTS

Sont présentés au titre des grands projets informatiques du programme de soutien de la mission défense, les projets du ministère inscrits sur le tableau de bord des projets sensibles pour le gouvernement, visé par la circulaire du Premier Ministre du 20 janvier 2015, et déterminés par la DINUM en accord avec les ministères, soit quatre projets au titre des restitutions du RAP 2019 : SOURCE-SOLDE, SOURCE-WEB, ARCHIPEL et SI ROC.

Le périmètre a évolué avec l'ajout des éléments relatifs au projet SI ROC, entré en phase de réalisation le 16 avril 2019. Elle est associée à l'adoption d'un devis détaillé de référence pour l'opération, au moment de la notification du marché en décembre 2018.

ARCHIPEL NG

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet ARCHIPEL s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique d'archivage devant permettre une gestion organisée et efficace de l'archivage des informations par les entités du ministère des armées.

Il s'agit de développer l'archivage électronique, en définissant et en mettant en œuvre un dispositif outillé de manière robuste, qui met en place une solution de conservation pérenne des archives dématérialisées. La solution gèrera également les archives papier. Le projet s'appuiera sur la brique interministérielle VITAM (back office). Les besoins spécifiques de protection du secret de la défense nationale seront pris en compte.

Année de lancement du projet	2015
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Archives définitives

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2016 et années précédentes		2017 Exécution		2018 Exécution		2019 Prévision		2019 Exécution		2020 Prévision PAP 2020		2021 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	0,00	0,00	0,60	0,60	2,90	0,80	2,50	2,30	0,50	1,30	2,90	2,70	2,60	4,10	9,50	9,50
Titre 2	0,00	0,00	1,00	1,00	0,50	0,50	1,30	1,30	1,30	1,30	1,20	1,20	0,80	0,80	4,80	4,80
Total	0,00	0,00	1,60	1,60	3,40	1,30	3,80	3,60	1,80	2,60	4,10	3,90	3,40	4,90	14,30	14,30

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	14,30	14,30	0,00 %
Durée totale en mois	81	81	0,00 %

Le projet a été lancé en avril 2015. La fin du projet, qui correspond à la dernière livraison de jalon de la solution, est estimée à décembre 2021. La durée de référence est donc de 6 ans et 9 mois.

Le projet ne présente aucune dérive de coût ni de durée.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	3,30	3,30	0,00 %
Gain annuel en M€ en titre 2	0,40	0,40	0,00 %
Gain annuel moyen en ETPT	7	7	0,00 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	57,80	57,80	0,00 %
Délai de retour en années	12	12	-0,08 %

Les gains annuels totaux et le délai de retour sur investissement sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Archipel.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (3,3 M€) sur la durée de vie du projet et du SI correspond :

- aux prévisions d'économies notamment celles liées aux kilomètres d'archives économisées,
- légèrement minorées du coût de fonctionnement du futur SI supérieur au coût du SI historique (vieillissant et avec un moindre périmètre fonctionnel).

Le gain moyen annuel T2 (6,7 ETP) correspond à la charge de travail économisée (estimé notamment à 0,5 M€ par an à partir de 2030) dans l'hypothèse du déploiement de la solution, en s'appuyant notamment sur l'hypothèse d'une réduction des travaux de manutention d'archivage papier et de ressaisie.

Le gain total (+57,8 M€) correspond à l'ensemble des gains envisagés sur une durée de vie prévisionnelle de 20 ans.

ROC**DESCRIPTION DU PROJET**

Le système d'information des réservistes opérationnels connectés (SI ROC) vise à améliorer la relation client entre les référents ministériels et les réservistes opérationnels du MINARM.

L'objectif est de simplifier et moderniser la gestion, les processus et l'employabilité des réservistes afin de faciliter en particulier le recrutement au sein de la Garde nationale au ministère des armées.

Année de lancement du projet	2016
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources humaines

COÛT ET DURÉE DU PROJET**Coût détaillé par nature**

(en millions d'euros)

	2016 et années précédentes		2017 Exécution		2018 Exécution		2019 Prévision		2019 Exécution		2020 Prévision PAP 2020		2021 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	0,00	0,00	0,00	0,00	2,30	0,40	0,40	1,80	0,60	1,10	1,60	2,20	7,70	8,50	12,20	12,20
Titre 2	0,00	0,00	0,40	0,40	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	1,40	1,40	3,30	3,30
Total	0,00	0,00	0,40	0,40	2,80	0,90	0,90	2,30	1,10	1,60	2,10	2,70	9,10	9,90	15,50	15,50

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	15,50	15,50	0,00 %
Durée totale en mois	87	93	+6,90 %

Le projet a été lancé en mars 2016. La fin du projet correspond à la dernière livraison du module de la solution. Elle est estimée à décembre 2023 en intégrant une prolongation de 6 mois sur la durée du projet (de 87 mois constaté en mars 2019 à 93 mois relevé en novembre 2019) due à la mise au point plus complexe que prévue des nouvelles fonctionnalités du SI, soit une durée de référence de 8 ans et 4 mois.

Le projet intègre le périmètre de suivi des grands projets informatiques du MINARM.

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	2,80	2,80	0,00 %
Gain annuel en M€ en titre 2	2,50	2,50	0,00 %
Gain annuel moyen en ETPT	47	47	0,00 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	90,30	90,30	0,00 %
Délai de retour en années	6	7	+16,67 %

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (+2,8 M€) s'appuie sur :

- les économies induites sur les frais bureautiques et d'impression en raison de la numérisation des dossiers,
- une meilleure fidélisation des incorporés entraînant des économies sur les frais d'incorporation, de packaging et de formation initiale.

Le gain moyen annuel T2 (47,4 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 2,5 M€ par an envisagé à partir de 2019) dans l'hypothèse du déploiement de la solution (moins charge de travail due à la numérisation et pas d'augmentation de nombre de gestionnaires).

Le gain total (+90,3 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 17 ans.

SOURCE SOLDE**DESCRIPTION DU PROJET**

Source-Solde est un projet complexe majeur qui a vocation à remplacer, dans un délai très contraint, et dans un environnement soumis à une forte pression politique et sociale, le système actuel de solde Louvois auquel s'ajoute celui de l'Armée de l'air, suite à la décision du ministre de la défense du 3 décembre 2013.

L'objectif de ce projet est d'assurer la détermination, le calcul et le suivi d'une solde juste pour le personnel militaire relevant du ministère des armées, de leurs ayants droit ainsi que de leurs ayants cause (environ 250 000 personnes).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La mise en service se déroule de façon incrémentale : après la Marine nationale dont la solde est intégralement assurée par Source Solde depuis mai 2019, l'Armée de terre basculera en 2020 puis le Service de santé des armées et l'Armée de l'air en 2021.

Année de lancement du projet	2014
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources Humaines

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2016 et années précédentes		2017 Exécution		2018 Exécution		2019 Prévision		2019 Exécution		2020 Prévision PAP 2020		2021 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	59,30	35,90	24,00	22,90	21,20	26,30	8,50	20,70	9,60	21,80	5,00	7,60	1,30	5,70	120,40	120,20
Titre 2	6,90	6,90	4,00	4,00	4,20	4,20	4,50	4,50	4,10	4,10	2,60	2,60	1,20	1,20	23,00	23,00
Total	66,20	42,80	28,00	26,90	25,40	30,50	13,00	25,20	13,70	25,90	7,60	10,20	2,50	6,90	143,40	143,20

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	108,33	143,20	+32,19 %
Durée totale en mois	60	81	+35,00 %

En ajoutant les coûts de 2 années de fonctionnement, selon la formule de calcul du référentiel MAREVA de la DINUM, l'opération Source-Solde présente une augmentation (hors évolutions exogènes au projet) de 44,2 M€, passant de 108,33 à 152,5 M€.

Il est à noter que les périmètres de restitution MAREVA (formule de restitution au niveau interministériel) et Chorus diffèrent quant aux éléments de coûts d'investissement et de fonctionnement pris en compte. Les données d'exécution respectives présentent donc des écarts.

L'augmentation des coûts correspond :

- aux travaux de reprise de conception et de fiabilisation de données ;
- au renfort d'assistance industrielle sur site pendant les phases de solde à blanc et solde en double ;
- à la prise en compte d'évolutions hors périmètre initial ;
- à la consolidation du coût T2 ;
- à l'intégration des dépenses liées à l'acquisition des matériels ;
- à l'allongement des phases d'expérimentation de solde à blanc et de solde en double de la vague 1 (Marine nationale) ;
- à la mise en place d'une nouvelle stratégie pour les phases d'expérimentation des vagues 2 (Armée de terre) et 3 (Armée de l'air et Service de santé des armées) suite au retour d'expérience de la vague 1 ;
- à l'extension calendaire de la période couverte dans le périmètre (maintenance des licences) ;
- à la consolidation du coût de MCO du SI suite à la mise en service du SI pour la Marine Nationale, ainsi que du "reste à faire" pour sécuriser la bascule la mise en service du SI pour les vagues suivantes.

A ce coût il convient d'ajouter une enveloppe additionnelle de 28 M€ courant HT2 sur la période 2018-2021 pour prendre en compte les évolutions réglementaires récurrentes du domaine de la solde et coûts induits.

Lancé en décembre 2013, la durée actualisée du projet est de 6 ans et 8 mois. La date de début - avril 2014 - correspondant au lancement de la procédure de dialogue compétitif par l'envoi du dossier de consultation. La date de fin, actualisée à décembre 2020, correspondant à la date de la dernière bascule, celle de la vague 3 (Armée de l'air et Service de santé des armées).

La réévaluation de la durée du projet à 81 mois (+ 21 mois, soit décembre 2020) tient à plusieurs facteurs explicatifs :

- des difficultés pour finaliser les spécifications fonctionnelles,

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- la mise en place d'une nouvelle stratégie de qualification avant bascule,
- des évolutions d'origine réglementaire
- un ajustement du calcul de la durée dans la fiche Top 50 à l'arrondi supérieur (passage de 80 à 81 mois).

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	5,20	7,20	+38,46 %
Gain annuel en M€ en titre 2	15,20	20,50	+34,87 %
Gain annuel moyen en ETP	200	267	+33,57 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	347,20	470,80	+35,60 %
Délai de retour en années	10	10	+4,01 %

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de l'analyse « Mareva-DINUM Rentabilité », au 31 décembre 2019.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (+7,2 M€) s'appuie sur :

- la fiabilisation du calcul de la solde apportée par SourceSolde,
- l'estimation de la différence entre le coût de maintenance des SI actuels et celui du SI futur.

Le gain moyen annuel T2 (267 ETP valorisés à 20,5 M€ selon la méthode MAREVA) correspond à la moyenne des différences entre le nombre d'ETP mobilisé dans l'hypothèse de maintien des SI Louvois et Solde Air, et celui mobilisé dans l'hypothèse du déploiement de Source-Solde, en remplacement de ces SI.

Le gain total (+470,8 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle d'environ 17 ans (environ 7 ans jusqu'à la fin du déploiement et 10 ans en exploitation).

SOURCE-WEB**DESCRIPTION DU PROJET**

Le projet Source-Web vise à réaliser une interface simplifiée et sécurisée de saisie des données RH qui s'appuie sur une base de données agrégée pour les armées, directions et services, interfacée avec les SIRH du ministère des armées. Cette interface novatrice permettra d'uniformiser et de simplifier la saisie des informations en intégrant une fonctionnalité de requêtage. Elle permettra aussi de gérer l'ensemble des aspects liés à la dématérialisation des pièces justificatives..

Année de lancement du projet	2014
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources humaines

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2016 et années précédentes		2017 Exécution		2018 Exécution		2019 Prévision		2019 Exécution		2020 Prévision PAP 2020		2021 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	0,00	0,00	2,90	2,30	1,60	0,70	2,00	2,30	1,40	1,60	3,10	2,60	1,60	3,40	10,60	10,60
Titre 2	0,00	0,00	1,60	1,60	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	0,40	0,40	0,10	0,10	4,10	4,10
Total	0,00	0,00	4,50	3,90	2,60	1,70	3,00	3,30	2,40	2,60	3,50	3,00	1,70	3,50	14,70	14,70

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	15,00	14,70	-2,00 %
Durée totale en mois	91	91	0,00 %

L'évaluation du coût du projet nécessite de consolider les consommations des exercices antérieurs. Ce coût diffère donc, à la marge, des données d'exécution des années passées telles que restituées par Chorus et inscrites dans le tableau « coût détaillé par nature » ci-dessus.

Lancé en janvier 2014, la fin du projet, correspondant au déploiement du dernier « run » d'enrichissement de la solution, est estimée à juillet 2021, soit une durée de référence de 7 ans et 7 mois.

Le projet fait partie du périmètre de suivi des grands projets informatiques du MINARM. Il ne présente pas de dérive calendaire.

L'opération Source-Web présente une légère baisse du devis à hauteur de 0,3 M€ soit un coût de 14,7 M€, selon la formule de calcul se rapportant à « MAREVA Rentabilité », liée à la consolidation du coût du premier « run » d'enrichissement du devis de l'opération.

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	-0,20	-0,20	0,00 %
Gain annuel en M€ en titre 2	5,00	5,00	0,00 %
Gain annuel moyen en ETPT	90	90	0,00 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	62,70	62,40	-0,48 %
Délai de retour en années	8	8	-0,64 %

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Source-Web.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (-0,2 M€) sur la durée de vie du projet et du SI est négative car il s'agit d'un nouveau SI ne remplaçant pas de SI historiques. Il génère ainsi des coûts de fonctionnement, minorés toutefois des gains envisagés en matière d'éditique.

Le gain moyen annuel T2 (89,9 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 10 M€ par an envisagé à partir de 2023), dans l'hypothèse du déploiement de la solution (uniformisation des saisies quel que soit le SIRH d'armée concerné).

Le gain total (+62,4 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 13 ans.

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2014

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2019		Consommation 2019		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
10 - Restructurations	8 920 000		150 081		15 629		
Total	8 920 000		150 081		15 629		

Génération CPER 2015-2020

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2019		Consommation 2019		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
10 - Restructurations	1 250 000		117 278		230 908		
Total	1 250 000		117 278		230 908		

Génération CPER 2007-2014

Les paiements attendus en 2019 sur le CPER de Lorraine, le seul encore actif, ont été reportés et le montant résiduel a été réduit de 0,12 M€ à la suite de requalifications des projets initiaux. Pour mémoire, ce contrat de 1,7 M€ comprenait une vingtaine d'actions de rénovations et d'études sur d'anciens sites Défense à Metz, Sarrebourg, Verdun, Commercy, Golbey...

Génération CPER 2015-2020

L'écart de consommation en CP s'explique par les travaux de soutènement du fort de Charlemont qui sont quasiment achevés. Seul le versement du solde de 20% de l'action du CPER de Champagne Ardennes à Givet reste attendu en 2020.

Consommation 2019

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement
0	246 537

MARCHÉS DE PARTENARIAT**MARCHÉ DE PARTENARIAT / PPP BALARD**

Le site de Balard (Paris XV^e) accueille et regroupe les états-majors et les services centraux du ministère des armées. Ce regroupement a été rendu possible par la conclusion d'un contrat de partenariat public privé (PPP) dit PPP « Balard ».

Le projet se compose de deux parties :

- une partie propre au contrat de partenariat-public privé (PPP), incluse au sein de l'action 11 « Pilotage, soutien et communication » du programme 212 « Soutien de la politique de défense » ;
- une autre partie liée aux opérations d'infrastructure connexes au PPP, retracée à l'action 4 « Politique immobilière » du programme 212.

	2017 et avant		2018		2019		2020	2021	2022 et après
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Prévision	Prévision
	0	0	18 400 000	13 080 000	10 110 000	12 030 000	15 710 000	16 910 000	779 360 000
Investissement	0	0	65 600 000	68 560 000	50 070 000	47 110 000	43 830 000	44 310 000	0
	0	0	137 130 000	129 210 000	143 590 000	142 190 000	139 480 000	150 110 000	170 260 000
Fonctionnement	0	0	131 330 000	145 430 000	143 800 000	146 150 000	143 450 000	14 501 000	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Le léger écart par rapport aux prévisions initiales en AE (+0,5 %) et en CP (-0,22%) s'explique par le décalage en 2019 de travaux d'adaptation initialement programmés en 2018, induisant ainsi un report d'une partie des paiements afférents.

Durée du PPP

La durée de ce PPP est fixée à 30 ans incluant la période de conception/construction (3 ans) et la période d'exploitation (27 ans).

Montant et calendrier du PPP**Montant**

Le montant total du contrat, c'est-à-dire le cumul des redevances sur vingt-sept années d'exploitation, de 2014 à 2041, est évalué à 3 540 M€ constants hors taxes (valeur décembre 2010).

État d'avancement des travaux et d'exploitation dans le cadre du PPP

Les travaux des deux phases (construction du bâtiment ministériel et rénovation de bâtiments de la parcelle Est) ont été menés à bien. Ils sont finalisés depuis 2018.

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX

1^{er} projet : Véhicules légers de la gamme commerciale (VLGC) du ministère des armées

L'année 2018 a été marquée par la réalisation de commandes pour un montant de 41,17 M€ en AE et de 40 M€ en CP, l'écart en AE/CP s'expliquant par la location de batteries engagées pour une période de 36 mois.

Afin de pallier l'annulation d'une commande fin 2018, seule une commande de substitution a été réalisée fin 2019. Une consommation complémentaire de 0,31 M€ en AE et en CP a été induite par le calendrier de commande et le changement opéré dans le choix du constructeur.

Pour information, les crédits afférents ont été transférés au P178 lors du PLF 2020.

Tableau des consommations et des prévisions brutes globales (renouvellement et maintenance des VLGC)¹ :

Consommations (En millions d'euros)	2018 (réalisé)	2019 (prévision)	2019 (réalisé)	2020 (prévision)	2021 (prévision)	2022 (prévision)	Coût total de l'opération
Autorisations d'engagement	53,28	30,7	17,3	ND	ND	ND	ND
Crédits de paiement	52,05	19,3	13,1	ND	ND	ND	ND

¹ Ces données n'intègrent pas les remboursements effectués par les armées au titre des réparations liées aux accidents les concernant.

2^e projet : Convention conclue pour l'achat et l'entretien des véhicules de fonction du ministère des armées**Périmètre du projet et état d'avancement**

Le parc de 500 véhicules de fonction est constitué d'une partie « administration centrale », à la charge du programme 212 et d'une partie « services extérieurs » à la charge des armées, directions et services.

Évolution des dépenses, comprise dans l'enveloppe globale des véhicules, en données brutes, avant remboursement :

Consommations (en millions d'Euros)	2015 (réalisé)	2016 (réalisé)	2017 (réalisé)	2018 (réalisé)	2019 (prévision)	2019 (réalisé)	Coût de l'opération
Autorisations d'engagement	1,17	2,89	0,58	0,48	0,45	1,64	ND
Crédits de paiement	1,17	2,88	0,52	0,48	0,45	1,64	ND

En 2017 et en 2018, aucun renouvellement n'a été réalisé. Les prévisions, qui ne concernent que les dépenses de maintenance, sont susceptibles d'actualisation dans l'hypothèse d'une redéfinition du cadencement de renouvellement de la flotte tenant compte de son vieillissement.

En 2019, 109 véhicules ont été renouvelés pour un montant de 1,64 M€.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2019	CP 2019
AE ouvertes en 2019 * (E1) 3 690 450 828	CP ouverts en 2019 * (P1) 2 601 717 715
AE engagées en 2019 (E2) 2 616 351 613	CP consommés en 2019 (P2) 2 586 354 002
AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) 977 194 682	dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 – P4) 1 441 395 425
AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 – E2 – E3) 96 904 533	dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 1 144 958 577

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) 3 589 630 706				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) 5 770 983				
Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net (R3 = R1 + R2) 3 595 401 689	–	CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 – P4) 1 441 395 425	=	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 – P3) 2 154 006 264
AE engagées en 2019 (E2) 2 616 351 613	–	CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 1 144 958 577	=	Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 – P4) 1 471 393 036
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R6 = R4 + R5) 3 625 399 300
				Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) 1 398 189 369
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 – P5) 2 227 209 931

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

Action 04**Politique immobilière**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		2 055 197 915	2 055 197 915	-298	1 880 600 833	1 880 600 535
Crédits de paiement		1 790 709 242	1 790 709 242	-298	1 727 427 490	1 727 427 192

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

CONTENU DE L'ACTION

L'action n°04 « Politique immobilière » comprend trois opérations stratégiques (OS) : une qui recouvre des dépenses de fonctionnement (OS « Fonctionnement et activités spécifiques ») et deux qui financent respectivement les infrastructures de la dissuasion nucléaire (OS « Dissuasion ») et les infrastructures de défense hors dissuasion (OS « Infrastructures de défense »).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La gestion 2019 s'est inscrite dans la continuité de celle de 2018, année marquée par une augmentation sans précédent des crédits de politique immobilière, de l'ordre de 400 M€.

En 2019, toutes opérations confondues, les engagements juridiques se sont élevés à 1 900,7 M€ et les paiements à 1 715,3 M€. Si l'objectif d'engagements juridiques pour l'année (1 775,5 M€) a été dépassé (+185,4 M€), les paiements sont restés inférieurs à la prévision (1 778,8 M€ soit -63,5 M€).

Outre les évolutions portant sur les opérations d'infrastructure, élevées au rang de programmes pour leur importance stratégique, le budget 2019 s'est caractérisé par un effort particulier consacré à l'entretien et à la maintenance des infrastructures.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « Fonctionnement et activités spécifiques » (OS FAS) comprend notamment trois opérations budgétaires (OB) : « entretien des infrastructures », « logement familial » et « locations d'infrastructures ». Cette

opération stratégique retrace les opérations hors titre 5 relevant de la politique immobilière : entretien courant des infrastructures, logement familial et locations. Elle recouvre également les dépenses liées au fonctionnement du service d'infrastructure de la défense (SID).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Eng. hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart consommation / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	910 699	0	1 174 243	263 544	910 699	0	1 203 526	292 827
OB	Déplacements et transports	3 846 611	0	4 165 843	319 232	3 846 611	0	4 180 200	333 589
OB	Fonctionnement courant	1 854 513	0	2 199 077	344 564	1 854 513	0	2 169 060	314 547
OB	Formation et instruction	1 900 000	0	1 479 355	-420 645	1 900 000	0	1 267 621	-632 379
OB	Mobilité des personnels	1 440 000	0	1 413 156	-26 844	1 440 000	0	1 413 156	-26 844
OB	Prestations intellectuelles	40 000	0	188 184	148 184	40 000	0	81 584	41 584
OB	Soutien courant des structures	40 000	0	20 248	-19 752	40 000	0	7 951	-32 049
OB	Soutien des matériels communs	1 898 000	0	1 715 574	-182 426	1 898 000	0	2 421 316	523 316
OB	Entretien des infrastructures	127 190 000	0	95 296 012	-31 893 988	127 190 000	0	90 058 371	-37 131 629
OB	Location des infrastructures	109 353 119	0	100 953 876	-8 399 243	109 353 119	0	97 630 969	-11 722 150
OB	Logement familial	73 160 000	0	76 799 356	3 639 356	73 160 000	0	73 088 030	-70 970
	Total	321 632 942	0	285 404 923	-36 228 019	321 632 942	0	273 522 783	-48 110 159

OB « Communications et relations publiques »

L'écart de + 0,26 M€ en AE ainsi que de + 0,29 M€ en CP par rapport à la LFI s'explique notamment par l'apparition de nouvelles obligations. Cette hausse provient principalement des actions de communications menées pour améliorer la visibilité des services du SID et faciliter le recrutement sur les postes techniques « vacants ».

OB « Fonctionnement courant »

L'augmentation de + 0,34 M€ en AE et de + 0,31 M€ en CP s'explique par la poursuite de la modernisation du SID, notamment par l'acquisition de solutions de mobilité pour les conducteurs de travaux ainsi que par l'installation d'équipements lors de la création de la direction déléguée à la formation des métiers de l'infrastructure (D2FMI).

OB « Formation et instruction »

Cette OB présente une sous-consommation de - 0,42 M€ en AE et de - 0,63 M€ en CP. Cette diminution provient des difficultés liées à la mise en œuvre du nouveau marché des formations préventions et maîtrise des risques.

OB « Prestations intellectuelles »

La surconsommation sur cette OB de + 0,15 M€ en AE et de 0,04 M€ en CP s'explique d'une part, par la mise en place d'une campagne de promotion des postes vacants *via* des entreprises privées et, d'autre part, par l'organisation d'audits, dans le but de prévenir les risques psychosociaux en situation de travail.

OB « Soutien des matériels communs »

La surconsommation en CP (+ 0,52 M€) s'explique par le paiement de l'acquisition de véhicules techniques en fin 2018 sur la gestion 2019.

OB « Entretien des infrastructures »

Cette OB affiche une consommation de 95,3 M€ en AE et de 90,1 M€ en CP, inférieure de - 31,9 M€ en AE et - 37,4 M€ en CP aux crédits programmés en LFI. Cet écart s'explique par le report des besoins de cette OB sur l'activité « Assurer le maintien en condition des infrastructures », la ressource des deux activités étant gérée de manière fongible selon la nature des dépenses.

OB « Location d'infrastructures »

Cette OB finance les loyers administratifs, c'est-à-dire les occupations d'emprises privées, hors logements. Elle finance également les loyers budgétaires, payés à la direction de l'immobilier de l'État pour tous les locaux de bureaux occupés par le ministère. 100,1 M€ en AE et 97,6 M€ en CP ont été consommés sur cette OB. La sous-exécution sur cette OB de -8,4 M€ en AE et de -11,7 M€ en CP par rapport à la LFI s'explique principalement, s'agissant des loyers budgétaires, par la poursuite de la politique du MINARM de rationalisation de l'utilisation d'immeubles de l'État. À un second titre, la sous-consommation en CP est liée à de moindres prises à bail de locaux administratifs.

OB « Logement familial »

Cette OB enregistre une consommation en AE de 76,8 M€ en AE et de 73,1 M€ en CP. La légère surconsommation de 3,64 M€ en AE par rapport à la LFI s'explique principalement par la sous-évaluation du montant des travaux d'entretien courant du propriétaire à rembourser à CDC Habitat dans le cadre du bail civil du 12 février 2009.

La sous-consommation marginale de -0,07 M€ en CP est liée aux économies réalisées sur le paiement des garanties d'occupation (-1,2 M€), compensées par la surconsommation sur l'entretien courant des logements (+ 2,1 M€).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « Dissuasion » recouvre les dépenses d'infrastructure consacrées à la force de dissuasion nucléaire.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE				
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
ACT	Environnement FAS	2 724 000	0	0	3 882 922	1 158 922
ACT	FOST - Maintien en Condition Opérationnelle infras	39 522 000	0	0	577 546	-38 944 454
ACT	FOST - Opér. d'adaptation de capacité TO infras	36 888 751	0	711 762	87 936 106	51 759 117
ACT	INFRA HERMES	12 510 000	0	0	7 730 409	-4 779 591
	Total	91 644 751	0	711 762	100 126 983	9 193 994

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
ACT	Environnement FAS	2 586 250	0	7 285 143	4 698 893
ACT	FOST - Maintien en condition opérationnelle infra	40 923 000	0	21 698 094	-19 224 906
ACT	FOST - Opér. d'adaptation de capacité TO infra	77 436 750	0	68 024 835	-9 411 915
ACT	INFRA HERMES	17 904 000	0	12 508 286	-5 395 714
	Total	138 850 000	0	109 516 358	-29 333 642

Au total, la consommation sur l'opération stratégique « Dissuasion » s'élève à 100,8 M€ d'AE et 109,5 M€ de CP en 2019.

L'écart avec la programmation de + 9,2 M€ en AE s'explique principalement par l'anticipation de certaines opérations de maintenance sur l'activité « Environnement FAS FANu ». Cet effort a été rendu possible par le transfert d'une ressource d'environ 5 M€ en provenance de l'activité « Infrastructures HERMES », d'où une sous-consommation en AE (- 4,8 M€) et en CP (- 5,4 M€). Par ailleurs, une surconsommation de 12,8 M AE s'explique par l'anticipation de certaines opérations de maintenance.

L'écart de - 29,3 M€ en CP avec la programmation s'explique par le report début 2020 de certaines réalisations au profit de la FOST et une contrainte plus importante liée aux activités en cours.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en M€) :

Niveau	Description	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	Affectation 2019	Total	Engagement 2019 sur TF
ACT	FOST- Opérations d'adaptation de capacité TO infra	15 213 938	16 447	711 762	15 909 253	6 148 295
	Total	15 213 938	16 447	711 762	15 909 253	6 148 295

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « Infrastructures de défense » comprend les crédits destinés à la construction, à la rénovation et à la maintenance des infrastructures du ministère des armées à l'exception de celles concernant la dissuasion nucléaire.

En 2019, le référentiel budgétaire de cette opération stratégique a évolué significativement pour disposer d'une vision plus analytique des dépenses d'infrastructure.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction hospitalière du SSA	0	0	0	-3 028	-3 028	27 015 742	0	9 264 059	-17 751 683
ACT	Accueillir et mettre en œuvre les SIC	13 740 000	0	0	12 646 500	-1 093 500	2 061 000	0	25 369 501	23 308 501
ACT	Accueillir l'administration générale et les soutiens communs	12 500 000	0	0	7 744 296	-4 755 704	1 521 000	0	7 185 725	5 664 725
ACT	Accueillir les fonctions de commandement, de contrôle et de communication	22 820 000	0	0	36 941 565	14 121 565	3 423 000	0	7 774 444	4 351 444
ACT	Acquérir et entretenir les infrastructures d'action sociale	9 965 000	0	0	8 343 023	-1 621 977	1 464 750	0	3 397 509	1 932 759
ACT	Activité BALAI - Ex NTO	0	0	0	995 887	995 887	102 169 543	0	17 589 805	-84 579 738
ACT	Activité BALAI - Ex TO	0	0	0	7 305 561	7 305 561	263 303 733	0	23 359 402	-239 944 331

ACT	Assurer le maintien en condition des infrastructures	197 840 000	1 000 000	0	266 562 362	67 722 362	184 804 672	1 000 000	288 071 551	102 266 879
ACT	Assurer le maintien en condition des logements domaniaux	39 288 485	0	0	40 139 119	850 634	40 105 950	0	35 660 567	-4 445 383
ACT	Assurer le soutien logistique des opérations (munitions, carburants)	27 000 000	0	0	5 237 958	-21 762 042	4 005 000	0	37 013 594	33 008 594
ACT	Conclure et renouveler les conventions de réservation de logements non domaniaux	13 977 515	400 000	0	13 723 580	-653 935	13 978 000	400 000	9 933 700	-4 444 300
ACT	Construire des logements domaniaux	13 320 000	0	0	6 682 198	-6 637 802	18 063 000	0	8 380 704	-9 682 296
ACT	Construire et adapter les ensembles d'alimentation	22 948 000	0	0	28 520 126	5 572 126	3 326 700	0	15 199 953	11 873 253
ACT	Construire et adapter les hébergements	60 159 000	0	0	9 213 557	-50 945 443	9 023 850	0	26 926 771	17 902 921
ACT	Réaliser d'autres opérations d'adaptation au profit des BdD	15 630 000	0	0	103 832 057	88 202 057	2 944 500	0	97 329 087	94 384 587
ACT	Réaliser la maintenance lourde des infrastructures	209 449 000	2 250 000	0	157 438 131	-54 260 869	187 237 283	2 250 000	188 674 351	-812 932
ACT	Réaliser la remise à niveau des INBS - Miessiessy	88 242 629	0	0	87 824 891	-417 738	33 757 575	0	20 785 297	-12 972 278
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Brest	31 514 021	0	33 886 626	737 926	3 110 531	22 312 610	0	7 534 917	-14 777 693
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Toulon	0	0	0	52 539	52 539	17 478 417	0	5 378 734	-12 099 683
ACT	Réaliser la reconstruction de la fonction médecine des forces du SSA	11 197 075	0	19 000 000	91 790	7 894 715	7 271 623	0	3 606 893	-3 664 730
ACT	Réaliser l'adaptation des espaces d'entraînement de niveau 2 et 3	0	0	0	-349 653	-349 653	11 123 432	0	6 198 375	-4 925 057
ACT	Réaliser le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'administration centrale	1 350 000	0	0	2 955 348	1 605 348	8 170 000	0	11 377 793	3 207 793
ACT	Réaliser les autres opérations centralisées d'adaptation des sites	24 329 000	0	0	30 585 045	6 256 045	3 649 350	0	16 823 693	13 174 343
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures	81 378 058	500 000	0	122 156 004	40 277 946	12 155 200	500 000	72 684 209	60 029 009

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

	aéronautiques										
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures du SSA	3 240 000	0	0	321 939	-2 918 061	486 000	0	940 010	454 010	
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures maritimes	17 493 333	666 667	0	15 084 730	-3 075 270	2 370 133	666 667	31 853 817	28 817 017	
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures terrestres	28 595 000	0	6 550	52 559 500	23 971 050	10 527 750	0	84 046 203	73 518 453	
ACT	Réaliser les infrastructures SIPS	15 000 000	0	0	801 910	-14 198 090	2 250 000	0	219 366	-2 030 634	
ACT	Réaliser l'infrastructure appointements Milhaud	0	0	0	0	0	2 532 097	0	903 308	-1 628 789	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M	7 230 678	0	23 400 000	44 517	16 213 839	15 199 255	0	19 921 749	4 722 494	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil AUG	0	0	0	0	0	1 386 093	0	214 501	-1 171 592	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil et de soutien SNA BARRACUDA	411 970 900	0	384 975 357	9 549	-26 985 994	96 131 556	0	82 799 191	-13 332 365	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM	545 383	0	0	-11 526	-556 909	27 974 258	0	30 478 748	2 504 490	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG	0	0	0	123 760	123 760	14 236 471	0	12 748 054	-1 488 417	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT	95 478 720	0	149 873 532	57 707	54 452 519	24 351 756	0	10 750 257	-13 601 499	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE	57 387 000	0	0	1 130 873	-56 256 127	41 221 691	0	29 684 369	-11 537 322	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT	0	0	300 000	-79 525	220 475	1 422 357	0	957 482	-464 875	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SCORPION étape 1	85 539 165	0	525 360	6 753	-85 007 052	54 704 964	0	36 226 016	-18 478 948	
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI	0	0	700 000	1 379	701 379	5 162 302	0	3 755 564	-1 406 738	
ACT	Réaliser l'infrastructure DESCARTES	0	0	17 160 000	16 816	17 176 816	13 363 014	0	14 833 395	1 470 381	
ACT	Réaliser l'infrastructure HIA Bégin - Val de Grâce	0	0	0	0	0	1 627 000	0	1 708 410	81 410	
ACT	Réaliser l'infrastructure PPP ENSTA	7 535 593	0	0	7 691 159	155 566	10 502 550	0	12 825 531	2 322 981	
ACT	Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4	0	0	1 970 000	845 241	2 815 241	9 891 402	0	4 111 454	-5 779 948	
ACT	Réaliser l'infrastructure	0	0	0	0	0	2 280 554	0	68 614	-2 211 940	

	TELSITE2									
ACT	Réduire l'empreinte énergétique	1 400 000	0	0	1 790 943	390 943	210 000	0	5 139 741	4 929 741
ACT	Restaurer le parc immobilier historique	6 840 000	50 000	0	6 850 000	-40 000	6 840 000	50 000	6 850 000	-40 000
ACT	Satisfaire aux normes environnementales	2 150 000	0	0	2 363 003	213 003	322 500	0	8 440 785	8 118 285
Total		1 637 053 555	4 866 667	631 797 425	1 038 985 512	28 862 715	1 325 359 633	4 866 667	1 344 997 200	14 770 900

OB « Assurer la préparation opérationnelle de la fonction santé »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement de modernisation des installations du service de santé des armées (SSA). La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 19,4 M€ en AE et à 15,5 M€ en CP. Une sous-consommation de 4,9 M d'AE s'explique principalement par un retard dans l'engagement d'opérations de sécurité-protection.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart utilisation / Prévisions
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction hospitalière du SSA	0	0	0	-3 028	-3 028	27 015 742	0	9 264 069	-17 751 683
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction médecine des forces du SSA	11 197 075	0	19 000 000	91 790	7 894 715	7 271 623	0	3 606 893	-3 664 730
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures du SSA	3 240 000	0	0	321 939	-2 918 061	486 000	0	940 010	454 010
ACT	Réaliser l'infrastructure HIA Bégin - Val de Grâce	0	0	0	0	0	1 627 000	0	1 708 410	81 410
Total		14 437 075	0	19 000 000	410 701	4 973 625	36 400 365	0	15 519 372	-20 880 993

La restructuration de la fonction hospitalière du service de santé des armées

La sous-consommation de 17,8 M€ en CP s'explique par des délais d'études accrus, eu égard à la complexité des travaux à réaliser sans interruption de l'activité médicale. La convention de partenariat entre l'HIA Desgenettes et les hôpitaux civils de Lyon nécessitant d'être revue, les études ont dû être différées.

La restructuration de la fonction « médecine des forces » du service de santé des armées

La surconsommation d'AE de 7,9 M€ sur cette activité s'explique par la réévaluation du montant de certaines opérations au regard de l'inflation des prix du secteur de la construction. La sous-consommation de 3,7 M€ en CP s'explique par un moindre besoin en études et par le report en 2020 de certaines d'entre-elles.

OB « Assurer la préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement de modernisation des installations aéroportuaires. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 297 M€ en AE et à 147 M€ en CP.

Les programmes qui concernent les avions A 400M, MRTT et RAFALE ont mobilisé, en 2019, l'essentiel de la dotation de l'opération budgétaire affectée aux opérations individualisées. La réalisation des infrastructures d'accueil et de soutien des hélicoptères de nouvelle génération, du système de défense sol-air SAMPT et des aéronefs à usage gouvernemental en cours d'achèvement ne nécessitait plus que des crédits de paiement.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart utilisation / Prévisions
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures aéronautiques	81 378 058	500 000	0	122 156 004	40 277 946	12 155 200	500 000	72 684 209	60 029 009
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M	7 230 678	0	23 400 000	44 517	16 213 839	15 199 255	0	19 921 749	4 722 494
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil AUG	0	0	0	0	0	1 386 093	0	214 501	-1 171 592
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG	0	0	0	123 760	123 760	14 236 471	0	12 748 054	-1 488 417
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT	95 478 720	0	149 873 532	57 707	54 452 519	24 351 756	0	10 750 257	-13 601 499
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE	57 387 000	0	0	1 130 873	-56 256 127	41 221 691	0	29 684 369	-11 537 322
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT	0	0	300 000	-79 525	220 475	1 422 357	0	957 482	-464 875
	Total	241 474 456	500 000	173 573 532	123 433 336	55 032 412	109 972 823	500 000	146 980 620	36 487 797

Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M

En 2019, les principaux engagements programmés ont concerné des travaux de dépollution pyrotechnique en vue de la réalisation d'une piste tactique et de la poursuite des travaux de rénovation et d'extension des aires aéronautiques. La surconsommation de 16,2 M€ en AE s'explique essentiellement par la décision du ministère de réaliser un hangar de maintenance supplémentaire. En CP, la surconsommation de 4,7 M€ s'explique par la découverte d'amiante dans des proportions bien plus importantes qu'initialement diagnostiquées lors des travaux de rénovation de la piste.

Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT

Les crédits de paiement prévus en 2019 ont couvert les derniers paiements des infrastructures livrées jusqu'à fin 2018 (premier hangar de maintenance, piste, parkings aéronautiques) et les autorisations d'engagement ont couvert pour une très large part la réalisation des ouvrages dont la livraison est prévue d'ici à 2023 (parkings aéronautiques, bâtiment « opérations », centre de formation, escale aérienne, etc.).

La surconsommation de 54,5 M€ en AE s'explique par l'évolution du périmètre physico-financier du programme à la suite du retour d'expérience des premiers mois d'exploitation de l'avion et de l'accélération des livraisons. En CP, la consommation de 10,8 M€, inférieure de - 13,6 M€ à la prévision, s'explique par des aléas de travaux (amiante).

Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE

La sous-consommation de 56,3 M€ en AE s'explique par la décision prise en fin d'année concernant la localisation du 5^e escadron RAFALE de l'armée de l'air. En CP, la sous-consommation de 11,6 M€ est due à des difficultés sur les

chantiers de réalisation des installations d'accueil à Landivisiau et Mont de Marsan ayant entraîné des retards de livraison.

OB « Assurer la préparation opérationnelle du milieu maritime »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement de modernisation des installations portuaires. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 522,6 M€ en AE et à 179,7 M€ en CP.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart utilisation / Prévisions
ACT	Réaliser la remise à niveau des INBS - Missiessy	88 242 629	0	0	87 824 891	-417 738	33 757 575	0	20 785 297	-12 972 278
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Brest	31 514 021	0	33 886 626	737 926	3 110 531	22 312 610	0	7 534 917	-14 777 693
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Toulon	0	0	0	52 539	52 539	17 478 417	0	5 378 734	-12 099 683
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures maritimes	17 493 333	666 667	0	15 084 730	-3 075 270	2 370 133	666 667	31 853 817	28 817 017
ACT	Réaliser l'infrastructure appointements Milhaud	0	0	0	0	0	2 532 097	0	903 308	-1 628 789
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil et de soutien SNA BARRACUDA	411 970 900	0	384 975 357	9 549	26 985 994	96 131 556	0	82 799 191	-13 332 365
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM	545 383	0	0	-11 526	-556 909	27 974 258	0	30 478 748	2 504 490
Total		549 766 266	666 667	418 861 983	103 698 110	27 872 840	202 556 646	666 667	179 734 012	-23 489 301

Réaliser l'infrastructure d'accueil et de soutien SNA BARRACUDA (y compris la remise à niveau de l'installation Missiessy)

L'année 2019 a été consacrée à la poursuite des travaux de la phase 1, à la réalisation des études de conception et la contractualisation des travaux de la phase 2 et à la préparation de la phase 3.

En AE, la consommation est inférieure de 27 M€ à la prévision, le montant libéré à l'affectation n'ayant concerné que l'incrément lancé en réalisation en 2019. En CP, la consommation est inférieure de 13,3 M€ à la prévision en raison principalement d'aléas techniques sur le chantier d'adaptation du premier bassin de la zone Missiessy. Pour ce qui concerne l'installation Missiessy sur la base navale de Toulon, la sous-consommation de 13 M€ en CP s'explique par le report de paiements vers les années futures essentiellement lié au décalage du planning de construction du bâtiment ADELE à la suite d'une procédure négociée

Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM

Ce programme lancé en 2013 devrait s'achever en 2025.

En 2019 ont été engagés les marchés pour la réalisation de la deuxième ligne de stationnement prévue à Brest à partir de 2021. Ont également été réalisés des travaux sur les deux derniers ouvrages de la zone « Castigneau », située dans le port de Toulon et destinée au stationnement des bateaux.

En AE, la consommation est inférieure de 0,6 M€ à la prévision en raison principalement du report de l'opération de création du réseau d'avitaillement en carburant des appontements de Toulon.

En CP, la surconsommation de 2,5 M€ s'explique principalement par des aléas géotechniques lors de la construction des appontements de Toulon, ayant conduit à la mise en œuvre de fondations plus importantes et plus coûteuses que prévu pour garantir la stabilité et la pérennité des ouvrages.

Réaliser la rénovation des réseaux électriques des bases navales de Brest et de Toulon

En 2019, les travaux ont concerné principalement la création et la réfection d'installations électriques à Brest et à Toulon. Différentes opérations de traitement des obsolescences existantes ont également été engagées. Les travaux s'achèveront en principe en 2030 à Toulon et en 2026 à Brest.

En AE, on observe une surconsommation de 3,1 M€ à Brest pour couvrir les conséquences d'aléas techniques rencontrés en cours de chantier (pollution industrielle, avarie sur l'alimentation électrique du site) et le renforcement de la cyber-sécurité des installations. A Toulon, la consommation d'AE est conforme à la prévision.

En CP, on observe une sous-consommation de 14,8 M€ à Brest qui s'explique principalement par les aléas techniques qui ont ralenti les chantiers en cours.

À Toulon, la sous-consommation de CP de 12,1 M€ s'explique par un déroulement des chantiers ralenti par l'activité opérationnelle du site qui rend complexe l'obtention de créneaux permettant la qualification et la mise en service de nouvelles installations électriques sur un réseau opérationnel.

Réaliser l'infrastructure « appontements Milhaud »

Les livraisons des cinq appontements rénovés s'échelonneront entre 2023 et 2032.

En 2019, les financements programmés ont permis de lancer les premières études. En AE, l'absence de consommation est conforme à la prévision. L'année 2019 a été mise à profit pour réaliser l'ensemble des diagnostics nécessaires à la définition du périmètre définitif du premier appontement. En CP, la sous-consommation de 1,6 M€ s'explique par un besoin en diagnostics réévalué à la baisse.

OB « Assurer la préparation opérationnelle du milieu terrestre »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement de modernisation des installations terrestres. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 53,4 M€ en AE et à 130,2 M€ en CP.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
ACT	Réaliser l'adaptation des espaces d'entraînement de niveau 2 et 3	0	0	0	-349 653	-349 653	11 123 432	0	6 198 375	-4 925 057
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures terrestres	28 595 000	0	6 550	52 559 500	23 971 050	10 527 750	0	84 046 203	73 518 453
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SCORPION étape 1	85 539 165	0	525 360	6 753	-85 007 052	54 704 954	0	36 226 016	-18 478 948
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI	0	0	700 000	1 379	701 379	5 162 302	0	3 755 564	-1 406 738
	Total	114 134 165	0	1 231 910	52 217 979	-60 684 275	81 518 448	0	130 226 158	48 707 710

Réaliser l'infrastructure d'accueil SCORPION étape 1

La phase de réalisation du programme a été lancée en 2015. Elle devrait s'achever en 2025.

En 2019, le SID a notifié les marchés de travaux des travées de maintenance du 1^{er} RI de Sarrebourg, des infrastructures de simulation au 1^{er} RCA de Canjuers, de la zone technique du 4^e RMA à Nîmes et de celle des 7^e BCA, 7^e RMA et 93^e RAM à Varcès. La zone technique du 6^e RG à Avrillé, les infrastructures de formation de l'école du génie d'Angers et de la zone technique du 11^e RAMa à Saint-Aubin du Cormier, des infrastructures de formation à l'école militaire de Draguignan et une partie de la zone technique du 3^e RIMA de Vannes ont été livrées.

En AE, on observe une sous-consommation de 85 M€ en conséquence de décisions différées sur la répartition géographique des matériels dans les régiments. En CP, la sous-consommation de 18,5 M€ est due aux aléas rencontrés en cours de chantiers.

OB « Assurer la préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement de modernisation des infrastructures liées aux systèmes de commandement, de renseignement et de communication et de commandement des armées. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 69,6 M€ en AE et à 52,1 M€ en CP.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
ACT	Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4	0	0	1 970 000	845 241	2 815 241	9 891 402	0	4 111 454	-5 779 948
ACT	Réaliser l'infrastructure DESCARTES	0	0	17 160 000	16 816	17 176 816	13 363 014	0	14 833 395	1 470 381
ACT	Accueillir les fonctions de commandement, de contrôle et de communication	22 820 000	0	0	36 941 565	14 121 565	3 423 000	0	7 774 444	4 351 444
ACT	Accueillir et mettre en œuvre les SIC	13 740 000	0	0	12 646 500	-1 093 500	2 061 000	0	25 369 501	23 308 501
	Total	36 560 000	0	19 130 000	50 450 122	33 020 122	28 738 416	0	52 088 795	23 350 379

L'opération budgétaire finance en particulier le volet « infrastructure » des programmes SCCOA 3 et 4 et du programme DESCARTES. Les autres financements concernent diverses infrastructures d'accueil de systèmes d'information et de communication, notamment des data-centres.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La consommation d'AE à 69,6 M€ est supérieure de 33 M€ à la prévision en raison de l'intégration au programme de nouvelles opérations, principalement la réalisation de cages de Faraday. En CP, la consommation de 52,1 M€, supérieure de 23,4 M€ à la prévision est liée au paiement de restes à payer importants issus d'engagements de travaux antérieurs à 2019.

OB « Réaliser les infrastructures des bases de défense »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissements de modernisation des infrastructures des bases de défense. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 155,3 M€ en AE et à 183,9 M€ en CP.

Nbre ou	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAF	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAF	Consom- mation	Écart Consommation / Prévisions
ACT	Réaliser d'autres opérations d'adaptation au profit des BtD	15 630 000	0	0	103 832 057	88 202 057	2 944 500	0	97 329 057	94 384 587
ACT	Assurer le soutien logistique des opérations (munitions, carburants)	27 000 000	0	0	5 237 958	-21 762 042	4 005 000	0	37 013 594	33 008 594
ACT	Réaliser les infrastructures SIPS	15 000 000	0	0	801 910	-14 198 090	2 250 000	0	219 366	-2 030 634
ACT	Construire et adapter les hébergements	60 159 000	0	0	9 213 557	-60 945 443	9 023 850	0	26 926 771	17 902 921
ACT	Construire et adapter les ensembles d'alimentation	22 948 000	0	0	28 520 126	5 572 126	3 326 700	0	15 199 953	11 873 253
ACT	Accueillir l'administration générale et les soutiens communs	12 500 000	0	0	7 744 296	-4 755 704	1 521 000	0	7 185 725	5 664 725
	Total	153 237 000	0	0	155 349 905	2 112 905	23 071 050	0	183 874 495	180 803 445

La consommation d'AE à 155,3 M€ est globalement conforme à la prévision avec une légère surconsommation de + 2,11 M€. Le paiement d'importants restes à payer issus d'engagements de travaux antérieurs à 2019 et l'accélération du plan de commande des opérations liées à l'amélioration de la condition du personnel expliquent le montant plus élevé que prévu des dépenses sur cette opération (183,9 M€).

OB « Soutenir les familles »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement de modernisation des infrastructures dédiées à la politique sociale déployée au profit des ressortissants du ministère et de leurs familles. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 68,9 M€ en AE et à 57,4 M€ en CP.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement s hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
ACT	Construire des logements domaniaux	13 320 000	0	0	6 682 198	-6 637 802	18 063 000	0	8 380 704	-9 682 296
ACT	Conclure et renouveler les conventions de réservation de logements non domaniaux	13 977 515	400 000	0	13 723 580	-653 935	13 978 000	400 000	9 933 700	-4 444 300
ACT	Assurer le maintien en condition des logements domaniaux	39 288 485	0	0	40 139 119	850 634	40 105 950	0	35 660 567	-4 445 383
ACT	Acquérir et entretenir les infrastructures d'action sociale	9 965 000	0	0	8 343 023	-1 621 977	1 464 750	0	3 367 509	1 932 759
	Total	76 551 000	400 000	0	68 887 920	-8 063 080	73 611 700	400 000	57 372 480	-16 639 220

La consommation d'AE est inférieure de 8 M€ à la prévision en raison principalement :

- de l'engagement par anticipation en 2018 au lieu de 2019 d'une tranche de construction de douze logements au camp du Tigre en Guyane afin d'accélérer la réalisation du plan familles ;
- du report de 2019 à 2020 d'une opération de construction de quatre logements à Fort-de-France aux Antilles à la suite d'un appel d'offres infructueux ;
- du report de 2019 à 2020 de l'engagement des crédits relatifs aux conventions de réservation lié aux délais de négociation.

La consommation de CP (57,4 M€), inférieure de 16,6 M€ à la prévision, s'explique par des retards de travaux.

OB « Réaliser les opérations centralisées d'adaptation des sites »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissement relatifs aux opérations d'infrastructure dédiées ou conduites par l'administration centrale du ministère. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 41,2 M€ en AE et à 41,1 M€ en CP.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
ACT	Réaliser le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'administration centrale	1 350 000	0	0	2 955 348	1 605 348	8 170 000	0	11 377 793	3 207 793
ACT	Réaliser l'infrastructure PPP ENSTA	7 535 593	0	0	7 691 159	155 566	10 502 550	0	12 825 531	2 322 981
ACT	Réaliser l'infrastructure TELSITE2	0	0	0	0	0	2 280 554	0	68 614	-2 211 940
ACT	Réaliser les autres opérations centralisées d'adaptation des sites	24 329 000	0	0	30 585 045	6 256 045	3 649 350	0	16 823 693	13 174 343
	Total	33 214 593	0	0	41 231 552	8 016 959	24 602 454	0	41 095 631	16 493 177

En AE comme en CP, la consommation des ressources affectées à l'opération a été supérieure à la prévision de 8 M€ (AE) et de 16,5 M€ (CP). Ce constat s'explique par l'intégration d'investissements nouveaux (transfert des opérations

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

du SPAC financées auparavant sur d'autres activités, opérations fléchées sur d'autres activités au moment du PAP) dans le périmètre de l'opération.

OB « Maintenir et soutenir les sites »

Cette opération budgétaire regroupe les crédits d'investissements de maintenance et de mise aux normes environnementales des infrastructures de défense. La consommation sur cette opération budgétaire s'est élevée à 435 M€ en AE et à 497,2 M€ en CP.

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart utilisation / Prévisions
ACT	Satisfaire aux normes environnementales	2 150 000	0	0	2 363 003	213 003	322 500	0	8 440 785	8 118 285
ACT	Réduire l'empreinte énergétique	1 400 000	0	0	1 790 943	390 943	210 000	0	5 139 741	4 929 741
ACT	Réaliser la maintenance lourde des infrastructures	209 449 000	2 250 000	0	157 438 131	-54 260 869	187 237 283	2 250 000	188 674 351	-812 932
ACT	Assurer le maintien en condition des infrastructures	197 840 000	1 000 000	0	266 562 362	67 722 362	184 804 672	1 000 000	288 071 551	102 266 879
ACT	Restaurer le parc immobilier historique	6 840 000	50 000	0	6 850 000	-40 000	6 840 000	50 000	6 850 000	-40 000
	Total	417 679 000	3 300 000	0	435 004 439	14 025 439	379 414 455	3 300 000	497 176 429	114 461 974

Les crédits de maintenance lourde, gérés au niveau central, financent des opérations de réhabilitation individualisées d'un montant supérieur à 500 000 € qui pallient les problèmes récurrents affectant les immeubles. Ils se distinguent ainsi des crédits de maintien en condition qui sont, eux, décidés au niveau local et qui financent des investissements inférieurs à 500 000 €. La dotation 2019 a été pour moitié dédiée au soutien des sites (réseaux, clos couvert, etc.). Elle a également permis de poursuivre l'effort au profit des lycées militaires de défense dans le cadre d'un plan d'investissement ministériel dédié pour près de 26 M€ et de consacrer près de 44 M€ aux infrastructures d'hébergement et de restauration. Face aux forts besoins de remise à hauteur du patrimoine, et afin de cibler au mieux les actions à conduire, il a également été poursuivi la réalisation d'audits techniques pour 2,3 M€.

La consommation des ressources a été plus élevée que prévu, particulièrement en CP (+ 114,5 M€) en raison d'une accélération du plan de commandes des opérations de maintenance liées à la condition du personnel (hébergement, restauration, lycées militaires), comme la rénovation des bâtiments d'hébergement, les mises aux normes incendie ou le remplacement de systèmes de chauffage.

Activité « Autres investissements d'adaptation de capacités non technico-opérationnelles (NTO) »

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart utilisation / Prévisions
ACT	Activité BALAI - Ex NTO	0	0	0	995 887	995 887	102 169 543	0	17 589 805	-84 579 738

Cette opération budgétaire correspond à une seule activité dite « balai » servant à porter une partie du reste à payer et des engagements complémentaires liées aux opérations d'infrastructures à caractère non-technico opérationnel. Cette

activité « Ex NTO » portait 102,2 M€ de paiements sur restes à payer lors du PAP 2019 qui ont finalement été répartis sur les autres OB du nouveau référentiel, ce qui explique la consommation de seulement 17,6 M€ en CP (- 84,6 M€ par rapport à la prévision) et les surconsommations sur plusieurs autres OB. La surconsommation de 1 M€ en AE s'explique par des engagements complémentaires qui devaient être réalisés sur l'activité d'origine pour des raisons réglementaires.

Activité « Autres investissements d'adaptation de capacités TO »

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart utilisation / Prévisions
ACT	Activité BALAI - Ex TO	0	0	0	7 305 561	7 305 561	263 303 733	0	23 359 402	-239 944 331

Cette opération budgétaire correspond à une seule activité dite « balai » servant à porter une partie du reste à payer et des engagements complémentaires liées aux opérations d'infrastructures à caractère technico opérationnel. Cette activité « Ex TO » portait 263,3 M€ de paiements sur restes à payer lors du PAP 2019 qui ont finalement été répartis sur les autres OB du nouveau référentiel, ce qui explique la consommation de seulement 23,4 M€ en CP (- 240,0 M€ par rapport à la prévision) et les surconsommations sur les activités hors programmes majeurs des OB dites « de milieu ». La surconsommation de 7,3 M€ en AE s'explique par des engagements complémentaires qui devaient être réalisés sur l'activité d'origine pour des raisons réglementaires.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en M€) :

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Niveau	Description	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	Affectation 2019	Total	Engagement 2019 sur TF
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction hospitalière du SSA	43,99	0,01	0,00	43,98	20,85
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction médecine des forces du SSA	0,00	0,00	19,00	19,00	9,21
ACT	Réaliser l'infrastructure HIA Bégin - Val de Grâce	1,86	0,00	0,00	1,86	0,78
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures du SSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M	5,49	0,48	23,40	28,42	15,84
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT	7,47	0,32	149,87	157,02	23,78
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil AUG	5,48	0,35	0,00	5,14	0,31
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT	0,18	0,02	0,30	0,46	0,30
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG	8,98	0,06	0,00	8,92	0,88
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE	16,22	0,01	0,00	16,21	4,17
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures aéronautiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil et de soutien SNA BARRACUDA	372,28	0,06	384,98	757,19	300,45
ACT	Réaliser la remise à niveau des INBS - Miessiessy	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Brest	10,62	0,02	33,89	44,48	7,19
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Toulon	145,21	0,00	0,00	145,20	5,79
ACT	Réaliser l'infrastructure appointements Milhaud	14,19	0,00	0,00	14,19	1,85
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM	25,89	1,48	0,00	24,40	8,08
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures maritimes	0,00	0,01	0,00	-0,01	0,00
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI	0,54	0,04	0,70	1,20	0,17
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SCORPION étape 1	80,52	0,62	0,53	80,42	42,48
ACT	Réaliser l'adaptation des espaces d'entraînement de niveau 2 et 3	11,90	1,08	0,00	10,82	4,50
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures terrestres	1,95	0,02	0,01	1,94	10,21
ACT	Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4	18,97	0,01	1,97	20,92	3,53
ACT	Réaliser l'infrastructure DESCARTES	13,33	0,06	17,16	30,43	19,04
ACT	Accueillir les fonctions de commandement, de contrôle et de communication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Accueillir et mettre en œuvre les SIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser d'autres opérations d'adaptation au profit des BdD	2,71	2,71	0,00	2,71	0,00
ACT	Assurer le soutien logistique des opérations (munitions, carburants)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser les infrastructures SIPS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Construire et adapter les hébergements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Construire et adapter les ensembles d'alimentation	2,48	0,00	0,00	2,48	0,22
ACT	Accueillir l'administration générale et les soutiens communs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Construire des logements domaniaux	2,04	0,00	0,00	2,04	0,00
ACT	Conclure et renouveler les conventions de réservation de logements non domaniaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Assurer le maintien en condition des logements domaniaux	8,42	0,00	0,00	8,42	2,89
ACT	Acquérir et entretenir les infrastructures d'action sociale	0,30	0,01	0,00	0,29	0,00
ACT	Réaliser le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'administration centrale	0,58	0,01	0,00	0,58	0,17
ACT	Réaliser les autres opérations centralisées d'adaptation des sites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser l'infrastructure PPP ENSTA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser l'infrastructure TELSITE2	0,12	0,00	0,00	0,12	0,00
ACT	Satisfaire aux normes environnementales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réduire l'empreinte énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Réaliser la maintenance lourde des infrastructures	3,60	4,04	0,00	-0,41	0,00
ACT	Assurer le maintien en condition des infrastructures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Restaurer le parc immobilier historique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Activité BALAI - Ex NTO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACT	Activité BALAI - Ex TO	20,74	0,00	0,00	20,74	0,09
	Total	826,04	11,41	631,80	1 449,17	482,40

Tableau des engagements et des paiements (en M€) :

Niveau	OS	PLF/PLR	Engagements		Paiements					Total
			Eng. restant à payer à fin 2018	Eng. 2019	2019	2020	2021	> 2021		
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction hospitalière du SSA	PLF	24,56	36,13	27,02	19,76	8,92	5,00	60,69	
		PLR	24,41	20,85	9,26	11,29	20,04	4,67	45,26	
ACT	Réaliser la restructuration de la fonction médecine des forces du SSA	PLF	6,63	13,10	7,27	10,59	1,65	0,22	19,73	
		PLR	5,42	9,31	3,61	4,57	6,55	0,00	14,72	
ACT	Réaliser l'infrastructure HIA Bégin - Val de Grâce	PLF	0,85	0,78	1,63	0,00	0,00	0,00	1,63	
		PLR	1,01	0,78	1,71	0,08	0,00	0,00	1,79	
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptatio	PLF	0,00	3,24	0,49	1,62	0,81	0,32	3,24	

	n des infrastructures du SSA	PLR	1,45	0,32	0,94	0,80	0,03	0,00	1,78
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil A 400M	PLF	19,30	11,79	15,20	14,75	1,14	0,00	31,09
		PLR	16,22	15,89	19,92	11,30	1,00	-0,11	32,11
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil MRTT	PLF	23,55	15,60	24,35	1,41	3,50	9,89	39,15
		PLR	8,06	23,84	10,75	3,99	5,26	11,90	31,90
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil AUG	PLF	1,39	0,00	1,39	0,00	0,00	0,00	1,39
		PLR	3,06	0,31	0,21	2,78	0,37	0,00	3,36
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SAMPT	PLF	1,31	0,12	1,42	0,00	0,00	0,00	1,42
		PLR	1,24	0,22	0,96	0,50	0,00	0,00	1,46
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil HNG	PLF	43,52	2,78	14,24	32,06	0,00	0,00	46,30
		PLR	46,98	1,01	12,75	29,75	5,49	0,00	47,99
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil RAFALE	PLF	41,13	4,08	41,22	3,98	0,01	0,00	45,21
		PLR	39,06	5,30	29,68	13,10	1,57	0,00	44,35
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures aéronautiques	PLF	0,00	81,88	12,66	42,18	24,08	2,96	81,88
		PLR	103,20	122,16	72,68	60,07	58,80	33,80	225,36
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil et de soutien SNA BARRACUDA	PLF	136,94	200,42	96,13	77,17	83,38	80,68	337,36
		PLR	130,42	300,46	82,80	89,18	78,09	180,82	430,89
ACT	Réaliser la remise à niveau des INBS - Miessiessy	PLF	32,09	88,24	33,76	34,31	33,20	19,06	120,33
		PLR	17,75	87,82	20,79	23,58	61,21	0,00	105,57
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Brest	PLF	27,45	3,71	22,31	8,61	0,24	0,00	31,17
		PLR	20,09	7,93	7,53	10,68	7,78	2,02	28,01
ACT	Réaliser la rénovation des réseaux électriques de la base navale de Toulon	PLF	21,78	30,70	17,48	14,69	4,83	15,49	52,48
		PLR	13,61	5,85	5,38	11,89	2,19	0,00	19,46
ACT	Réaliser l'infrastructure des appontements Milhaud	PLF	1,10	6,19	2,53	2,62	0,03	2,11	7,29
		PLR	0,86	1,65	0,90	1,48	0,01	0,12	2,51
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil FREMM	PLF	36,54	5,85	27,97	12,82	0,94	0,66	42,39
		PLR	39,21	8,06	30,48	11,86	4,07	0,87	47,28
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures maritimes	PLF	0,00	18,16	3,04	11,46	3,67	0,00	18,16
		PLR	51,39	15,08	31,85	28,67	4,44	1,51	66,47
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil VBCI	PLF	5,10	0,52	5,16	0,46	0,00	0,00	5,63
		PLR	4,33	0,18	3,76	0,75	0,00	0,00	4,51
ACT	Réaliser l'infrastructure d'accueil SCORPION étape 1	PLF	52,55	44,37	54,70	36,66	4,28	1,28	96,92
		PLR	52,99	42,49	36,23	38,30	14,72	6,23	95,48
ACT	Réaliser l'adaptation des espaces d'entraînement de niveau 2 et 3	PLF	14,70	5,81	11,12	7,66	1,19	0,55	20,51
		PLR	7,82	4,15	6,20	3,76	1,48	0,54	11,98
ACT	Réaliser les autres opérations d'adaptation des infrastructures terrestres	PLF	0,00	60,19	10,53	35,09	10,55	4,02	60,19
		PLR	132,45	62,77	84,05	41,98	46,40	22,79	195,21
ACT	Réaliser l'infrastructure SCCOA 3 et 4	PLF	4,35	7,84	9,89	1,43	0,47	0,39	12,18
		PLR	6,05	4,38	4,11	5,25	0,60	0,46	10,43
ACT	Réaliser l'infrastructure DESCARTES	PLF	10,25	3,11	13,36	0,00	0,00	0,00	13,36
		PLR	16,32	19,06	14,83	4,99	5,14	10,42	35,38
ACT	Accueillir les fonctions de commandement de contrôle et de communication	PLF	0,00	22,82	3,42	11,41	5,71	2,28	22,82
		PLR	5,12	36,94	7,77	5,53	22,83	5,93	42,06
ACT	Accueillir et mettre en œuvre les SIC	PLF	0,00	13,74	2,06	6,87	3,44	1,37	13,74
		PLR	25,16	12,65	25,37	12,06	0,37	0,00	37,80
ACT	Réaliser d'autres opérations d'adaptation au profit des BdD	PLF	0,00	15,63	2,94	9,82	1,91	0,96	15,63
		PLR	89,75	103,83	97,33	73,85	21,29	1,11	193,58
ACT	Assurer le soutien logistique des opérations (munitions, carburants)	PLF	0,00	27,00	4,01	13,35	7,98	1,67	27,00
		PLR	170,76	5,24	37,01	43,68	63,77	31,54	176,00

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACT	Réaliser les infrastructures SIPS	PLF	0,00	15,00	2,25	7,50	3,75	1,50	15,00
		PLR	0,00	0,80	0,22	0,58	0,00	0,00	0,80
ACT	Construire et adapter les hébergements	PLF	0,00	60,16	9,02	30,08	15,04	6,02	60,16
		PLR	37,81	9,21	26,93	16,59	3,51	0,00	47,02
ACT	Construire et adapter les ensembles d'alimentation	PLF	0,00	22,95	3,33	11,86	5,54	2,22	22,95
		PLR	36,27	28,74	15,20	20,05	17,31	12,45	65,01
ACT	Accueillir l'administration générale et les soutiens communs	PLF	0,00	12,50	1,52	6,07	3,90	1,01	12,50
		PLR	6,09	7,74	7,19	6,41	0,24	0,00	13,83
ACT	Construire des logements domaniaux	PLF	13,28	13,32	18,06	8,54	0,00	0,00	26,60
		PLR	25,73	6,68	8,38	9,28	7,27	7,48	32,41
ACT	Conclure et renouveler les conventions de réservation de logements non domaniaux	PLF	11,81	14,38	14,38	8,21	3,59	0,00	26,19
		PLR	12,79	13,72	9,93	13,10	2,16	1,32	26,52
ACT	Assurer le maintien en condition des logements domaniaux	PLF	30,60	41,94	40,11	24,14	5,11	3,19	72,54
		PLR	53,88	42,83	35,66	35,73	14,47	10,84	96,70
ACT	Acquérir et entretenir les infrastructures d'action sociale	PLF	0,00	9,97	1,46	4,88	2,64	0,98	9,97
		PLR	3,68	8,34	3,40	4,03	2,44	2,16	12,02
ACT	Réaliser le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'administration centrale	PLF	10,39	1,35	8,17	3,57	0,00	0,00	11,74
		PLR	17,71	3,12	11,38	6,90	2,45	0,10	20,83
ACT	Réaliser les autres opérations centralisées d'adaptation des sites	PLF	0,00	24,33	3,65	12,16	6,08	2,43	24,33
		PLR	9,16	30,59	16,82	21,50	1,34	0,09	39,75
ACT	Réaliser l'infrastructure PPP ENSTA	PLF	116,84	7,54	10,50	2,84	2,99	108,05	124,38
		PLR	119,40	7,69	12,83	3,18	2,99	108,09	127,09
ACT	Réaliser l'infrastructure TELSITE2	PLF	2,28	0,00	2,28	0,00	0,00	0,00	2,28
		PLR	1,07	0,00	0,07	0,95	0,06	0,00	1,07
ACT	Satisfaire aux normes environnementales	PLF	0,00	2,15	0,32	1,08	0,54	0,22	2,15
		PLR	10,59	2,36	8,44	2,86	0,52	1,13	12,95
ACT	Réduire l'empreinte énergétique	PLF	0,00	1,40	0,21	0,70	0,35	0,14	1,40
		PLR	19,13	1,79	5,14	6,80	5,04	3,95	20,92
ACT	Réaliser la maintenance lourde des infrastructures	PLF	254,75	211,70	189,49	191,98	64,84	20,14	466,44
		PLR	265,16	157,44	188,67	157,94	75,78	0,20	422,60
ACT	Assurer le maintien en condition des infrastructures	PLF	108,76	198,84	185,80	101,91	19,88	0,00	307,60
		PLR	150,54	266,56	288,07	113,63	15,25	0,15	417,10
ACT	Restaurer le parc immobilier historique	PLF	0,04	6,89	6,89	0,04	0,00	0,00	6,93
		PLR	0,00	6,85	6,85	0,00	0,00	0,00	6,85
ACT	Activité BALAI - ex NTO	PLF	227,45	0,00	102,17	99,02	19,94	6,32	227,45
		PLR	20,99	1,00	17,59	0,31	2,98	1,10	21,98
ACT	Activité BALAI - ex TO	PLF	515,76	0,00	263,30	167,36	83,30	1,80	515,76
		PLR	41,88	7,39	23,36	18,64	2,11	5,16	49,27
Total écart			69,02	153,20	14,77	-108,52	150,05	165,92	222,22

A titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources extrabudgétaires par catégorie de coûts est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart consommation / prévisions
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	4 866 867	6 921 632	2 054 965
Total		4 866 867	6 921 632	2 054 965

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-298		-298
Rémunérations d'activité		-298		-298
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	320 494 942	797 038 415	320 494 942	833 690 146
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	320 494 942	797 058 299	320 494 942	833 693 804
Subventions pour charges de service public		-19 884		-3 659
Titre 5 : Dépenses d'investissement	1 727 862 973	1 076 135 736	1 454 374 300	877 175 445
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 727 862 973	1 075 787 508	1 454 374 300	876 943 435
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		348 228		232 010
Titre 6 : Dépenses d'intervention	6 840 000	7 426 682	6 840 000	7 561 899
Transferts aux collectivités territoriales		15 161		361 500
Transferts aux autres collectivités	6 840 000	7 411 521	6 840 000	7 200 399
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières			9 000 000	9 000 000
Dotations en fonds propres			9 000 000	9 000 000
Total	2 055 197 915	1 880 600 535	1 790 709 242	1 727 427 192

Les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SYNTHÈSE ACTION 4

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2018 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart consommation / prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	91 644 751	0	711 762	100 128 983	9 193 994	138 850 000	0	109 516 358	-29 333 642
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	321 632 942	0	0	285 404 923	-36 228 019	321 632 942	0	273 522 783	-48 110 159
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	1 637 053 555	4 866 667	631 797 425	1 038 985 512	28 862 715	1 325 359 633	1 400 000	1 344 997 200	18 237 567
	Total	2 050 331 248	4 866 667	632 509 187	1 424 517 418	1 828 690	1 785 842 575	1 400 000	1 728 036 341	-59 206 234

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	Affectation 2019	Total	Engagement 2019 sur TF
OS	Dissuasion (DIS)	15,21	0,02	0,71	15,91	6,15
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	826,04	11,41	631,80	1 469,17	482,40
	Total	841,26	11,43	632,51	1 465,08	488,55

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Eng. restant à payer à fin 2018	Eng 2018	2019	2020	2021	> 2021	Total
OS	Dissuasion (DIS) Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	210,17	97,60	138,85	106,83	47,21	0,00	292,90
		PLR	190,18	106,28	109,52	92,53	31,24	63,17	296,45
OS	Infrastructures de Défense (INFRA) Dissuasion (DIS)	PLF	73,51	321,18	321,18	57,20	3,96	0,00	382,34
		PLR	80,32	285,40	273,52	68,83	8,34	15,04	365,73
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	1 797,06	1 368,19	1 330,23	1 092,72	439,39	28,86	2 889,20
		PLR	1 866,08	1 521,39	1 345,00	984,20	589,44	468,83	3 387,47
	Écarts (PLR-PLF)		55,84	126,10	-62,22	-111,19	138,45	520,18	485,22

Action 05**Systèmes d'information, d'administration et de gestion**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		174 517 769	174 517 769		152 853 740	152 853 740
Crédits de paiement		168 420 141	168 420 141		171 560 232	171 560 232

CONTENU DE L'ACTION

L'action 5 regroupe les crédits permettant de construire et de maintenir les systèmes d'information d'administration et de gestion (SIAG) ainsi que les grands systèmes d'information logistique (SIL) du ministère. La totalité des métiers du ministère ont recours aux SIAG pour assurer leurs activités de gestion courante. Par ailleurs, les structures intégrées de soutien et certains services mettent en œuvre les SIL pour garantir la disponibilité des équipements indispensables au soutien des forces.

L'instance de pilotage de ces systèmes d'information du ministère est la commission des SIAG. Présidée par la secrétaire générale pour l'administration, cette commission est chargée entre autres responsabilités, d'approuver le schéma directeur des SIAG du ministère, d'en contrôler la feuille de route, d'autoriser le lancement de tous les projets de SIAG et d'entériner l'attribution des crédits.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année 2019 ont été les suivantes :

- la maintenance curative et évolutive des systèmes d'information des ressources humaines (SIRH) des armées et le maintien en condition opérationnel (MCO) de LOUVOIS ;
- la reconduction de l'acquisition globalisée de logiciels et de services à travers des accords-cadres négociés avec les éditeurs Microsoft, SAP-BO, Oracle ;
- la consolidation de la convergence des systèmes d'information logistique (SIL) par quartiers fonctionnels (terre, mer, air et SIC) ;
- la poursuite du développement et les premiers déploiements du projet SOURCE SOLDE devant remplacer l'actuel système de solde des militaires LOUVOIS ;
- l'effort porté par la direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNUM) sur l'accompagnement de la transformation numérique.

Par rapport au projet annuel de performance, l'activité logistique a bénéficié d'un décret de virement du programme 178 vers l'action 5 du programme 212 pour financer le marché complémentaire relatif au système d'information logistique de la Marine, SIGLE (système d'information pour la gestion de la logistique du maintien en condition opérationnelle naval).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC****1 - DESCRIPTION**

Le financement de cette action 5 par l'opération stratégique « Équipements d'accompagnement et de cohérence » (EAC) est subdivisé en activités budgétaires qui sont des regroupements cohérents de projets de SI relevant d'un même domaine métier du schéma directeur des SIAG. Le tableau ci-après retrace les 20 zones fonctionnelles dotées, déclinées en activités.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

2- ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart consommation / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
ACT	Achat public	1 987 348	0	0	2 336 757	349 409	1 878 984	0	2 871 497	992 513
ACT	Acquisition Matériels Serveurs et Stockage	180 000	0	0	5 064 036	4 904 036	180 000	0	5 120 566	4 940 566
ACT	Archives, bibliothèques, documentation, musées	4 439 109	0	0	2 862 693	-1 576 416	4 977 519	0	4 522 995	-454 524
ACT	Contrôles exportations	4 752 215	0	0	2 970 715	-1 781 500	6 005 348	0	4 364 857	-1 640 491
ACT	Décisionnel	4 502 213	0	0	6 983 052	2 480 839	3 231 135	0	6 120 874	2 889 739
ACT	Entraînement des forces	122 500	0	0	19 791	-102 709	202 441	0	57 777	-144 664
ACT	Finances	1 277 150	0	0	1 729 912	452 762	1 426 466	0	1 801 570	375 104
ACT	Gestion des SI	836 857	0	0	760 514	-76 343	734 841	0	818 955	84 114
ACT	Gisement de données transverses	725 380	0	0	167 545	-557 835	753 237	0	274 597	-478 640
ACT	Information et communication	609 464	0	0	901 929	292 465	438 377	0	647 760	209 383
ACT	Juridique	5 510 732	0	0	265 264	-5 245 468	5 208 943	0	711 348	-4 497 595
ACT	Logistique	15 276 843	0	0	13 296 149	-1 978 694	14 394 099	0	17 361 052	2 966 953
ACT	Prestations et équipements	3 947 794	0	0	4 276 126	328 334	3 960 994	0	5 179 588	1 218 594
ACT	Projet Source Solde	40 255 779	0	40 027 777	243 994	15 992	30 792 665	0	32 155 188	1 362 523
ACT	Ressources humaines	35 346 511	0	0	36 049 442	702 931	39 861 254	0	36 454 714	-3 406 540
ACT	Ressources immobilières	5 226 688	0	0	4 242 337	-984 351	5 692 703	0	4 195 194	-1 497 509
ACT	Sécurité de défense	1 404 316	0	0	1 214 819	-189 497	1 318 417	0	909 627	-408 790
ACT	Service national	626 700	0	0	1 035 418	408 718	651 948	0	820 816	168 868
ACT	Socle d'infrastructure	37 616 691	0	0	39 050 121	1 433 430	35 821 697	0	38 050 241	2 228 544
ACT	Soutien de l'homme	9 873 479	0	0	11 404 723	1 531 244	10 889 073	0	9 170 368	-1 718 685
	Total	174 517 769	0	40 027 777	134 897 339	407 347	168 420 141	0	171 609 604	3 189 463

Achat public : + 0,35 M€ en AE et + 0,99 M€ en CP

L'augmentation en AE et en CP est liée à la réalisation complémentaire d'évolutions sur le SI ALPHA dédié à l'achat public et sur le SI SILLAGE de la direction générale de l'armement (DGA). La surconsommation en CP est également due à une augmentation plus importante que prévue des paiements sur le reste à payer d'une étude relative à la construction d'un marché globalisant l'ensemble les contrats de tierce maintenance applicative (TMA).

Acquisition matériels serveurs et stockage : + 4,90 M€ en AE et + 4,94 M€ en CP

La principale hausse en AE et en CP est relative à la transformation numérique de l'armée de terre. Elle se traduit par l'équipement, en tablettes numériques, des commandants de compagnie et chefs de section de tous les régiments pour leur permettre de poursuivre leur travail hors garnison. Une partie de l'augmentation correspond à l'achat de serveurs (y compris les logiciels associés) et à des prestations d'installation pour les projets SOURCE SOLDE (SI pour la solde des armées) et CLADE (gestion de bibliothèques électroniques).

Archives, bibliothèques, documentation, musées : - 1,58 M€ en AE et - 0,45 M€ en CP

La moindre consommation en AE et en CP est liée à des décalages relatifs à la réalisation d'évolutions du projet ARCHIPEL.

Contrôles exportations : - 1,78 M€ en AE et - 1,64 M€ en CP

La moindre consommation en AE et en CP est due à un ralentissement de la construction du portail de l'application SIGALE suite à des difficultés liées à l'hébergement de ce système.

Décisionnel : + 2,48 M€ en AE et + 2,89 M€ en CP

Une partie de l'augmentation de la consommation des AE et des CP est consécutive à l'acquisition de licences *Elastik Cloud* pour la mission d'aide au pilotage (MAP) du ministère. Cet outil permet de manipuler un gros volume de données (*Big data*) afin de produire plus efficacement des tableaux de bord. Le reste de l'augmentation est relative à des études d'urbanisation et d'architecture d'entreprise pilotées par la direction générale du numérique (DGNUM) et à des évolutions sur l'outil d'aide à la décision du service du commissariat des armées (SCA).

Entraînement des forces : - 0,10 M€ en AE et - 0,14 M€ en CP

Le financement de l'application de gestion des activités parachutistes est désormais confié au programme 178.

Finances : + 0,45 M€ en AE + 0,38 M€ en CP

La hausse de la consommation en AE et en CP s'explique par l'accélération du déploiement de la comptabilité analytique au sein du ministère.

Gisement de données transverses : - 0,56 M€ en AE et - 0,48 M€ en CP

La moindre consommation en AE et en CP s'explique par le report en janvier 2020 de la notification du marché de réalisation de la plateforme de gestion des données de référence (PGDR).

Information et communication : + 0,29 M€ en AE et + 0,21 M€ en CP

L'augmentation en AE provient de la refonte du SI TOTEM (intranet de la DGA) et l'augmentation en CP s'explique par des dettes fournisseurs (factures n'ayant pu être honorées faute de crédits suffisants en 2018) sur le SI SYNOPTIC (portail d'information des SIC de la DGNUM).

Juridique : - 5,25 M€ en AE et - 4,50 M€ en CP

La sous-consommation en AE et en CP est relative au report en 2020 de la notification du marché du SI CONTENTIEUX de la direction des affaires juridiques (DAJ) suite à des négociations ayant induit un décalage dans la notification du marché.

Logistique : - 1,98 M€ AE et + 2,97 M€ en CP

Initialement programmées en 2019, les études préalables et exploratoires pour le remplacement du SI COMP@AS par le futur SI BRASIDAS n'ont pas été réalisées, ce qui explique la diminution en AE. La consommation supérieure en CP provient du transfert de crédits du programme 178 vers l'action 5 du programme 212 au profit de l'opération SIGLE (système d'information pour la gestion de la logistique du maintien en condition opérationnelle naval) et d'une consommation plus importante que prévue des acomptes pour l'opération SIM@T (système d'information de la maintenance terrestre).

Prestations et équipements : + 0,33 M€ en AE et + 1,22 M€ en CP

La consommation supérieure en AE et en CP est liée à des évolutions relatives au SI SIPROG (système d'information unique pour gérer les programmes d'armement) de la DGA.

Projet Source Solde : + 1,36 M€ en CP

La consommation supérieure en CP du projet SOURCE SOLDE est due à la réception d'un poste prévu initialement en 2020 et aux hausses économiques attendues, ainsi qu'à l'acquisition de licences logicielles.

Ressources humaines : + 0,70 M€ en AE et - 3,41 M€ en CP

La moindre consommation en CP s'explique par le décalage des paiements liés au projet SOURCE WEB (interface unifiée de saisie dans les SIRH d'armées) et au report en 2020 de la notification des marchés liés aux projets SPARTA (modernisation du recrutement militaire dans les trois armées) et SOURCE DEMAT (mise à disposition d'une solution

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

de gestion électronique de document au profit des gestionnaires RH). La consommation plus importante que prévue en AE s'explique par des évolutions fonctionnelles et techniques supplémentaires sur les SIRH d'armées.

Ressources immobilières : - 0,98 M€ en AE et - 1,50 M€ en CP

La sous-consommation en AE et en CP provient en partie de la non réalisation en 2019 de la version « confidentiel défense » de l'application COSI (conduite des opérations du service d'infrastructure) et le décalage des notifications des marchés GEOSID (SI géographique du service d'infrastructure de la défense) et SERT (application permettant la conception d'une infrastructure de tir, la construction des zones dangereuses, et l'édition des régimes afférents à l'ensemble de ces infrastructures spécifiques) en janvier 2020.

Sécurité de défense : - 0,19 M€ en AE et - 0,41 M€ en CP

La moindre consommation s'explique par un retard dans la livraison des matériels et des badges nécessaires à l'application GEISHA de la DGA (contrôles des accès et suivi des horaires).

Service national : + 0,41 M€ en AE et + 0,17 M€ en CP

La consommation supérieure en AE et en CP est liée à des évolutions sur le SI 1ED « première expérience de défense » (portail dédié aux offres de stage sous convention et aux contrats armées-jeunesse) et sur le SI PRESAJE (SI gérant la journée défense citoyenneté).

Socle d'infrastructure : + 1,43 M€ en AE et + 2,23 M€ en CP

La surconsommation en AE et en CP provient de la notification du nouveau marché ARCADE (gestion ministérielle du courrier) dont le périmètre a été élargi à de nouveaux utilisateurs et de nouvelles fonctionnalités.

Soutien de l'homme : + 1,53 M€ en AE et - 1,72 M€ en CP

L'augmentation en AE s'explique principalement par la volonté d'accélérer le déploiement de la carte CIMS (carte d'identité multi services) à l'ensemble du ministère. La baisse en CP s'explique par un décalage des paiements sur le nouveau marché du SI ARES (SI logistique du SCA).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	105 934 128	113 701 367	105 451 035	120 407 234
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	105 934 128	113 701 367	105 451 035	120 407 234
Titre 5 : Dépenses d'investissement	68 583 641	39 152 374	62 969 106	51 152 998
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	180 000	1 961 711	180 000	1 318 829
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	68 403 641	37 190 663	62 789 106	49 834 169
Total	174 517 769	152 853 740	168 420 141	171 560 232

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 5

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2019 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	174 517 769	0	40 027 777	134 897 339	407 347	168 420 141	0	171 609 604	3 189 463
	Total	174 517 769	0	40 027 777	134 897 339	407 347	168 420 141	0	171 609 604	3 189 463

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	Affectation 2019	Total	Engagement 2019 sur TF
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	0,00	0,06	40,03	39,95	20,88
	Total	0,00	0,06	40,03	39,95	20,88

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2018	Eng 2019	2019	2020	2021	> 2021	Total
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	114,81	153,99	168,42	86,77	12,77	0,83	268,79
		PLR	113,23	155,78	171,61	77,12	20,28	0,00	269,01
	Écarts (PLR-PLF)		-1,58	1,79	3,19	-9,65	7,51	-0,83	0,21

Action 06

Politiques des ressources humaines

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		155 613 242	155 613 242	-5 619	151 288 840	151 283 221
06.03 – Reconversion		38 658 388	38 658 388	-5 619	34 559 673	34 554 054
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		116 954 854	116 954 854		116 729 167	116 729 167
Crédits de paiement		155 663 192	155 663 192	-5 619	147 082 885	147 077 266

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
06.03 – Reconversion		37 658 388	37 658 388	-5 619	33 375 797	33 370 178
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		118 004 804	118 004 804		113 707 087	113 707 087

CONTENU DE L'ACTION

Cette action, structurée en deux sous-actions, regroupe les crédits destinés à la mise en œuvre des politiques de ressources humaines, conduites au niveau ministériel, dont l'accompagnement et le reclassement du personnel militaire (sous-action n°06-03 « Reconversion »), l'action sociale, la formation professionnelle du personnel civil et la couverture des frais de gestion pour prestation administrative (sous-action n°06-04 « Action sociale et autres politiques de ressources humaines »).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-5 619		-5 619
Rémunérations d'activité		-5 619		-5 619
06.03 – Reconversion		-5 619		-5 619
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	155 455 242	138 188 234	155 401 242	133 895 495
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	155 455 242	138 188 234	155 401 242	133 895 495
06.03 – Reconversion	38 500 388	33 640 376	37 500 388	32 083 826
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	116 954 854	104 547 859	117 900 854	101 811 669
Titre 5 : Dépenses d'investissement	100 000	12 521 586	203 950	12 608 250
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	100 000	12 520 821	203 950	12 607 485
06.03 – Reconversion	100 000	879 298	100 000	1 251 972
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		11 641 523	103 950	11 355 513
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		765		765
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		765		765
Titre 6 : Dépenses d'intervention	58 000	579 020	58 000	579 140
Transferts aux ménages		539 020		539 140
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		539 020		539 140
Transferts aux autres collectivités	58 000	40 000	58 000	40 000
06.03 – Reconversion	58 000	40 000	58 000	40 000
Total	155 613 242	151 283 221	155 663 192	147 077 266

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 6

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2019 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	153 573 233	2 040 009	0	165 525 292	9 912 050	153 623 183	2 040 009	159 862 431	4 199 239
	Total	153 573 233	2 040 009	0	165 525 292	9 912 050	153 623 183	2 040 009	159 862 431	4 199 239

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (en M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng. restant à payer à fin 2018	Eng. 2019	2019	2020	2021	> 2021	Total
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	41,95	155,16	155,21	36,11	0,85	4,93	197,11
		PLR	43,82	165,53	159,86	28,49	5,75	15,25	209,349
	Écarts (PLR-PLF)		1,88	10,36	4,65	-7,63	4,90	10,31	12,24

RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ATTENDUS ET RESSOURCES EXCEPTIONNELLES (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	2 040 009	1 367 671	-672 338
	Total	2 040 009	1 367 671	-672 338

Sous-action 06.03

Reconversion

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Les crédits de cette sous-action sont dédiés :

- au financement des prestations de reconversion délivrées par l'agence de reconversion de la Défense (ARD), dénommée « Défense Mobilité » hors mesures de restructurations, dont les crédits de reconversion figurent à l'action 10 « Restructurations » ;
- au financement des frais de déplacement des militaires inscrits dans un parcours de reconversion ;
- aux dépenses de soutien de l'activité de reconversion, telles que l'acquisition de documentation technique, les dépenses de marketing opérationnel (« job dating », rencontres entreprises, etc.), les frais de déplacement temporaire des agents affectés au sein de l'ARD et, enfin, diverses dépenses de fonctionnement courant non prises en charge par les organismes de soutien ;
- à l'équipement et aux activités de formation du centre militaire de formation professionnelle (CMFP) implanté à Fontenay-le-Comte.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures ont été les suivantes :

- l'amélioration des conditions de formation des stagiaires du CMFP ;
- le financement de stages au profit des militaires inscrits dans un parcours de reconversion ;
- en 2019, l'ARD a capté 2 221 nouveaux conjoints et réalisé 2 159 reclassements (en hausse de 2,6 % par rapport à 2018), 80 % des conjoints ayant validé un projet professionnel ont retrouvé un emploi dans les 6 mois.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Pour la mise en œuvre de la politique de reconversion des militaires quittant les armées, le montant des engagements s'élève à 35,7 M€ pour une ressource inscrite en loi de finances initiale (LFI 2019) qui s'élevait à 38,7 M€, soit une sous-consommation de -2,9 M€ en AE.

Le montant des paiements s'élève à 33,5 M€, pour une ressource inscrite en LFI de 37,7 M€, soit une sous-consommation de -4,2 M€ en CP.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE			
		Loi finances initiale	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accompagnement de la reconversion	35 217 910	0	31 729 656	-3 488 254
OB	Fonctionnement courant	899 706	0	672 897	-226 809
OB	Soutien des matériels communs	600 000	0	1 518 407	918 407
OB	Soutien du dispositif de reconversion	1 940 772	0	1 812 224	-128 548
	Total	38 658 388	0	35 733 185	-2 925 203

Niveau	Description	CP				Volume	Unité d'œuvre	Ratio
		Loi finances initiale	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation/ Prévisions			
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)			
OB	Accompagnement de la reconversion	34 217 910	0	29 296 979	-4 920 931	10 524	Nb de stagiaires	2783
OB	Fonctionnement courant	899 706	0	854 422	-45 284	653	Effectifs autorisés ARD	1308
OB	Soutien des matériels communs	600 000	0	1 697 019	1 097 019	793	Nb de stagiaires CMFP	2140
OB	Soutien du dispositif de reconversion	1 940 772	0	1 597 061	-343 711	653	Effectifs autorisés ARD	2446
	Total	37 658 388	0	33 445 481	-4 212 907			

Dans le détail, les écarts relèvent des opérations budgétaires (OB) suivantes :

OB « Accompagnement de la reconversion »

Cette OB affiche une sous-consommation de -3,5 M€ en AE. Cet écart s'explique par trois composantes principales :

- Les gains en matière d'achat réalisés lors de la contractualisation de la formation professionnelle (accord-cadre ministériel bilan de compétences et marchés de formation tertiaire – multiservices). Le gain sur 12 mois est de 0,76 M€.
- La révision à la baisse des objectifs de dépenses budgétaires liés la mise en œuvre du plan « Famille » (-2 M€) : L'ouverture des marchés de l'ARD aux conjoints a été prise en compte en 2019, les effets sont attendus sur 2020, avec une projection de 1 000 conjoints suivis par l'offre de service de l'ARD.
- Les frais de déplacements qui baissent du fait de la prise en compte des frais de mission à titre annexe dans les marchés de formation professionnelle (-0,5 M€)

À titre résiduel, une baisse du nombre de candidats à la reconversion a également été constatée.

En CP, cette OB affiche une sous-consommation de -4,9 M€. Cette sous-consommation en CP s'explique par un décalage des paiements du « plan Famille » sur l'année 2020 (-2,3 M€), des annulations de dettes antérieures (-1,2 M€), ainsi que par des frais engagés sur les marchés, sous-consommations indiquées supra (frais de déplacements pour 0,5 M€, l'effet des gains et la baisse du nombre de candidats pour 0,9 M€).

OB « Fonctionnement courant »

En AE, l'écart de -0,23 M€ se justifie par le décalage sur l'année 2020 d'un plan d'équipement informatique.

OB « Soutien des matériels communs »

Cette OB présente une surconsommation de +0,92 M€ en AE et une surconsommation de +1,10 M€ en CP.

En AE, cette surconsommation s'explique principalement par des frais d'adaptation bâtementaire destinés à créer un pôle d'excellence informatique en capacité d'accueillir de nouveaux stagiaires et ainsi s'adapter à la demande d'emploi des secteurs d'activités porteurs.

Concernant les CP, la surconsommation s'explique par les mêmes éléments indiqués ci-dessus.

OB « Soutien du dispositif de reconversion »

La sous-consommation de -0,13 M€ en AE et de -0,34 M€ en CP, est due principalement à des économies réalisées en matière de frais de déplacement du personnel et par des moindres besoins en formation « métier ».

Sous-action 06.04

Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action regroupe les crédits propres à l'action sociale du ministère, à la politique de formation du personnel civil et à la couverture de frais de gestion pour prestation administrative.

La politique sociale mise en œuvre par le ministère des armées, en complément des dispositifs gouvernementaux de droit commun, vise à compenser les obligations professionnelles spécifiques des agents du ministère (mobilité, disponibilité, durée réduite des carrières militaires, stationnement dans des garnisons isolées et peu favorisées) par des mesures de cohésion sociale.

La sous-action 04 est également consacrée à différentes actions menées en faveur du personnel civil des armées, telles que la formation pour l'adaptation à l'emploi et le perfectionnement des compétences, la promotion professionnelle ainsi que le maintien dans l'emploi et le renforcement de l'insertion des personnes handicapées.

Enfin, elle comprend les crédits visant à couvrir les frais de gestion versés :

- à la Caisse des dépôts et des consignations gérant le fonds des "rentes accidents du travail des ouvriers civils des établissements militaires" (RATOCEM).
- à Pôle emploi en charge de l'indemnisation du chômage des personnels civils et militaires non restructurés de la défense.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

LA DOTATION DE CETTE SOUS-ACTION AVAIT ÉTÉ FIXÉE EN 2019 À 114,91 M€ EN AE ET À 115,96 M€ EN CP. L'ÉCART ENTRE LES AE ET LES CP (+1,05 M€) EST DÛ NOTAMMENT À L'ENGAGEMENT PLURIANNUEL RÉALISÉ EN 2017 AU TITRE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS.

L'ENSEMBLE DES CRÉDITS A ÉTÉ CONSOMMÉ ET A PERMIS DE FINANCER LA TOTALITÉ DES BESOINS EXPRIMÉS PAR LES SERVICES MÉTIERS AFIN DE POURSUIVRE LE « PLAN FAMILLE » NOTAMMENT ET LES POLITIQUES D'APPRENTISSAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les crédits de l'action sociale recouvrent principalement les dépenses suivantes :

- les prestations sociales ministérielles et interministérielles au profit des ressortissants des armées, sous forme de subventions versées à l'IGeSA et aux associations, d'aides attribuées aux organismes de protection sociale complémentaire et de crédits gérés de manière centralisée ou déconcentrée ;

- le fonctionnement courant de l'action sociale.

Les crédits de formation et d'instruction couvrent des actions de formation initiale et continue du personnel civil des armées.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE			
		Loi finances initiale	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
CB	Action Sociale - Accpmnt RH en faveur du handicap	232 150	450 000	1 793 110	1 110 960
CB	Action sociale - Prestations interministérielles	5 580 000	0	5 617 384	37 384
CB	Action sociale - Prestations ministérielles	93 901 060	881 412	102 397 777	7 615 305
CB	Actions RH insertion des personnes handicapées	267 850	450 000	116 438	-601 412
CB	Fonctionnement courant	1 073 000	8 597	1 077 073	-4 524
CB	Formation et instruction	12 064 989	250 000	16 617 110	4 302 121
CB	Frais de gestion pour prestation administrative	1 795 796	0	2 173 217	377 421
	Total	114 914 845	2 040 009	129 792 107	12 837 253

Niveau	Description	CP				Volume	Unité d'œuvre	Ratio
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions			
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)			
CB	Action Sociale - Accpmnt RH en faveur du handicap	232 150	450 000	1 515 271	833 121	325	Nombre de bénéficiaires	4,662
CB	Action sociale - Prestations interministérielles	5 580 000	0	5 446 187	-133 813	4 322 370	Nombre de repas servis	1,26
CB	Action sociale - Prestations ministérielles	94 951 010	881 412	103 267 130	7 434 708			
CB	Actions RH insertion des personnes handicapées	267 850	450 000	463 815	-254 035			
CB	Fonctionnement courant	1 073 000	8 597	1 099 109	-22 488	629	Efficacit soutenu	1,684
CB	Formation et instruction	12 064 989	250 000	12 736 138	421 149			
CB	Frais de gestion pour prestation administrative	1 795 796	0	1 929 300	133 504			
	Total	115 964 795	2 040 009	126 416 950	8 412 146			

Par rapport à la LFI 2019, la consommation des crédits est supérieure de +12,83 M€ en AE et de +8,41 M€ en CP. Cette évolution résulte principalement de deux facteurs :

- le versement à l'IGeSA d'un complément de ressources pour financer, dans le cadre du « Plan famille », 5 crèches dont la direction centrale du service d'infrastructure de la défense (DCSID) lui a confié la maîtrise d'ouvrage ;
- une hausse des dépenses sur l'apprentissage et le handicap.

OB « Action sociale – Accompagnement RH en faveur du handicap »

Les aménagements de postes de travail pour les personnels handicapés sont financés pour une large partie par les ressources extrabudgétaires provenant du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHPF). L'écart par rapport à la prévision LFI de +1,1 M€ en AE et +0,8 M€ en CP, résulte essentiellement d'une forte augmentation de la prise en charge du transport adapté pour le personnel en situation de handicap.

OB « Action sociale – Prestations ministérielles »

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Opérations d'action sociale - prestations ministérielles -	Consommation en AE	Consommation en CP	Volume	Unité d'œuvre	Ratio (en CP)
Actions collectives	1 079 103	853 380	380 471	Nombre de ressortissants	2,24
Aide aux organismes de PSC	10 001 370	10 056 127	281 321	Nombre de bénéficiaires	35,75
Chèques sociaux	500 000	420 000	954	Nombre de dossiers	440,25
Construction de crèches	11 561 850	11 333 235	6	Nombre d'opérations	1 888 872,55
Crèches et autres actions pour la garde d'enfants	6 611 933	6 922 606	938	Nombre de berceaux	7 380,18
Soutien structures (centres sociaux, MEACS, etc.)	1 860 298	1 902 559	213 803	Surface bâtie développée	8,90
Subvention IGESA	69 793 990	69 793 990	380 471	Nombre de ressortissants	183,44
Subventions aux associations	989 233	1 985 233	26	Nombre de bénéficiaires	76 355,13
TOTAL	102 397 777	103 267 130			

Les dépenses effectuées sur cette OB traduisent une surconsommation de +7,6 M€ en AE et +7,4 M€ en CP. L'écart constaté est principalement lié au versement de l'allocation exceptionnelle de 11,25 M€ destiné à l'IGeSA afin de financer, dans le cadre du « Plan famille », 5 crèches modulaires qui verront le jour à l'horizon 2021-2022.

Les éléments explicatifs des dépenses sur cette OB sont décrits ci-après et résultent de la combinaison de plusieurs facteurs.

Actions collectives

Ces dépenses englobent les prestations sociales collectives telles que les actions sociales communautaires et culturelles (ASCC) au profit des personnels stationnés en opérations extérieures et le soutien psychologique au profit des familles de militaires en opération extérieure ou intérieure. La sous-consommation de 0,25 M€ en AE est portée essentiellement sur le dispositif de soutien psychologique. La sous-consommation plus importante en CP (-0,47 M€) est essentiellement liée au décalage du paiement de l'arbre de Noël 2019 sur la gestion 2020.

Aides aux organismes de PSC

La mise en œuvre du nouveau référencement de la PSC en 2018 ne s'est pas réalisée de façon optimale ce qui a conduit :

- d'une part, à récupérer une grande partie des acomptes versés en 2018, permettant ainsi le financement sous enveloppe budgétaire de l'ensemble des besoins supplémentaires de l'action sociale et de la formation ;
- et, d'autre part, à réajuster le montant des acomptes versés en 2019 à hauteur de 10 M€, soit une sous-consommation de 4,1 M€ par rapport à la LFI.

Construction de crèches

Cette enveloppe couvre les dépenses de la crèche de la Valbonne, construite dans le cadre d'un partenariat « public-privé ». Cette structure, ouverte en septembre 2011, s'inscrit dans le plan « une crèche par base de défense ». Arrivant à échéance en 2019, le contrat a été soldé par une dernière facture traduisant une surconsommation en AE et CP de +0,08 M€. Vient s'ajouter à cette dépense, un versement exceptionnel de 11,25 M€ accordé à l'IGeSA, pour le financement de 5 crèches ministérielles dont la direction centrale du service d'infrastructure de la défense (DCSID) lui a confié la maîtrise d'ouvrage.

Soutien aux structures

Ce poste couvre l'ensemble des dépenses liées au soutien et à l'entretien courant des immeubles dont la DRH-MD est attributaire (établissements sociaux et familiaux, centres de vacances), gérés par l'IGeSA. La sous-consommation sur ce poste de dépense (-0,44 M€) en AE est liée à des reports sur la gestion 2020, de travaux programmés initialement prévus en 2019. L'écart en CP (-0,4 M€) est lié au décalage technique entre AE et CP.

Subvention aux associations

Le ministère a apporté en 2019 un soutien financier à 26 associations œuvrant dans le domaine social pour 0,99 M€ en AE et 1,9 M€ en CP.

L'écart de +0,7 M€ en AE/CP ne tient pas compte des remboursements des subventions versées pour la pratique des sports aériens à hauteur de 0,3 M€. Aussi, l'écart réel s'élève à 0,4 M€. Il correspond à l'attribution d'une subvention à France Horizon (0,34 M€) et au complément de subvention versé à la Fédération des Clubs de Défense (FCD) pour 0,06 M€.

OB « Action RH pour l'insertion des personnes handicapées »

L'écart par rapport à la prévision LFI de -0,6 M€ en AE et -0,3 M€ en CP résulte principalement de la combinaison de deux facteurs :

- la non-réception du fonds de concours FIPH attendu pour 2019 (-0,45 M€ en AE et CP) ;
- les aides techniques aux personnes handicapées et actions de sensibilisation qui ont été moins nombreuses que prévues (-0,15 M€ en AE).

OB « Formation et instruction »

La consommation est supérieure en AE de + 4,3 M€ et de + 0,4 M€ en CP. Ces évolutions résultent principalement de la combinaison de deux facteurs :

- la poursuite de la montée en puissance de l'apprentissage conformément à l'objectif gouvernemental de recrutement d'apprentis dans la fonction publique (+ 5 M€ en AE et + 2,2 M€ en CP) ;
- l'absence de succès rencontré par le dispositif du « compte personnel de formation » (1,2 M€ en AE et CP).

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles par opération budgétaire est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart (consommation – prévisions)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	2 040 009	1 367 671	- 672 338
	Total	2 040 009	1 367 671	- 672 338

Les ressources extrabudgétaires sont inférieures aux prévisions initiales.

L'écart de 0,67 M€ par rapport aux prévisions LFI s'explique par le décalage en 2020 du versement de l'annuité 2019 du FIPH suite à la signature tardive de la convention triennale 2019-2021 (- 0,9 M€) ; les remboursements de formations dispensées par le CFD (- 0,01 M€) et une participation des caisses d'allocations familiales supérieure (+ 0,24 M€) en provenance principalement du versement lié au plan pluriannuel d'investissement pour la création de la crèche de Besançon.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 08

Politique culturelle et éducative

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		29 098 080	29 098 080		36 609 879	36 609 879
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		25 696 798	25 696 798		33 805 339	33 805 339
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 401 282	3 401 282		2 804 540	2 804 540
Crédits de paiement		46 293 354	46 293 354		47 122 924	47 122 924
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		42 892 072	42 892 072		43 732 490	43 732 490
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 401 282	3 401 282		3 390 434	3 390 434

CONTENU DE L'ACTION

Le ministère des armées sensibilise le public à la culture et à l'histoire militaires grâce à un important patrimoine composé d'archives, de collections conservées dans des musées et des bibliothèques, et de monuments, au service d'une meilleure compréhension de l'esprit de défense par la Nation.

Le développement de la politique culturelle du ministère est assuré par la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA), qui en assure la coordination et la promotion au moyen d'expositions, de colloques, de concerts ou d'un soutien à des œuvres artistiques et à des ouvrages historiques visant à faire connaître la culture et l'histoire militaires.

La DPMA assure également la conduite de la politique des archives du ministère des armées dont l'opérateur principal est le service historique de la défense (SHD, service à compétence nationale rattaché à la DPMA). Elle finance et dirige la numérisation et la restauration de documents d'archives et de bibliothèques et les propose en consultation sur plusieurs sites dont le site « mémoire des hommes ».

Les trois musées des armées (établissements publics administratifs placés sous la tutelle de la DPMA) concourent à cette politique en leur qualité d'opérateur, par la richesse de leurs collections. Engagés dans une politique de modernisation, ils proposent une vision historique et contemporaine des enjeux de la défense nationale.

L'action 08 « Politique culturelle et éducative » est composée de deux sous-actions, l'une principalement dédiée aux musées, l'autre consacrée au service historique de la défense (SHD).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	26 083 691	25 725 539	26 083 691	26 401 920
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 346 282	3 767 747	4 346 282	4 444 128
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	945 000	1 310 340	945 000	1 295 342
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	3 401 282	2 457 407	3 401 282	3 148 786
Subventions pour charges de service public	21 737 409	21 957 792	21 737 409	21 957 792
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	21 737 409	21 957 792	21 737 409	21 957 792
Titre 5 : Dépenses d'investissement		347 133		241 649
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		347 133		241 649

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		347 133		241 649
Titre 6 : Dépenses d'intervention	609 328	562 946	609 328	529 021
Transferts aux ménages	126 000	106 000	126 000	106 000
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	126 000	106 000	126 000	106 000
Transferts aux collectivités territoriales		5 000		5 000
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		5 000		5 000
Transferts aux autres collectivités	483 328	451 946	483 328	418 021
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	483 328	451 946	483 328	418 021
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	2 405 061	9 974 261	19 600 335	19 950 335
Dotations en fonds propres	2 405 061	9 974 261	19 600 335	19 950 335
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	2 405 061	9 974 261	19 600 335	19 950 335
Total	29 098 080	36 609 879	46 293 354	47 122 924

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

Sous-action 08.01

Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action regroupe l'ensemble des moyens consacrés à la valorisation de la culture de défense auprès du grand public via les actions culturelles, les archives, les bibliothèques et les musées de tradition du ministère des armées.

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagemen s hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consomma tion	Écart Consomma tion / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Patrimoine et actions culturelles	945 000	0	554 950	-390 050	945 000	0	683 923	-281 077
OB	Subventions et transferts	24 751 798	0	32 572 999	7 821 201	41 947 072	0	42 515 148	568 076
	Total	25 696 798	0	33 127 949	7 431 151	42 892 072	0	43 179 071	286 999

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année ont concerné :

- la réalisation des travaux de vidéo-surveillance des espaces permanents et de réhabilitation des réserves du musée de l'armée ;

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- la poursuite de la rénovation du musée de la marine, avec le démarrage des travaux gros œuvre au palais de Chaillot ;
- l'achèvement de la rénovation de la présentation des collections du musée de l'air et de l'espace au sein de l'aérogare au Bourget.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de l'agrégat fonctionnement concernent principalement les subventions pour charges de service public (SCSP) et les dotations en fonds propres (DFP) attribuées aux trois musées.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENT ANNEE 2019 (EN €)**

Cette sous-action présente une consommation de 33,1 M€ en AE et de 43,2 M€ en CP, soit une surconsommation de 7,43 M€ en AE. Dans le détail, les écarts constatés relèvent des opérations budgétaires (OB) suivantes :

OB « patrimoine et actions culturelles »

L'OB présente une consommation de 0,5 M€ en AE et de 0,7 M€ en CP. La sous-consommation de -0,39 M€ en AE s'explique par une diminution du montant des marchés de numérisation et par le décalage du marché de rétrocatalogage. La sous-consommation de -0,28 M€ en CP provient d'une dépense moins élevée que prévue en fin d'exercice.

OB « subventions et transferts »

L'OB présente une consommation de 32,6 M€ en AE et de 42,5 M€ en CP. L'OB affiche une surconsommation de 7,82 M€ en AE, s'expliquant principalement par le financement de travaux supplémentaires relatifs à la rénovation du musée de la marine et par la compensation de pertes de recettes consécutives à la gratuité accordée aux enseignants au titre de l'année 2018.

MUSEE	TITRE	AE			CP		
		LFI	Exécution	Ecart	LFI	Exécution	Ecart
Musé de l'armée	T3	7 827 902	7 978 630	150 728	7 827 902	7 978 630	150 728
	T7	1 040 000	1 040 000	-	1 040 000	1 040 000	-
	TOTAL	8 867 902	9 018 630	150 728	8 867 902	9 018 630	150 728
Musée de l'air et de l'espace	T3	4 822 128	4 862 134	40 006	4 822 128	4 862 134	40 006
	T7	972 000	1 322 000	350 000	972 000	1 322 000	350 000
	TOTAL	5 794 128	6 184 134	390 006	5 794 128	6 184 134	390 006
Musée de la marine	T3	9 087 379	9 117 028	29 649	9 087 379	9 117 028	29 649
	T7	393 061	7 612 263	7 219 202	17 588 335	17 588 335	-
	TOTAL	9 480 440	16 729 291	7 248 851	26 675 714	26 705 363	29 649
TOTAL	T3	21 737 409	21 957 792	220 383	21 737 409	21 957 792	220 383
	T7	2 405 061	9 974 263	7 569 202	19 600 335	19 950 335	350 000

Les musées ont perçu l'intégralité des subventions prévues en LFI, complétées par les subventions exceptionnelles suivantes :

- musée de l'armée : +0,15 M€ en AE et en CP en titre 3 destinés au soutien à la saison musicale (pour un montant de 0,05 M€) et à la compensation liée à la gratuité accordée aux enseignants en 2018 (pour un montant de 0,10 M€) ;

- musée de l'air et de l'espace : +0,04 M€ en AE et en CP en titre 3 (compensation liée à la gratuité accordée aux enseignants en 2018) et +0,35 M€ en AE et en CP en titre 7 (travaux de mise en sécurité des fusées Ariane I et V exposées) ;
- musée national de la marine : +0,03 M€ en AE et CP en titre 3 (compensation liée à la gratuité accordée aux enseignants 2018) et +7,22 M€ en AE en titre 7 (travaux supplémentaires liés à la rénovation du Palais de Chaillot et inscrits dans la convention OPPIC).

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles par opération budgétaire est la suivante :

niveau OB	Prévision LFI	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
Patrimoine et actions culturelles	0	12 683	+12 683
Total	0	12 683	+12 683

L'écart constaté par rapport à la LFI de + 12 683 € s'explique par la perception des recettes prévues au titre des contrats de coéditions.

Sous-action 08.02

Gestion et communication des archives historiques de la défense

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action finance les dépenses du service historique de la défense (SHD) qui a pour mission, d'une part la collecte, la conservation et la communication des archives du ministère des armées, et d'autre part la sauvegarde et l'enrichissement des collections et des fonds, ainsi que leur valorisation.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année ont concerné :

- les actions de valorisation des fonds auprès du public au travers d'expositions (Histoire du service national, deux siècles d'affiches militaires), de colloques nationaux et internationaux ainsi que de médiation culturelle ou pédagogique ;
- la poursuite des opérations de sauvegarde des fonds et collections, notamment dans le cadre du chantier Archipel (archivage électronique) ;
- le déploiement d'un nouveau site internet ;
- la poursuite des opérations de restauration des œuvres détenues dans les collections (notamment soie des étendards et drapeaux des régiments) et l'enrichissement de celles-ci (acquisitions de monographies, de livres anciens et d'insignes militaires).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

Les dépenses comprennent :

- un budget « cœur de métier » destiné à la conservation des archives du ministère et des collections de symbolique, ainsi qu'à la valorisation de ses fonds d'archives et de ses collections patrimoniales à

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

travers la publication d'ouvrages, la réalisation d'expositions et l'organisation de colloques destinés à valoriser les travaux de recherche historique effectués au SHD ;

- un budget de soutien aux actions « cœur de métier » qui concerne principalement les entités du service historique de la défense (SHD) implantés à Vincennes et en province (Pau, Châtelleraut, Caen, Le Blanc, Brest, Lorient, Cherbourg, Rochefort et Toulon).

Niveau	Description	AE				CP				Volume	Unité d'œuvre	Ratio
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions			
		-1	-2	-3	(4)=(3)-(1)-(2)	-1	-2	-3	(4)=(3)-(1)-(2)			
OB	Déplacements et transports	180 000	0	222 845	42 845	180 000	0	223 277	43 277	1005	nbre de missions	222
OB	Fonctionnement courant	103 000	0	116 945	13 945	103 000	0	117 148	14 148			ND
OB	Formation et instruction	85 000	0	100 942	15 942	85 000	0	111 682	26 682	188	nb de jours de formation	509
OB	Patrimoine et actions culturelles	2 873 282	180 000	3 846 873	613 591	2 873 282	180 000	3 742 628	709 346			ND
	Total	3 241 282	180 000	4 087 805	686 523	3 241 282	180 000	4 234 734	833 452			

Cette sous-action affiche une consommation totale de 4,1 M€ d'AE et de 4,2 M€ de CP, soit une surconsommation en AE de 0,69 M€ et de 0,83 M€ en CP. Le détail par opération budgétaire (OB) est présenté ci-après.

OB « déplacements et transports »

La surconsommation de crédits en AE/CP constatée sur cette OB, de 0,04 M€, est liée au chantier Archipel et à l'intensification de la médiation culturelle et pédagogique.

OB « Fonctionnement courant »

La surconsommation de crédits de 0,01 M€ en AE et de +0,05 M€ en CP s'explique par la finalisation d'opérations prévues initialement en 2018 (La Poste notamment).

OB « Formation et instruction »

La surconsommation de crédits en AE de 0,02 M€ et de 0,03 M€ en CP constatée sur cette OB s'explique par le report sur 2019 de formations n'ayant pu être programmées en 2018.

OB « Patrimoine et actions culturelles »

Cette OB affiche une surconsommation de 0,61 M€ en AE et de 0,71 M€ en CP. Elle est essentiellement liée à la professionnalisation des expositions (0,2 M€) et à la poursuite de la transformation numérique (Archipel et nouveau site internet) pour 0,33 M€.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles par opération budgétaire est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
OB	Patrimoine et action culturelle	180 000	148 334	-11 666
	Total	180 000	148 334	-11 666

La sous-consommation de -11 666 € entre la prévision LFI et l'exécuté 2019 résulte d'un recouvrement de créances non réalisé à ce jour.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 8

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2019 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart utilisation / prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	28 938 080	160 000	0	37 215 553	8 117 473	46 133 354	160 000	47 413 805	1 120 451
	Total	28 938 080	160 000	0	37 215 553	8 117 473	46 133 354	160 000	47 413 805	1 120 451

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements					Total
			Eng restants à payer à fin 2018	Eng 2019	2019	2020	2021	> 2021		
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	47,8	29,07	46,26	29,99	0,00	0,00	76,26	
		PLR	42,86	37,22	47,41	14,48	13,11	5,18	80,17	
	Ecart (PLR-PLF)		-4,24	8,15	1,15	-15,53	13,11	5,18	3,91	

Action 10

Restructurations

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		52 109 262	52 109 262		18 200 935	18 200 935
Crédits de paiement		73 671 531	73 671 531		73 138 508	73 138 508

CONTENU DE L'ACTION

L'action 10 concerne la mise en œuvre des restructurations décidées dans le cadre de la réforme du ministère des armées.

La politique d'accompagnement des restructurations se concrétise par trois types de mesures : un accompagnement social des restructurations ; un accompagnement économique des restructurations ; la mise en œuvre d'un nouveau plan de stationnement.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- un **accompagnement social** des restructurations, qui regroupe des crédits de titre 2 ainsi que des crédits hors titre 2 relatifs à la politique d'accompagnement des ressources humaines liées aux restructurations ;
- un **accompagnement économique** des restructurations, qui se traduit par un soutien financier aux territoires affectés par une restructuration de la Défense. Ces crédits ont donc vocation à aider les collectivités locales à reconverter les emprises libérées et à favoriser le développement d'activités nouvelles.
- la mise en œuvre d'un **nouveau plan de stationnement**, qui concentre les crédits de la politique immobilière gérés par la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), afin de réaliser l'adéquation du parc immobilier aux besoins du ministère.

En 2019, le ministère des armées a engagé par le biais du Fonds pour les restructurations de la défense (FRED) les montants suivants :

- 1,95 M€, au titre des restructurations de la LPM 2008-2014 : contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD) de la Polynésie Française, de Varennes-sur-Allier, de Châteaudun, PLR du Haut-Rhin ;
- 4,37 M€, au titre des restructurations de la LPM 2014-2019 : CRSD de Châlons-en-Champagne, Dijon, Creil, Drachenbronn.

Dans le cadre des restructurations de la LPM 2014-2019, le dernier contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD) a été signé, le 30 décembre 2019 pour 5 M€ au titre du FRED et 2,72 M€ au titre du FNADT (fonds national d'aménagement et de développement du territoire) et concerne la fermeture de l'élément air rattaché de Châteaudun.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique (OS) intègre les crédits relatifs aux volets social et économique de l'accompagnement des restructurations.

Niveau	Description	AE			
		Loi finances initiale	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accompagnement de la reconversion	31 862	0	1 318	-30 544
OB	Accompagnement de la réorientation professionnelle	15 500	0	0	-15 500
OB	Accompagnement des restructurations	7 570 568	0	6 322 634	-1 247 934
OB	Action sociale - Prestations ministérielles	180 000	0	180 000	0
OB	Frais de gestion pour prestation administrative	131 233	0	138 777	7 544
OB	Soutien du dispositif de reconversion	0	0	0	0
OB	Formation et instruction	155 000	0	99 616	-55 384
Total		8 084 163	0	6 742 344	-1 341 819

Niveau	Description	CP				Volume	Unités d'œuvre	Ratio
		Loi finances initiale	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions			
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)			
OB	Accompagnement de la reconversion	31 862	0	27 484	-4 378	10	Nb de stagiaires	2 748
OB	Accompagnement de la réorientation professionnelle	15 500	0	0	-15 500	0	Nb de stagiaires	-
OB	Accompagnement des restructurations	13 055 523	0	12 491 568	-563 957			
OB	Action sociale - Prestations ministérielles	180 000	0	180 000	0			
OB	Frais de gestion pour prestation administrative	131 233	0	138 777	7 544			
OB	Soutien du dispositif de reconversion	0	0	0	0			
OB	Formation et instruction	155 000	0	66 358	-88 642	ND	Nb de jours de formation	ND
Total		13 569 118	0	12 904 184	-664 934			

OB « Accompagnement de la reconversion » et OB « Accompagnement de la réorientation professionnelle »

En l'absence de restructuration majeure depuis plusieurs années, les engagements et les paiements ont été réduits. Pour ces deux OB, le montant cumulé des engagements s'élève à 0,001 M€ pour une ressource inscrite en loi de finances initiale (LFI 2019) de 0,05 M€ soit, une sous-consommation de -0,04 M€ en AE et en CP.

Les paiements cumulés se sont élevés à 0,03 M€ pour une ressource inscrite en LFI de 0,05 M€, soit une sous-consommation de -0,02 M€. L'écart est principalement lié au moindre besoin en matière de réorientation professionnelle au profit du personnel civil dans le cadre des restructurations.

OB « Accompagnement des restructurations »

En 2019, 184 projets, opérations ou tranches d'opérations ont été réalisés pour un montant de 12,49 M€ en CP.

Ces 184 projets finançaient :

- des projets locaux (10,98 M€) portés par :
 - des contrats de redynamisation de sites de défense (8,64 M€)
 - des plans locaux de redynamisation (1,66 M€)
 - des dossiers de la commission nationale du FRED (0,43 M€)
 - des contrats de plan État-région (0,25 M€)
- le soutien aux prêts SOFIRED mis en œuvre par BPI-France pour le ministère des armées (1,51 M€).

L'écart constaté en AE entre la prévision et la réalisation (-1,25 M€) s'explique par des engagements inférieurs à ceux qui étaient programmés au PAP 2019 sur les CRSD de Creil, de Drachenbronn, de Luxeuil-les-Bains et de la Polynésie Française.

Le fonds pour les restructurations de la période 2008-2014, doté en LPM de 213,33 M€, est ainsi engagé pour 192,62 M€, et payé pour 167,93 M€.

Vingt-huit contrats d'accompagnement de restructuration sont soldés fin 2019, dont 11 sur l'exercice 2019. Sur les 27 autres contrats clos, 10 sont soldés à plus de 80 %.

L'état des contrats financés par le fonds de restructuration de la défense (FRED) peut donc se présenter ainsi :

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

	LPM 2008-2014	LPM 2014-2019	
<i>a. Contrats soldés (dette de l'État éteinte) :</i>	28	0	CRSD de Givet, Arras, Barcelonnette, Provins-Sourdun, Briançon, Langres, Châteauroux, Metz, Joigny, Dieuze et Guéret ; PLR des Landes, de la Creuse, de Moselle, de la Manche, du Nord, d'Ille et Vilaine, de Meurthe et Moselle, du Rhône, de la Loire-Atlantique, de Haute-Garonne, du Finistère, de l'Eure et Loir, de l'Yonne, de l'Hérault, de la Réunion, de la Marne et des Yvelines ; PLR du Tarn et Garonne (non signé, préfinancement seulement)
<i>b. Contrats clos (dette de l'État figée mais continuant de courir) :</i>	27	0	CDE de Commercy, CRSD de Caen, Cambrai, Limoges, La Rochelle, Laval, Noyon, Martinique, Bourg-Saint-Maurice, Brétigny, Laon-Couvron, Reims, Vernon et Châteaudun (I) ; PLR de la Nièvre (Château-Chinon), de l'Oise (Compiègne), du Gard, de la Gironde, de la Meuse, de la Nièvre (Fourchambault), de la Dordogne, de l'Oise (Senlis), de la Guadeloupe, du Maine-et-Loire, des Bouches du Rhône, du Val d'Oise et du Haut-Rhin
<i>c. Contrats vivants (susceptibles de générer de nouveaux engagements) :</i>	3	6	LPM 2008-2014 : CRSD de Polynésie, Luxeuil les Bains et Varennes sur Allier LPM 2014-2019 : CRSD et CAR de Châlons-en-Champagne, CRSD de Dijon, Creil, Drachenbronn et Châteaudun (II).
Stock de contrats signés gérés :	58	6	

À ces contrats s'ajoute le volet territorial du CPER 2016 de Champagne Ardenne concernant la rénovation du fort de Charlemont à Givet.

OB « Formation et instruction »

La sous-consommation en AE et en CP par rapport à la prévision LFI s'explique par une demande de formation en réorientation professionnelle vers le secteur privé moins importante que prévu en 2019.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURE DE DÉFENSE****1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique (OS) « Infrastructure de défense » comprend les crédits destinés à financer la réalisation du plan de stationnement des forces issu des réformes de 2008 (REORG1) et de la LPM 2014-2019 (REORG 2). Ces crédits sont désormais regroupés dans une opération budgétaire unique intitulée « Restructurer les sites ». Celle-ci comprend deux activités budgétaires qui financent pour l'une, les opérations de densification des sites conservés (« Mettre en œuvre les restructurations de sites ») et pour l'autre, la préparation de la cession des sites déclarés inutiles aux besoins des armées et aux frais induits par leur gardiennage (« Accompagner les cessions immobilières »).

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE				
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
ACT	Mettre en œuvre les restructurations de sites	32 145 000	0	0	12 808 114	-19 336 886
ACT	Accompagner les cessions immobilières	11 880 099	0	0	4 245 580	-7 634 519
	Total	44 025 099	0	0	17 053 694	-26 971 405

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
ACT	Mettre en œuvre les restructurations de sites	49 102 413	0	55 599 222	6 496 809
ACT	Accompagner les cessions immobilières	11 000 000	0	5 351 854	-5 648 146
	Total	60 102 413	0	60 951 076	848 663

OB « Restructurer les sites »

L'opération budgétaire « Restructurer les sites » n'a pas donné lieu à des affectations sur tranches fonctionnelles.

Divers travaux d'adaptation de sites ont été engagés, notamment l'achat d'une parcelle pour agrandir un dépôt de munitions à Miramas (2,4 M€), des travaux liés à l'implantation de l'institut de recherche biomédical des armées à Brétigny-sur-Orge (1,9 M€) et la construction de bâtiments de bureaux et d'archives sur le site de la caserne BEAUREGARD à La Rochelle (1,4 M€).

Au total, les engagements de travaux (AE) se sont élevés à 17,1 M€ d'AE. Ce montant est inférieur toutefois de 26,9 M€ à celui voté en LFI. Cette sous-consommation s'explique par des besoins moindres que prévu en matière de dépenses préalables à cessions (-7,6 M€) et par le report, en 2020, de certains travaux de restructuration, en particulier ceux prévus sur le site de CAZAUX pour l'accueil de l'escadron d'entraînement 2/2 Côte d'Or suite à la dissolution de la base aérienne de Dijon (-10 M€) et sur une vingtaine d'autres opérations (environ 10 M€).

Les paiements (CP) ont représenté 60,9 M€, c'est-à-dire à un niveau légèrement supérieur à celui qui était prévu en LFI (60,1 M€). La sur-exécution de 6,5 M€ de l'activité « mettre en œuvre les restructurations de sites » s'explique par une réalisation des opérations plus rapide que prévu, impliquant alors une avancée dans les paiements sur cette activité. À l'inverse, la sous-exécution de 5,6 M€ sur l'activité « accompagner les cessions immobilières » se justifie par des restes à payer 2018 moindres que prévu.

L'activité « Mettre en œuvre les restructurations de sites » comprend des crédits de gardiennage des sites libérés à la suite des évolutions du plan de stationnement, dont la consommation s'est élevée à 3,5 M€ en AE.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en M€)

Niveau	OS	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	Affectation 2019	Total	Engagement 2019 sur TF
ACT	Mettre en œuvre les restructurations de sites	3,50	0,15	0,00	3,35	0,84
ACT	Accompagner les cessions immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	3,50	0,15	0,00	3,35	0,84

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	4 513 595	9 783 355	4 513 595	13 549 047
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 513 595	9 783 355	4 513 595	13 549 047
Titre 5 : Dépenses d'investissement	40 025 099	6 610 569	56 102 413	47 098 157
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	40 025 099	6 610 569	56 102 413	47 098 157
Titre 6 : Dépenses d'intervention	7 570 568	1 807 011	11 555 523	10 991 304
Transferts aux entreprises		-1 566 749		3 741 076
Transferts aux collectivités territoriales	7 570 568	3 034 518	11 555 523	6 419 942
Transferts aux autres collectivités		339 241		830 286
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières			1 500 000	1 500 000
Dépenses de participations financières			1 500 000	1 500 000
Total	52 109 262	18 200 935	73 671 531	73 138 508

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 10

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2019 (EN €)

Niveau	Description	AE				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	8 084 163	0	0	6 742 344	-1 341 819
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	44 025 099	0	0	17 053 694	-26 971 405
	Total	52 109 262	0	0	23 796 039	-28 313 223

Niveau	Description	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	13 569 118	0	12 904 184	-664 934
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	60 102 413	0	60 951 076	848 663
	Total	73 671 531	0	73 855 260	183 729

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2018	Retrait sur affectation	affectation 2019	Total	Engagement 2019 sur TF
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	3,50	0,15	0,00	3,35	0,64
Total		3,50	0,15	0,00	3,35	0,64

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng. restant à payer à fin 2018	Eng. 2019	2019	2020	2021	> 2021	
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	56,75	8,08	13,57	14,14	8,16	28,96	64,83
		PLR	39,45	6,74	12,90	9,90	8,61	14,78	46,19
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	93,47	44,23	60,10	43,93	17,03	16,64	137,70
		PLR	87,85	17,69	60,95	27,88	12,76	3,95	105,54
Écarts (PLR-PLF)			-22,92	-27,88	0,18	-20,29	-3,82	-26,87	-50,80

Action 11

Pilotage, soutien et communication

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		391 961 230	391 961 230	236 907	376 796 748	377 033 654
Crédits de paiement		419 470 121	419 470 121	236 907	420 021 408	420 258 314

CONTENU DE L'ACTION

Les crédits de cette action permettent principalement :

- d'assurer le soutien courant des cabinets, des organismes rattachés et de l'administration centrale ;
- de verser des subventions à quatre opérateurs : le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM), l'Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle (ECPAD), le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives (CEA) et l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) ;
- d'assurer le financement du partenariat public privé (« PPP Balard ») ainsi que celui des marchés multiservices (MMS) ;

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- de rembourser l'indemnité compensatrice du tarif militaire « quart de place » à la SNCF des gendarmes et militaires relevant du programme ;
- de solder les contentieux non contractuels et de réparation de l'ensemble du ministère des armées ;
- de poursuivre l'achat et l'entretien des véhicules ;
- d'assurer le financement des dépenses de communication et relations publiques, ainsi que les dépenses spécifiques de communication de défense.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année concernent :

- un transfert entrant pour un montant de 0,51 M€ en AE et CP au titre des gratifications de stage de l'état-major de l'armée de terre ;
- deux transferts sortants pour un montant de 0,59 M€ en AE et en CP résultant d'une part, pour 0,24 M€ en AE et en CP, de la prise en charge directe des frais d'alimentation des missionnés hors garnison et, d'autre part, pour 0,35 M€ en AE et en CP, de la réalisation d'une étude au profit du Service de santé des armées conjointement avec l'observatoire de la santé des vétérans ;
- le versement de cinq subventions à des conservatoires d'espaces naturels et à un partenariat avec l'université de Bretagne Occidentale (UBO) dans le cadre du projet européen *Life Nature Army* pour un montant de 0,92 M€ en AE et en CP.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement regroupent les crédits liés aux engagements contractuels du ministère, à la condition du personnel et aux frais généraux au sein de l'opération stratégique « fonctionnement et activités spécifiques » (FAS).

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Alimentation	3 402 300	0	4 262 220	859 920	3 402 300	0	4 032 202	629 902
OB	Communication et relations publiques	3 444 230	0	3 720 795	276 565	3 444 230	0	3 441 190	-3 040
OB	Communication institutionnelle	3 334 914	500 000	3 595 636	-239 278	3 334 914	500 000	3 490 273	-344 641
OB	Compensatrice SNCF	55 683 958	0	55 964 805	280 847	55 683 958	0	55 954 382	270 424
OB	Dépenses de contentieux dont frais de justice	26 074 798	0	35 128 290	9 053 492	26 074 798	0	34 920 636	8 845 838
OB	Déplacements et transports	5 535 964	0	0	139 922	5 535 964	0	0	-173 608
	dont APRH	620 000	0	646 832	26 832	620 000	0	654 810	34 810
	dont Soutien	4 915 964	0	5 029 055	113 091	4 915 964	0	4 707 546	-208 418
OB	Documentation	1 112 467	0	1 182 910	70 443	1 112 467	0	1 169 237	56 770
OB	Fonctionnement courant	194 450 135	1 067 000	185 124 036	-10 393 099	223 206 666	1 067 000	218 055 275	-6 218 391
OB	Formation et instruction	235 515	0	234 731	-784	235 515	0	216 231	-19 284
OB	Mobilité personnels	300 000	0	246 730	-53 270	300 000	0	244 736	-55 264
OB	Prestations intellectuelles	2 664 000	0	1 307 443	-1 356 557	2 856 000	0	1 972 650	-883 350
OB	Sout. coeur de métier des org. Ext. DRH-MD	575 000	0	621 056	46 056	575 000	0	686 671	111 671
OB	Soutien courant des structures	19 035 552	0	18 892 530	-143 022	17 595 912	0	15 876 201	-1 719 711
OB	Soutien des matériels communs	1 106 292	0	899 695	-206 597	1 106 292	0	596 924	-509 368
OB	Subventions et transferts	69 439 105	0	70 170 087	730 982	69 439 105	0	70 037 679	598 574
	Total	386 394 230	1 567 000	387 026 850	-934 380	413 903 121	1 567 000	416 056 643	586 522

1. ASPECTS FINANCIERS

- OB « Alimentation »

La surconsommation en AE de +0,86 M€ et +0,63 M€ en CP provient principalement du rattrapage de facturation des années précédentes relatives aux prestations externalisées de restauration pour le site de Vanves.

- OB « Dépenses de contentieux dont frais de justice »

La surconsommation de +9,05 M€ en AE et +8,84 M€ en CP est principalement due à l'indemnisation, au titre du préjudice anxiété amiante, d'anciens ressortissants du ministère bénéficiaires de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité (ASCAA). En effet, le Conseil d'État a jugé, dans une décision en date du 3 mars 2017, que le fait d'avoir droit au dispositif de l'ASCAA valait reconnaissance pour l'intéressé d'un lien entre son exposition aux poussières d'amiante et l'éventualité d'une baisse de son espérance de vie, et que cette circonstance était la source d'un préjudice indemnifiable au titre du préjudice moral. Cette décision s'est traduite par de nombreuses demandes d'indemnisations traitées par la conclusion de protocoles transactionnels. Pour accélérer le traitement de ces transactions, le ministère a mis en place un guichet unique qui est effectif depuis le 2 mai 2019.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- OB « Prestations intellectuelles »

La sous consommation de -1,36 M€ en AE et de -0,88 M€ en CP provient, d'une part, du report en 2020 d'opérations de prestations d'accompagnement portant sur la performance et l'organisation (-0,7 M€ en AE/CP) et, d'autre part, d'un retard de la facturation d'une prestation d'assistance pour l'étude de l'externalisation de la gestion des logements domaniaux (-0,43 M€ en AE).

- OB « Fonctionnement courant »

L'OB « fonctionnement courant » présente une sous-consommation de -10,4 M€ en AE et -6,2 M€ en CP par rapport aux prévisions présentées en LFI 2019.

Les principaux écarts proviennent des dépenses suivantes.

1. Concernant « l'achat et la location de véhicules légers de la gamme commerciale » (VLGC). La consommation sur ce poste de dépenses est de 4,80 M€ en AE et de 0,85 M€ en CP, au regard d'une prévision en AE de 16,50 M€ et de 5,69 M€ en CP. La prévision était établie sur la base d'une hypothèse d'acquisition de VLGC de 5 M€ en AE/CP en vue du renouvellement du parc ministériel et de passation éventuelle d'un marché de location de véhicules pour 3 ans, pour un montant de 10 M€ en AE. Compte tenu des acquisitions de VLGC réalisées fin 2018 (de l'ordre de 40 M€ en AE/CP), il n'a pas été nécessaire de réaliser toutes les commandes prévues).
2. Concernant « l'achat et la location de véhicules techniques », la consommation à fin 2019 est de 0,60 M€ en AE et 1,02 M€ en CP. Ce niveau de consommation, légèrement supérieur à la programmation LFI (0,54 M€ en AE et 0,71 M€ en CP), s'explique par un report en 2019 de dépenses prévues initialement en 2018.
3. Concernant l'activité « approvisionnement et le maintien en condition des matériels télématiques, informatiques et bureautiques », la consommation s'élève en AE à 2,02 M€ et à 1,79 M€ en CP pour une prévision LFI de 2,46 M€ en AE et 2,80 M€ en CP. Ces écarts à la hausse s'expliquent principalement par des remboursements légèrement supérieurs aux prévisions initiales (services des pôles de reprographie du ministère) en partie compensés par la réalisation de moindres dépenses (en matière de restauration de mobilier national et en matière de marchés de maintenance des matériels divers, comme par exemple la maintenance des destructeurs de documents, etc.).
4. Concernant les dépenses de télécommunication, 3,51 M€ ont été consommés en AE et 1,74 M€ en CP (contre une prévision de 2,16 M€ en AE et CP). En AE, l'écart provient principalement du report en 2019 de l'engagement d'un marché de téléphonie mobile. En CP, l'écart provient, également en matière de téléphonie mobile, des délais de facturation du prestataire.
5. Concernant les dépenses de frais postaux, 2,07 M€ ont été consommés en AE et 1,97 M€ en CP (contre une prévision de 2,16 M€ en AE et 2,91 M€ en CP). En CP, l'écart avec la prévision est essentiellement dû au report à 2020 de la facturation du dernier trimestre 2019.

- OB « Soutien cœur de métier des centres ministériels de gestion (CMG) »

L'OB « Soutien cœur de métier des organismes extérieurs de la DRH-MD » regroupe les crédits de soutien des centres ministériels de gestion (CMG), du centre de formation de la défense (CFD) et du centre expert des ressources humaines du personnel civil (CERH-PC), organismes extérieurs de la DRH-MD.

La consommation des crédits sur ce poste de dépenses est supérieure à la LFI (+0,05 M€ en AE et +0,11 M€ en CP). Cette légère surconsommation s'explique essentiellement par le besoin croissant en location de salles, lié à l'augmentation du nombre d'examens professionnels au sein du ministère.

- OB « Soutien des matériels communs »

Cette OB comprend notamment l'achat et la maintenance de matériels au profit des pôles graphiques ainsi que l'achat de matériels de restauration pour une prévision de 1,44 M€ en AE et 1,46 M€ en CP. L'écart entre la prévision et la consommation (-0,2 M€ en AE, soit -18,7 % et -0,5 M€ en CP, soit -46 %) provient essentiellement de l'annulation et du report d'acquisition/maintenance de machines de reprographie.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles par opération budgétaire est la suivante :

Libellé FDC ADP	Prévision PLF 2019	Réalisation au 31/12/2019
Recettes provenant de prestations diverses effectuées dans le cadre de l'exécution du PPP Balard.	500 000,00 €	607 659,06 €
Produit des cessions de biens mobiliers (ventes de véhicules).	567 000,00 €	1 284 865,38 €
Recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le MINDEF (DlCoD, transport, restauration).	375 000,00 €	530 114,00 €
Participation de la Commission européenne au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 212.	0,00 €	180 000,00 €
Recettes provenant de la valorisation du patrimoine immatériel du ministère des armées (Tournages de la DlCoD).	125 000,00 €	0,00 €
TOTAL	1 567 000,00 €	2 602 639,44 €

L'écart entre la prévision et la réalisation provient essentiellement :

- de recettes plus importantes liées à la vente des véhicules patrimoniaux grâce aux commandes passées fin 2018, non prévues lors de l'établissement du PLF 2019 ;
- de la participation de Commission européenne au le financement du projet européen *LIFE Nature Army*, lancé lors du second semestre 2019.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

1 - DESCRIPTION

L'opération stratégique « Dissuasion » comprend les crédits des études effectuées par des experts indépendants et par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), à la demande et au profit du délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection, pour les activités et installations intéressant la défense (DSND), conformément à l'article R1412-4 du code de la défense.

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Études du DSND	325 276	0	18 710	-306 566	325 276	0	12 874	-312 402
OB	Subventions de fonctionnement	3 674 724	0	3 724 724	50 000	3 674 724	0	3 724 724	50 000
	Total	4 000 000	0	3 743 434	-256 566	4 000 000	0	3 737 598	-262 402

Par rapport aux ressources de la LFI 2019, la consommation des crédits s'avère inférieure de - 0,26 M€ en AE (soit - 6,41 %) et - 0,26 M€ en CP (soit - 6,56 %).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

OB « Etudes du DSND »

La sous-consommation (- 0,3 M€ en AE/CP) s'explique par une baisse du besoin relatif aux études mais aussi par la raréfaction d'experts indépendants compétents sur les sujets traités par le DSND.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		236 907		236 907
Rémunérations d'activité		148 036		148 036
Cotisations et contributions sociales		88 871		88 871
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	374 271 244	359 794 286	362 459 385	369 917 551
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	301 692 415	287 254 969	289 880 556	297 378 234
Subventions pour charges de service public	72 578 829	72 539 317	72 578 829	72 539 317
Titre 5 : Dépenses d'investissement	17 154 986	16 517 824	56 475 736	49 568 856
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	17 154 986	16 459 201	56 475 736	49 510 234
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		58 623		58 623
Titre 6 : Dépenses d'intervention		-50 363		
Transferts aux entreprises		-50 363		
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	535 000	535 000	535 000	535 000
Dotations en fonds propres	535 000	535 000	535 000	535 000
Total	391 961 230	377 033 654	419 470 121	420 258 314

Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :

- les retraits d'engagements juridiques basculés ;
- les recyclages d'AE ;
- les rétablissements de crédits ;
- la correction des éventuelles erreurs d'imputation.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 11

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2019 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI (1)	Prévision FdC/ADP du (2)	Affectation sur TF (3)	Engagement hors TF (4)	Ecart Utilisation / Prévision LFI (5) = (3) + (4) - (1)	Prévision LFI (1)	Prévision FdC/ADP du (2)	Consommation (3)	Ecart Consommation (4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	4 000 000	0	0	3 743 434	-256 566	4 000 000	0	3 737 598	-262 402
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	386 394 230	1567 000	0	387 026 850	-934 380	418 903 121	1567 000	416 056 643	586 522
	Total	390 394 230	1567 000	0	390 770 284	-1 190 946	417 903 121	1567 000	416 794 241	324 120

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2018	Eng 2019	2019	2020	2021	>2021	
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	0,09	4,00	4,00	0,09	0,00	0,00	4,09
		PLR	0,00	3,74	3,74	0,00	0,00	0,00	3,74
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	1007,50	386,84	414,35	114,64	43,33	822,02	1394,35
		PLR	988,22	387,03	416,06	94,78	3,93	860,48	1375,25
	Ecart (PLR-PLF)		-19,28	-0,07	144	-19,95	-39,40	38,46	-19,45

Action 50

Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	585 363 821		585 363 821	580 827 238		580 827 238
50.01 – Renseignement extérieur	465 281 828		465 281 828	465 997 497		465 997 497
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 081 993		120 081 993	114 829 741		114 829 741
Crédits de paiement	585 363 821		585 363 821	580 827 238		580 827 238
50.01 – Renseignement extérieur	465 281 828		465 281 828	465 997 497		465 997 497
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	120 081 993		120 081 993	114 829 741		114 829 741

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	585 363 821	580 827 238	585 363 821	580 827 238
Rémunérations d'activité	367 653 644	367 595 191	367 653 644	367 595 191
50.01 – Renseignement extérieur	301 628 766	304 494 084	301 628 766	304 494 084
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	66 024 878	63 101 107	66 024 878	63 101 107
Cotisations et contributions sociales	215 343 657	210 967 867	215 343 657	210 967 867
50.01 – Renseignement extérieur	161 420 552	159 465 774	161 420 552	159 465 774
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	53 923 105	51 502 093	53 923 105	51 502 093
Prestations sociales et allocations diverses	2 366 520	2 264 180	2 366 520	2 264 180
50.01 – Renseignement extérieur	2 232 510	2 037 640	2 232 510	2 037 640
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	134 010	226 540	134 010	226 540
Total	585 363 821	580 827 238	585 363 821	580 827 238

Action 51

Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

(y.c. FdC et AdP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	24 477 489		24 477 489	23 394 148		23 394 148
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 477 489		24 477 489	23 394 148		23 394 148
Crédits de paiement	24 477 489		24 477 489	23 394 148		23 394 148
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 477 489		24 477 489	23 394 148		23 394 148

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	24 477 489	23 394 148	24 477 489	23 394 148
Rémunérations d'activité	14 175 781	14 115 866	14 175 781	14 115 866
51.01 – DGRIS / Administration centrale	14 175 781	14 115 866	14 175 781	14 115 866
Cotisations et contributions sociales	10 251 320	9 204 077	10 251 320	9 204 077
51.01 – DGRIS / Administration centrale	10 251 320	9 204 077	10 251 320	9 204 077
Prestations sociales et allocations diverses	50 388	74 204	50 388	74 204
51.01 – DGRIS / Administration centrale	50 388	74 204	50 388	74 204

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Total	24 477 489	23 394 148	24 477 489	23 394 148

Action 52**Relations internationales**

(y.c. FdC et AdP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	68 250 116		68 250 116	83 992 407		83 992 407
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 232 536		5 232 536	15 350 416		15 350 416
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	63 017 580		63 017 580	68 641 990		68 641 990
Crédits de paiement	68 250 116		68 250 116	83 992 407		83 992 407
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 232 536		5 232 536	15 350 416		15 350 416
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	63 017 580		63 017 580	68 641 990		68 641 990

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	68 250 116	83 992 407	68 250 116	83 992 407
Rémunérations d'activité	36 338 381	63 700 956	36 338 381	63 700 956
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	2 919 318	11 089 367	2 919 318	11 089 367
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	33 419 063	52 611 589	33 419 063	52 611 589
Cotisations et contributions sociales	31 399 187	20 288 031	31 399 187	20 288 031
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	2 309 050	4 258 467	2 309 050	4 258 467
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	29 090 137	16 029 564	29 090 137	16 029 564
Prestations sociales et allocations diverses	512 548	3 420	512 548	3 420
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	4 168	2 583	4 168	2 583
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	508 380	837	508 380	837
Total	68 250 116	83 992 407	68 250 116	83 992 407

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 53

Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	2 010 650 569		2 010 650 569	1 985 090 767		1 985 090 767
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 010 650 569		2 010 650 569	1 985 090 767		1 985 090 767
Crédits de paiement	2 010 650 569		2 010 650 569	1 985 090 767		1 985 090 767
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 010 650 569		2 010 650 569	1 985 090 767		1 985 090 767

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 010 650 569	1 985 090 767	2 010 650 569	1 985 090 767
Rémunérations d'activité	480 821 956	510 649 394	480 821 956	510 649 394
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	480 821 956	510 649 394	480 821 956	510 649 394
Cotisations et contributions sociales	1 528 941 191	1 473 285 445	1 528 941 191	1 473 285 445
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	1 528 941 191	1 473 285 445	1 528 941 191	1 473 285 445
Prestations sociales et allocations diverses	887 422	1 155 928	887 422	1 155 928
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	887 422	1 155 928	887 422	1 155 928
Total	2 010 650 569	1 985 090 767	2 010 650 569	1 985 090 767

Action 54

Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	1 310 148 863		1 310 148 863	1 318 069 584		1 318 069 584
54.01 – Commandement des armées	161 638 039		161 638 039	151 695 668		151 695 668
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	233 231 747		233 231 747	235 997 834		235 997 834
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	16 989 729		16 989 729	17 213 013		17 213 013
54.04 – Enseignement interarmées	143 912 591		143 912 591	129 750 141		129 750 141

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	86 786 810		86 786 810	151 061 377		151 061 377
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	169 802 115		169 802 115	151 532 067		151 532 067
54.07 – Systèmes d'information et de communication	497 787 832		497 787 832	480 819 484		480 819 484
Crédits de paiement	1 310 148 863		1 310 148 863	1 318 069 584		1 318 069 584
54.01 – Commandement des armées	161 638 039		161 638 039	151 695 668		151 695 668
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	233 231 747		233 231 747	235 997 834		235 997 834
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	16 989 729		16 989 729	17 213 013		17 213 013
54.04 – Enseignement interarmées	143 912 591		143 912 591	129 750 141		129 750 141
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	86 786 810		86 786 810	151 061 377		151 061 377
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	169 802 115		169 802 115	151 532 067		151 532 067
54.07 – Systèmes d'information et de communication	497 787 832		497 787 832	480 819 484		480 819 484

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	1 310 148 863	1 318 069 584	1 310 148 863	1 318 069 584
Rémunérations d'activité	719 951 016	749 570 659	719 951 016	749 570 659
54.01 – Commandement des armées	88 257 054	82 039 538	88 257 054	82 039 538
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	125 807 596	134 454 618	125 807 596	134 454 618
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	9 285 571	9 108 072	9 285 571	9 108 072
54.04 – Enseignement interarmées	78 939 351	67 544 939	78 939 351	67 544 939
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	47 168 060	103 188 349	47 168 060	103 188 349
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	94 618 004	84 918 263	94 618 004	84 918 263
54.07 – Systèmes d'information et de communication	275 875 380	268 316 880	275 875 380	268 316 880
Cotisations et contributions sociales	587 980 019	566 402 086	587 980 019	566 402 086
54.01 – Commandement des armées	73 097 606	69 388 845	73 097 606	69 388 845
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	106 608 019	101 059 693	106 608 019	101 059 693
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	7 689 117	8 077 973	7 689 117	8 077 973
54.04 – Enseignement interarmées	64 811 322	62 127 107	64 811 322	62 127 107
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	39 476 652	47 871 800	39 476 652	47 871 800
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	75 002 078	66 287 371	75 002 078	66 287 371
54.07 – Systèmes d'information et de communication	221 295 225	211 589 297	221 295 225	211 589 297
Prestations sociales et allocations diverses	2 217 828	2 096 839	2 217 828	2 096 839
54.01 – Commandement des armées	283 379	267 285	283 379	267 285
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	816 132	483 524	816 132	483 524
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise	15 041	26 968	15 041	26 968

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<i>des armements</i>				
54.04 – Enseignement interarmées	161 918	78 094	161 918	78 094
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 098	1 228	142 098	1 228
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	182 033	326 433	182 033	326 433
54.07 – Systèmes d'information et de communication	617 227	913 307	617 227	913 307
Total	1 310 148 863	1 318 069 584	1 310 148 863	1 318 069 584

Action 55

Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	7 152 660 090		7 152 660 090	7 005 743 655	-692	7 005 742 963
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 152 660 090		7 152 660 090	7 005 743 655	-692	7 005 742 963
Crédits de paiement	7 152 660 090		7 152 660 090	7 005 743 655	-692	7 005 742 963
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 152 660 090		7 152 660 090	7 005 743 655	-692	7 005 742 963

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	7 152 660 090	7 005 743 655	7 152 660 090	7 005 743 655
Rémunérations d'activité	3 726 250 975	3 636 366 528	3 726 250 975	3 636 366 528
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	3 726 250 975	3 636 366 528	3 726 250 975	3 636 366 528
Cotisations et contributions sociales	3 416 295 877	3 364 413 309	3 416 295 877	3 364 413 309
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	3 416 295 877	3 364 413 309	3 416 295 877	3 364 413 309
Prestations sociales et allocations diverses	10 113 238	4 963 818	10 113 238	4 963 818
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	10 113 238	4 963 818	10 113 238	4 963 818
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		-692		-692
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		-692		-692
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres		-692		-692
Total	7 152 660 090	7 005 742 963	7 152 660 090	7 005 742 963

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation

Action 56

Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

(y.c. FdC et AdP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	2 430 588 284		2 430 588 284	2 448 217 950		2 448 217 950
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 430 588 284		2 430 588 284	2 451 503 569		2 451 503 569
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS				-3 285 619		-3 285 619
Crédits de paiement	2 430 588 284		2 430 588 284	2 448 217 950		2 448 217 950
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 430 588 284		2 430 588 284	2 451 503 569		2 451 503 569
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS				-3 285 619		-3 285 619

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 430 588 284	2 448 217 950	2 430 588 284	2 448 217 950
Rémunérations d'activité	1 287 045 129	1 324 318 276	1 287 045 129	1 324 318 276
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 287 045 129	1 326 615 247	1 287 045 129	1 326 615 247
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		-2 296 971		-2 296 971
Cotisations et contributions sociales	1 141 593 531	1 120 621 498	1 141 593 531	1 120 621 498
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 141 593 531	1 121 607 358	1 141 593 531	1 121 607 358
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		-985 860		-985 860
Prestations sociales et allocations diverses	1 949 624	3 278 176	1 949 624	3 278 176
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 949 624	3 280 965	1 949 624	3 280 965
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		-2 789		-2 789
Total	2 430 588 284	2 448 217 950	2 430 588 284	2 448 217 950

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 57

Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	2 477 678 633		2 477 678 633	2 409 277 758	-268	2 409 277 491
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 678 633		2 477 678 633	2 456 642 860	-268	2 456 642 593
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)				-47 365 102		-47 365 102
Crédits de paiement	2 477 678 633		2 477 678 633	2 409 277 758	-268	2 409 277 491
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 678 633		2 477 678 633	2 456 642 860	-268	2 456 642 593
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)				-47 365 102		-47 365 102

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 477 678 633	2 409 277 758	2 477 678 633	2 409 277 758
Rémunérations d'activité	1 307 961 411	1 243 678 808	1 307 961 411	1 243 678 808
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 307 961 411	1 274 911 862	1 307 961 411	1 274 911 862
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		-31 233 054		-31 233 054
Cotisations et contributions sociales	1 167 802 573	1 164 137 464	1 167 802 573	1 164 137 464
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 167 802 573	1 180 274 598	1 167 802 573	1 180 274 598
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		-16 137 133		-16 137 133
Prestations sociales et allocations diverses	1 914 649	1 461 486	1 914 649	1 461 486
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 914 649	1 456 401	1 914 649	1 456 401
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		5 085		5 085
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		-268		-268
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		-268		-268
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes		-268		-268
Total	2 477 678 633	2 409 277 491	2 477 678 633	2 409 277 491

Action 58

Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	2 924 146 609		2 924 146 609	2 807 246 585	83	2 807 246 668
58.01 – Fonction pétrolière	131 039 369		131 039 369	128 152 741		128 152 741
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	59 412 751		59 412 751	58 891 201		58 891 201
58.03 – Soutiens complémentaires				2 409 212		2 409 212
58.04 – Service interarmées des munitions	90 872 174		90 872 174	83 533 757		83 533 757
58.05 – Service du commissariat des armées	1 501 505 604		1 501 505 604	1 430 406 869	83	1 430 406 952
58.06 – Fonction santé	1 141 316 711		1 141 316 711	1 103 852 805		1 103 852 805
Crédits de paiement	2 924 146 609		2 924 146 609	2 807 246 585		2 807 246 585
58.01 – Fonction pétrolière	131 039 369		131 039 369	128 152 741		128 152 741
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	59 412 751		59 412 751	58 891 201		58 891 201
58.03 – Soutiens complémentaires				2 409 212		2 409 212
58.04 – Service interarmées des munitions	90 872 174		90 872 174	83 533 757		83 533 757
58.05 – Service du commissariat des armées	1 501 505 604		1 501 505 604	1 430 406 869		1 430 406 869
58.06 – Fonction santé	1 141 316 711		1 141 316 711	1 103 852 805		1 103 852 805

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 924 146 609	2 807 246 585	2 924 146 609	2 807 246 585
Rémunérations d'activité	1 613 429 937	1 547 867 161	1 613 429 937	1 547 867 161
58.01 – Fonction pétrolière	71 309 448	67 276 898	71 309 448	67 276 898
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	32 218 678	34 320 006	32 218 678	34 320 006
58.03 – Soutiens complémentaires		1 535 936		1 535 936
58.04 – Service interarmées des munitions	53 179 652	49 272 169	53 179 652	49 272 169
58.05 – Service du commissariat des armées	828 878 255	797 085 897	828 878 255	797 085 897
58.06 – Fonction santé	627 843 904	598 376 255	627 843 904	598 376 255
Cotisations et contributions sociales	1 306 638 291	1 254 994 580	1 306 638 291	1 254 994 580
58.01 – Fonction pétrolière	59 574 446	60 745 377	59 574 446	60 745 377
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	26 870 417	24 496 638	26 870 417	24 496 638
58.03 – Soutiens complémentaires		850 723		850 723
58.04 – Service interarmées des munitions	37 569 294	34 186 665	37 569 294	34 186 665
58.05 – Service du commissariat des armées	670 485 359	630 637 476	670 485 359	630 637 476
58.06 – Fonction santé	512 138 775	504 077 701	512 138 775	504 077 701
Prestations sociales et allocations diverses	4 078 381	4 384 844	4 078 381	4 384 844
58.01 – Fonction pétrolière	155 475	130 466	155 475	130 466
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	323 656	74 557	323 656	74 557
58.03 – Soutiens complémentaires		22 553		22 553

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
58.04 – Service interarmées des munitions	123 228	74 924	123 228	74 924
58.05 – Service du commissariat des armées	2 141 990	2 683 496	2 141 990	2 683 496
58.06 – Fonction santé	1 334 032	1 398 848	1 334 032	1 398 848
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		83		
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		83		
58.05 – Service du commissariat des armées		83		
Total	2 924 146 609	2 807 246 668	2 924 146 609	2 807 246 585

Action 59

Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

(y.c. FdC et AdP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	350 000 000		350 000 000	374 098 587	483	374 099 070
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000		250 000 000	280 169 394	483	280 169 877
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000		100 000 000	93 929 193		93 929 193
Crédits de paiement	350 000 000		350 000 000	374 098 587	483	374 099 070
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000		250 000 000	280 169 394	483	280 169 877
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000		100 000 000	93 929 193		93 929 193

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	350 000 000	374 098 587	350 000 000	374 098 587
Rémunérations d'activité	349 791 000	373 887 188	349 791 000	373 887 188
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	249 791 000	279 957 995	249 791 000	279 957 995
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000	93 929 193	100 000 000	93 929 193
Cotisations et contributions sociales	209 000	211 399	209 000	211 399
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	209 000	211 399	209 000	211 399

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		483		483
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		483		483
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures		483		483
Total	350 000 000	374 099 070	350 000 000	374 099 070

Action 60**Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	486 347 835		486 347 835	451 660 349	587	451 660 935
Crédits de paiement	486 347 835		486 347 835	451 660 349	587	451 660 935

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	486 347 835	451 660 349	486 347 835	451 660 349
Rémunérations d'activité	282 410 687	266 357 851	282 410 687	266 357 851
Cotisations et contributions sociales	203 312 310	184 558 945	203 312 310	184 558 945
Prestations sociales et allocations diverses	624 838	743 553	624 838	743 553
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		587		587
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		587		587
Total	486 347 835	451 660 935	486 347 835	451 660 935

Action 61**Action sociale, chômage et pensions**

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	293 144 861		293 144 861	286 284 307		286 284 307

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	164 819 549		164 819 549	165 266 190		165 266 190
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	122 698 798		122 698 798	114 889 534		114 889 534
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 626 514		5 626 514	6 128 584		6 128 584
Crédits de paiement	293 144 861		293 144 861	286 284 307		286 284 307
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	164 819 549		164 819 549	165 266 190		165 266 190
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	122 698 798		122 698 798	114 889 534		114 889 534
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 626 514		5 626 514	6 128 584		6 128 584

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	293 144 861	286 284 307	293 144 861	286 284 307
Rémunérations d'activité		304 160		304 160
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines		37 356		37 356
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage		306 397		306 397
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage		-39 594		-39 594
Cotisations et contributions sociales	35 405 458	36 848 984	35 405 458	36 848 984
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	35 405 458	36 648 095	35 405 458	36 648 095
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage		200 889		200 889
Prestations sociales et allocations diverses	257 739 403	249 131 163	257 739 403	249 131 163
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	129 414 091	128 580 738	129 414 091	128 580 738
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	122 698 798	114 382 247	122 698 798	114 382 247
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	5 626 514	6 168 178	5 626 514	6 168 178
Total	293 144 861	286 284 307	293 144 861	286 284 307

Action 62

Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense
- Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	40 615 311		40 615 311	36 420 196		36 420 196
Crédits de paiement	40 615 311		40 615 311	36 420 196		36 420 196

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	40 615 311	36 420 196	40 615 311	36 420 196
Rémunérations d'activité	24 285 054	21 569 594	24 285 054	21 569 594
Cotisations et contributions sociales	16 271 905	14 768 499	16 271 905	14 768 499
Prestations sociales et allocations diverses	58 352	82 103	58 352	82 103
Total	40 615 311	36 420 196	40 615 311	36 420 196

Action 63

Restructurations - RH

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	60 753 214		60 753 214	51 910 271		51 910 271
63.01 – Restructurations Personnels civils	25 122 698		25 122 698	26 463 444		26 463 444
63.02 – Restructurations Personnels militaires	35 630 516		35 630 516	25 446 827		25 446 827
Crédits de paiement	60 753 214		60 753 214	51 910 271		51 910 271
63.01 – Restructurations Personnels civils	25 122 698		25 122 698	26 463 444		26 463 444
63.02 – Restructurations Personnels militaires	35 630 516		35 630 516	25 446 827		25 446 827

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	60 753 214	51 910 271	60 753 214	51 910 271
Rémunérations d'activité	48 750 566	39 836 625	48 750 566	39 836 625
63.01 – Restructurations Personnels civils	13 120 050	14 389 798	13 120 050	14 389 798
63.02 – Restructurations Personnels militaires	35 630 516	25 446 827	35 630 516	25 446 827
Cotisations et contributions sociales	73 250	169 313	73 250	169 313
63.01 – Restructurations Personnels civils	73 250	169 313	73 250	169 313
Prestations sociales et allocations diverses	11 929 398	11 904 332	11 929 398	11 904 332
63.01 – Restructurations Personnels civils	11 929 398	11 904 332	11 929 398	11 904 332
Total	60 753 214	51 910 271	60 753 214	51 910 271

Action 64

Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "

(y.c. FdC et AdP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	396 567 478		396 567 478	417 620 069		417 620 069
64.01 – Personnel du SGA employeur	293 580 528		293 580 528	308 718 990		308 718 990
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 085 724		57 085 724	62 403 965		62 403 965
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	45 901 226		45 901 226	46 497 114		46 497 114
Crédits de paiement	396 567 478		396 567 478	417 620 069		417 620 069
64.01 – Personnel du SGA employeur	293 580 528		293 580 528	308 718 990		308 718 990
64.07 – Personnel de l'action sociale	57 085 724		57 085 724	62 403 965		62 403 965
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	45 901 226		45 901 226	46 497 114		46 497 114

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	396 567 478	417 620 069	396 567 478	417 620 069
Rémunérations d'activité	236 285 206	251 244 518	236 285 206	251 244 518
64.01 – Personnel du SGA employeur	175 476 258	187 751 540	175 476 258	187 751 540

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
64.07 – Personnel de l'action sociale	34 534 581	37 353 488	34 534 581	37 353 488
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	26 274 367	26 139 490	26 274 367	26 139 490
Cotisations et contributions sociales	159 862 514	165 215 663	159 862 514	165 215 663
64.01 – Personnel du SGA employeur	117 730 056	119 937 909	117 730 056	119 937 909
64.07 – Personnel de l'action sociale	22 509 205	24 986 205	22 509 205	24 986 205
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	19 623 253	20 291 550	19 623 253	20 291 550
Prestations sociales et allocations diverses	419 758	1 159 888	419 758	1 159 888
64.01 – Personnel du SGA employeur	374 214	1 029 542	374 214	1 029 542
64.07 – Personnel de l'action sociale	41 938	64 273	41 938	64 273
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	3 606	66 074	3 606	66 074
Total	396 567 478	417 620 069	396 567 478	417 620 069

Action 65

Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	90 633 552		90 633 552	102 217 858		102 217 858
Crédits de paiement	90 633 552		90 633 552	102 217 858		102 217 858

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	90 633 552	102 217 858	90 633 552	102 217 858
Rémunérations d'activité	50 685 757	57 095 405	50 685 757	57 095 405
Cotisations et contributions sociales	39 794 757	44 949 772	39 794 757	44 949 772
Prestations sociales et allocations diverses	153 038	172 681	153 038	172 681
Total	90 633 552	102 217 858	90 633 552	102 217 858

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 66

Rayonnement et contribution extérieure

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	24 827 402		24 827 402	95 249 177		95 249 177
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef				-15 401 072		-15 401 072
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 730 417		23 730 417	20 624 198		20 624 198
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef				88 490 647		88 490 647
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République				-53 120		-53 120
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 096 985		1 096 985	1 588 522		1 588 522
Crédits de paiement	24 827 402		24 827 402	95 249 177		95 249 177
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef				-15 401 072		-15 401 072
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 730 417		23 730 417	20 624 198		20 624 198
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef				88 490 647		88 490 647
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République				-53 120		-53 120
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 096 985		1 096 985	1 588 522		1 588 522

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	24 827 402	95 249 177	24 827 402	95 249 177
Rémunérations d'activité	14 257 445	24 789 656	14 257 445	24 789 656
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		-8 063 308		-8 063 308
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	13 224 048	11 612 599	13 224 048	11 612 599
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		19 937 212		19 937 212
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		-21 564		-21 564
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 033 397	1 324 716	1 033 397	1 324 716
Cotisations et contributions sociales	10 545 764	70 365 502	10 545 764	70 365 502
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		-7 323 256		-7 323 256
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	10 482 176	8 960 142	10 482 176	8 960 142
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		68 492 897		68 492 897
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		-28 087		-28 087
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	63 588	263 806	63 588	263 806
Prestations sociales et allocations diverses	24 193	94 019	24 193	94 019
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		-14 508		-14 508
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	24 193	51 457	24 193	51 457
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		60 538		60 538
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		-3 468		-3 468
Total	24 827 402	95 249 177	24 827 402	95 249 177

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 67

Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement	83 724 183		83 724 183	88 878 470	445	88 878 916
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	33 315 312		33 315 312	38 004 141	445	38 004 586
67.02 – Contrôle général des armées	22 238 970		22 238 970	21 649 237		21 649 237
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	5 500 425		5 500 425	6 202 521		6 202 521
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 032 354		10 032 354	9 819 710		9 819 710
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 183 495		5 183 495	5 311 392		5 311 392
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 449 461		5 449 461	5 370 498		5 370 498
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 004 166		2 004 166	2 520 971		2 520 971
Crédits de paiement	83 724 183		83 724 183	88 878 470	445	88 878 916
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	33 315 312		33 315 312	38 004 141	445	38 004 586
67.02 – Contrôle général des armées	22 238 970		22 238 970	21 649 237		21 649 237
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	5 500 425		5 500 425	6 202 521		6 202 521
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 032 354		10 032 354	9 819 710		9 819 710
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 183 495		5 183 495	5 311 392		5 311 392
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 449 461		5 449 461	5 370 498		5 370 498
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 004 166		2 004 166	2 520 971		2 520 971

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	83 724 183	88 878 470	83 724 183	88 878 470
Rémunérations d'activité	47 784 863	50 309 593	47 784 863	50 309 593
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	18 786 145	21 469 001	18 786 145	21 469 001
67.02 – Contrôle général des armées	12 431 945	12 128 248	12 431 945	12 128 248
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	3 159 913	3 643 903	3 159 913	3 643 903
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	5 876 065	5 789 558	5 876 065	5 789 558
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	2 760 253	2 579 405	2 760 253	2 579 405
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	3 595 201	3 245 731	3 595 201	3 245 731
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 175 341	1 453 748	1 175 341	1 453 748
Cotisations et contributions sociales	35 756 351	38 325 442	35 756 351	38 325 442
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	14 489 118	16 419 920	14 489 118	16 419 920
67.02 – Contrôle général des armées	9 706 603	9 472 082	9 706 603	9 472 082
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	2 327 679	2 542 109	2 327 679	2 542 109
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	4 154 081	3 994 191	4 154 081	3 994 191
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	2 411 279	2 731 966	2 411 279	2 731 966
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	1 840 669	2 103 162	1 840 669	2 103 162
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	826 922	1 062 011	826 922	1 062 011
Prestations sociales et allocations diverses	182 969	243 436	182 969	243 436
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	40 049	115 220	40 049	115 220
67.02 – Contrôle général des armées	100 422	48 907	100 422	48 907
67.03 – Direction Générale du Numérique et des systèmes d'information et de communication	12 833	16 509	12 833	16 509
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	2 208	35 961	2 208	35 961
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	11 963	21	11 963	21
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	13 591	21 606	13 591	21 606
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 903	5 212	1 903	5 212
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		445		445
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		445		445
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux		445		445
Total	83 724 183	88 878 916	83 724 183	88 878 916

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SYNTHÈSE DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur financé (Programme chef de file)	Prévision LFI		Réalisation	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144)	0	0	0	160 884
Transferts	0	0	0	160 884
X - Ecole polytechnique (P144)	0	9 000 000	0	9 000 000
Dotations en fonds propres	0	9 000 000	0	9 000 000
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (P212)	19 299 000	19 299 000	19 299 326	19 299 325
Subventions pour charges de service public	18 764 000	18 764 000	18 764 326	18 764 325
Dotations en fonds propres	535 000	535 000	535 000	535 000
Musée de l'air et de l'espace (P212)	5 794 000	5 794 000	6 184 134	6 184 134
Subventions pour charges de service public	4 822 000	4 822 000	4 862 134	4 862 134
Dotations en fonds propres	972 000	972 000	1 322 000	1 322 000
Musée de l'armée (P212)	8 868 000	8 868 000	9 018 630	9 018 630
Subventions pour charges de service public	7 828 000	7 828 000	7 978 630	7 978 630
Dotations en fonds propres	1 040 000	1 040 000	1 040 000	1 040 000
Musée national de la marine (P212)	9 480 000	26 675 000	16 729 289	26 705 363
Subventions pour charges de service public	9 087 000	9 087 000	9 117 028	9 117 028
Dotations en fonds propres	393 000	17 588 000	7 612 261	17 588 335
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212)	42 117 000	42 117 000	42 117 271	42 117 271
Subventions pour charges de service public	42 117 000	42 117 000	42 117 271	42 117 271
OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (P224)	0	0	6 850 000	6 850 000
Transferts	0	0	6 850 000	6 850 000
Universités et assimilés (P150)	0	0	12 885	12 885
Transferts	0	0	12 885	12 885
Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)	0	0	300 000	100 000
Transferts	0	0	300 000	100 000
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)	8 022 000	8 022 000	7 832 997	7 832 997
Subventions pour charges de service public	8 022 000	8 022 000	7 832 997	7 832 997
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190)	3 675 000	3 675 000	3 724 723	3 724 724
Subventions pour charges de service public	3 675 000	3 675 000	3 724 723	3 724 724
Total	97 255 000	123 450 000	112 069 255	131 006 213
Total des subventions pour charges de service public	94 315 000	94 315 000	94 397 109	94 397 109
Total des dotations en fonds propres	2 940 000	29 135 000	10 509 261	29 485 335
Total des transferts	0	0	7 162 885	7 123 769

Les financements de l'Etat sont strictement conformes à la LFI pour l'ECPAD et le SHOM. Les trois musées ont bénéficié d'une mesure de compensation de la gratuité aux enseignants en majoration de leur subvention pour charges de service public. Une rallonge de 0,35 M€ a été accordée au MAE au titre de la rénovation de deux fusées Ariane. Enfin, un recadrement de la chronique d'engagement des travaux du MNM a amené à augmenter le montant des AE versés sur la DFP (+ 7,3 M€).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT CE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

Opérateur	Réalisation 2018 Prévision 2019 Réalisation 2019	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par d'autres collectivités	
			sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés		dont apprentis
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense			231 252 0	1 0 2	1 0 2	0 0 0	0 0 0
Musée de l'air et de l'espace			91 101 0	5 7 4	5 7 4	0 0 0	0 0 0
Musée de l'armée			151 162 0	24 15 31	6 15 5	8 0 0	0 0 0
Musée national de la marine			99 107 0	1 2 2	1 2 0	0 0 0	0 0 0
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine			491 502 0	35 40 33	0 0 0	0 0 0	0 0 0
Total			1 063 1 124 0	66 64 72	13 24 11	8 0 0	0 0 0

* Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019

La consommation des ETPT disponibles pour les opérateurs du P212 est passée de 93,9% en 2018 à 96,1%. L'effort des établissements pour saturer leur plafond d'emploi est à noter. Les musées connaissent des vacances du fait de réorganisations internes à venir dans le cadre du chantier de revalorisation de la politique culturelle et muséale. Les plafonds d'emploi seront progressivement saturés au fil de l'ouverture ou ré-ouverture des musées ou portions de musées qui peuvent être en travaux. L'ECPAD rencontre des difficultés de recrutement notamment au titre de l'école de formation des personnels militaires.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond 2018	1 132	1 063
Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2018	0	0
Impact du schéma d'emplois 2019	1	17
Solde des transferts T2/T3	0	0
Solde des transferts internes	0	0
Solde des mesures de périmètre	0	0
Corrections techniques	0	0
Abattements techniques	-9	0
Emplois sous plafond 2019 *	1 124	1 080

* Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2019 en ETP	1	17

Le niveau du schéma d'emploi 2019 des opérateurs du programme 212 (+17 ETPT) est lié à l'évolution des effectifs :

- du musée national de la marine (-5 ETPT) suite à son déménagement le temps de sa rénovation ;
- du service hydrographique et océanographique de la marine (+10 ETPT) ;
- du musée de l'armée (+10 ETPT) ;
- du musée de l'air et de l'espace (+1 ETPT)
- de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (+5 ETPT)

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

OPÉRATEURS

ECPAD - ETABLISSEMENT DE COMMUNICATION ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DE LA DÉFENSE

L'année 2019 est la quatrième année de mise en œuvre du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2016-2019, dont les grandes orientations sont notamment :

- l'entretien et la valorisation du patrimoine immobilier dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploitation des nitrates ;
- la transformation numérique notamment grâce à l'accélération du plan de sauvegarde et de numérisation (PSN) suite à la notification du marché en début d'année ;
- la mise en œuvre d'une stratégie culturelle avec l'inauguration de l'exposition « Raymond Depardon » ;
- la transformation numérique avec la mise en service de la plateforme numérique « ImageDéfense ».

Les faits marquants de la gestion budgétaire 2019 sont :

- le démarrage des travaux de mise en conformité et de création de caissons de stockage soumis à la contrainte d'ambiance d'air contrôlée pour un montant de 270 k€ ;
- le lancement du plan de sauvegarde et de numérisation accéléré des fonds nitrates de l'établissement avec la première année d'exécution du marché qui a débuté en mars 2019.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2018 (RAP)		LFI 2019		Réalisation 2019	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P212 – Soutien de la politique de la défense	21 176	21 176	19 299	19 299	19 299	19 299
Subventions pour charges de service public	18 473	18 473	18 764	18 764	18 764	18 764
Dotations en fonds propres	2 703	2 703	535	535	535	535
P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale					25	25
Subventions pour charges de service public					25	25
Total	21 176	21 176	19 299	19 299	19 324	19 324

L'intégralité de la subvention pour charges de service public votée en LFI 2019 a été versée à l'ECPAD.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

COMPTE FINANCIER 2019

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Produits	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Personnel	16 100	15 615	Subventions de l'État	18 566	18 764
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>1 626</i>	<i>1 647</i>	– subventions pour charges de service public	18 566	18 764
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 451	8 181	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		25
Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention)	2 656	2 900	Autres produits	3 547	4 812
<i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>	<i>2 656</i>	<i>2 900</i>	<i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>	<i>663</i>	<i>725</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>	<i>4</i>	
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>70</i>	<i>61</i>
Total des charges	23 551	23 796	Total des produits	22 113	23 601
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 438	195
Total : équilibre du CR	23 551	23 796	Total : équilibre du CR	23 551	23 796

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Ressources	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	481	1 920
Investissements	5 640	4 077	Financement de l'actif par l'État	1 836	535
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources	4	
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	5 640	4 077	Total des ressources	2 321	2 455
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	3 319	1 622

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'évolution du résultat net comptable par rapport au budget initial 2019 (+ 1 242 k€) résulte principalement des 2 facteurs suivants:

- la levée de la réserve de précaution ;
- des ressources propres en progression ;

Enfin, le tableau de financement abrégé comprend 535 k€ de financement de l'actif par l'Etat qui correspond au versement de dotations en fonds propres pour le financement en 2019 d'une partie des investissements relatifs aux évolutions de la plateforme « Images Défense ».

A l'issue de la gestion 2019, le fonds de roulement de l'établissement s'établit à 10 477 k€. Il tient compte d'un prélèvement de 1 621 k€ qui sera arrêté par le compte financier 2019 présenté au CA du 11 mars 2020. Ce fonds de

roulement permettra en 2020 de couvrir les investissements programmés par l'établissement, notamment le reste à payer 2019 à hauteur de 4 853 k€ (1 600 k€ en fonctionnement et 3 253 k€ en investissement) et de contribuer aux besoins de financement à venir dans le cadre de la poursuite de la transformation numérique et de la mise en œuvre du prochain schéma pluriannuel de la stratégie immobilière.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2019		Compte financier 2019 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	16 100	16 100	15 820	15 820
Fonctionnement	4 962	4 795	4 832	4 413
Intervention	0	0	0	0
Investissement	5 318	5 390	3 821	3 828
Total des dépenses AE (A) CP (B)	26 380	26 285	24 473	24 061
Dépenses de pensions civiles globales	1 626	1 626	1 647	1 647

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Recettes globalisées	21 326	21 987
Subvention pour charges de service public	18 566	18 764
Autres financements de l'État	0	25
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	114	187
Recettes propres	2 646	3 010
Recettes fléchées	519	550
Financements de l'État fléchés	519	535
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	15
Total des recettes (C)	21 845	22 537
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	4 440	1 524

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Collecte, gestion des archives et valorisation patrimoniale	2 791	1 095	1 135	0	0	2 325	2 203	6 211	6 129
	3 117	1 030	718	0	0	2 445	1 735	6 593	5 570
Diffusion et commercialisation	867	627	657	0	0	0	0	1 494	1 524
	671	614	626	0	0	0	0	1 285	1 297
Fonction support	5 305	2 332	2 078	0	0	2 710	2 875	10 347	10 258
	5 154	1 865	1 810	0	0	1 083	1 897	8 102	8 861
Formation aux métiers de l'image	655	58	58	0	0	45	50	758	763
	581	32	31	0	0	31	3	644	616
Production audiovisuelle	6 482	850	867	0	0	238	262	7 570	7 611
	6 297	1 291	1 228	0	0	261	192	7 850	7 717

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Total	16 100 15 820	4 962 4 832	4 795 4 413	0 0	0 0	5 318 3 821	5 390 3 828	26 380 24 473	26 285 24 061	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	4 440	1 524
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	718
Autres décaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	4 440	2 242
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	4 440	2 242

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	711
Autres encaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	711
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	4 440	1 531
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	1 318	941
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	3 122	591
Total des financements	4 440	2 242

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Commentaires du tableau "Dépenses de l'opérateur par destination" :

Au budget initial 2019, la fonction support représente 39% (10 258 k€) des dépenses, la fonction « production audiovisuelle » 29% (7 611 k€). Au compte financier 2019, la fonction support représente 37 % (8 865 k€) des dépenses, la fonction « production audiovisuelle » 32% (7 722 k€).

La quote-part des dépenses de personnel consommée par la fonction « production audiovisuelle » est au, BI 2019, de 40 % (6 482 k€) et de 40% au CF 2019 (6 302 k€).

Commentaires du tableau "Autorisations budgétaires" :

En 2019 l'ECPAD enregistre un solde déficitaire de 1524 k€.

Les dépenses de personnel (15 820 k€ en CP) représentent 66 % des dépenses de l'établissement. Le montant total des dépenses s'élève à 24 061 k€ en CP contre 26 285 k€ en programmation au budget initial 2019. L'écart (- 2 224 K€) s'explique principalement par un retard sur les travaux de mise en conformité et par la création de caissons de stockage ainsi qu'une livraison tardive d'évolutions sur la plateforme « ImagesDefense ».

Les recettes encaissées, toutes origines confondues, s'élèvent à 22 537 k€ en compte financier 2019 contre 21 845 k€ inscrites en budget initial 2019.

Les recettes provenant de l'Etat se composent de 18 764 k€ de SCSP, après levée de la réserve de précaution, ainsi que 84 k€ au titre du programme de recherche transdisciplinaire « 13 Novembre », 25 k€ correspond au versement d'une subvention versée par le ministère de l'éducation nationale pour l'enrichissement du service Eduthèque et 103 k€ correspondant à des remboursements de trop perçus de rémunération de personnels civils et aux indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS).

Les recettes propres s'élèvent à 3 010 k€ contre 2 646 k€ prévues au budget initial 2019. Ces recettes sont le produit des prestations réalisées par l'ECPAD en matière de prestations audiovisuelles, de ventes de droits d'images et de coproductions, de ventes de produits finis et enfin d'autres recettes dont celles relatives à l'Ecole des Métiers de l'Image et de recettes liées à la gestion des abonnements et des insertions publicitaires dans les revues de la Défense.

Commentaires du tableau "Equilibre financier" :

Le solde budgétaire à fin 2019 est déficitaire (1524 k€) et génère un prélèvement sur la trésorerie de 1531 k€. Cette variation de trésorerie se décompose en un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 941 k€ et sur un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de 591 k€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

	Réalisation 2018 (1)	Prévision 2019 (2)	Réalisation 2019
Emplois rémunérés par l'opérateur :	232	252	238
– sous plafond	231	252	236
– hors plafond	1		2
<i>dont contrats aidés</i>	1		2
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

L'établissement a rémunéré 236 ETPT sous plafond LFI en 2019, contre 231 en 2018. L'écart entre la LFI 2019 et l'exécuté 2019 s'explique par deux départs non prévus en fin d'année et un décalage de 9 recrutements du dernier trimestre 2019 sur le premier semestre 2020.

MUSÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

En 2019, le musée de l'air et de l'espace (MAE) a enregistré 315 787 visiteurs dont 94 940 lors du Salon International de l'aéronautique et de l'espace (SIAE). La fréquentation du musée, hors visiteurs du salon, est en hausse de 13,6% par rapport à la fréquentation de 2018, malgré la fermeture de l'aérogare historique pour travaux. L'inauguration de la Grande Galerie a eu lieu le 9 décembre 2019. Le contrat d'objectifs et de performance 2020-2024 a également été signé par la Ministre des armées et sa Secrétaire d'Etat le 17 juin 2019.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

Les travaux de création d'une station de métro du Grand Paris face au musée ont également rendu plus difficile l'accès du public au musée et expliquent la baisse de fréquentation constatée lors du SIAE.

L'exploitation du nouveau système comptable et budgétaire a été fiabilisée afin d'améliorer l'édition des comptes dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Le bilan de l'exécution du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2015-2019 a fait l'objet d'une information lors du conseil d'administration de l'automne 2019.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2018 (RAP)		LFI 2019		Réalisation 2019	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P167 – Liens entre la Nation et son armée	770	770				
Subventions pour charges de service public	345	345				
Dotations en fonds propres	425	425				
P212 – Soutien de la politique de la défense	10 768	10 768	5 794	5 794	6 184	6 184
Subventions pour charges de service public	5 696	5 696	4 822	4 822	4 862	4 862
Dotations en fonds propres	5 072	5 072	972	972	1 322	1 322
Total	11 538	11 538	5 794	5 794	6 184	6 184

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) (4 862 k€) intègre le montant prévu en LFI (4 822 k€) et une subvention relative à la compensation de pertes de recettes liées à la gratuité accordée aux enseignants pour l'année 2018 (40 k€).

Le montant de la dotation en fonds propres (DFP) (1 322k€) intègre le montant prévu en LFI (972 k €) et un versement exceptionnel pour la rénovation des deux fusées Ariane I et V (350 k€).

COMPTE FINANCIER 2019

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Produits	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Personnel	5 847	4 762	Subventions de l'État	4 822	4 862
<i>dont charges de pensions civiles</i>	745	771	– subventions pour charges de service public	4 822	4 862
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	4 497	4 510	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		2
Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention)	830	790	Autres produits	4 095	3 663
<i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>	830	790	<i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>		12
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	830	750
Total des charges	10 344	9 272	Total des produits	8 917	8 527
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 427	745
Total : équilibre du CR	10 344	9 272	Total : équilibre du CR	10 344	9 272

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Ressources	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Insuffisance d'autofinancement	1 427	717	Capacité d'autofinancement		
Investissements	4 050	3 598	Financement de l'actif par l'État	2 816	1 966
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		62
			Autres ressources		1
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	5 477	4 315	Total des ressources	2 816	2 029
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	2 661	2 286

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au titre de sa gestion 2019, le musée enregistre un résultat déficitaire de 745 k€. Le montant total des charges s'élève à 9 272 k€. La baisse du montant des charges de personnel entre le budget initial (BI) et le compte financier (CF) 2019 s'explique, notamment, par la vacance de certains emplois et la diminution des dépenses liées aux œuvres sociales.

La baisse des charges de fonctionnement, constatée entre le BI et l'exécution est essentiellement liée à un effort de maîtrise de la consommation de fluides (électricité) et à la reprogrammation de certaines dépenses de fonctionnement sur l'année 2020.

L'écart entre la prévision et l'exécution en matière d'investissement résulte du glissement de la liquidation des reliquats des opérations relatives aux travaux de l'aérogare (grande galerie, scénographie).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

Le montant total des produits s'élève à 8 527 k€, dont 4 862 k€ au titre de la SCSP. L'écart observé de 40 k€ entre le montant de la SCSP inscrite au BI 2019 (4 822k€) et le CF 2019 (4 862 k€) correspond au montant de la compensation des pertes de recettes induites par la gratuité d'accès au musée pour les enseignants.

L'évolution, à la baisse, du montant des « autres produits » (3 662 k€) traduit essentiellement la diminution des recettes d'activité du fait d'une réouverture des espaces rénovés décalée à la fin de l'année contrairement aux prévisions.

S'agissant des ressources du tableau de financement abrégé, le montant du financement de l'actif par des tiers autres que l'État (62 k€) correspond au soutien apporté par l'Association des Amis du Musée de l'air pour contribuer au financement du soclage de maquettes exposées dans la Grande Galerie et à l'organisation de la manifestation du Carrefour de l'Air. La DFP (1 322 k€) et les ressources versées les années antérieures (644 k€) concourent également au financement des travaux d'investissement.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2019		Compte financier 2019 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	5 847	5 847	5 148	5 148
Fonctionnement	3 573	3 667	3 735	2 592
Intervention	0	0	0	0
Investissement	1 537	4 051	1 837	3 290
Total des dépenses AE (A) CP (B)	10 957	13 565	10 720	11 030
Dépenses de pensions civiles globales	745	745	771	771

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Recettes globalisées	8 088	7 623
Subvention pour charges de service public	4 822	4 862
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	3 266	2 761
Recettes fléchées	972	1 387
Financements de l'État fléchés	972	1 325
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	62
Total des recettes (C)	9 060	9 010
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)	4 505	2 020

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - Préservation des	0	217	218	0	0	460	3 102	677	3 320

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
collections et mise en valeur du patrimoine	0	335	188	0	0	1 337	2 937	1 672	3 125
2 - Accueil du public	0 0	371 297	383 202	0 0	0 0	331 164	282 45	702 461	665 247
3 - Activités commerciales	0 0	292 372	348 275	0 0	0 0	16 11	16 11	308 383	364 287
4 - Fonctions support	5 847 5 148	2 693 2 731	2 718 1 927	0 0	0 0	730 325	651 297	9 270 8 204	9 216 7 372
Total	5 847 5 148	3 573 3 735	3 667 2 592	0 0	0 0	1 537 1 837	4 051 3 290	10 957 10 720	13 565 11 030

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	4 505	2 020
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	0
Autres décaissements non budgétaires	0	361
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	4 505	2 381
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	4 505	2 381

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	0
Autres encaissements non budgétaires	0	519
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	519
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	4 505	1 863
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	1 844	1 420
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	2 661	443
Total des financements	4 505	2 381

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Commentaires du tableau "Autorisations budgétaires" :

Le solde budgétaire de l'exercice 2019 est déficitaire et s'élève à 2 020 k€, en baisse par rapport au BI en raison de moindres consommations de crédits en fonctionnement et en investissement.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

Les dépenses totales de l'exercice 2019 s'élèvent à 11 030 k€ en CP et sont en diminution de 2 535 k€ par rapport au BI 2019 en raison d'une sous-exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement liée, notamment, au décalage du calendrier des opérations de rénovation de l'aérogare. Néanmoins, le musée fait face à une hausse de ses dépenses de fluides suite à la réouverture de la Grande Galerie à la fin de l'année 2019 tout en poursuivant ses efforts de maîtrise de ces consommations. Les dépenses de personnel diminuent aussi (-699 k€) en raison, essentiellement, du glissement du calendrier des recrutements envisagés dans le cadre de la nouvelle organisation du musée.

Les dépenses d'investissement ont notamment permis de contribuer :

- aux travaux des façades ouest (1,372 M€ en CP) ;
- aux travaux de la Grande Galerie (0,322 M€ en CP) ;
- aux travaux de scénographie (0,682 M€ en CP).

Les recettes totales diminuent de 50 k€ par rapport à la prévision initiale (9 060 k€). Les ressources propres enregistrent un recul, passant d'une prévision de 3 265 k€ à une exécution de 2 759 k€. Cette évolution s'explique par l'inaccessibilité de certaines animations payantes, comme Planète Pilote et par les travaux de rénovation de la Grande Galerie. En revanche, l'augmentation des recettes fléchées s'explique par le versement d'un complément de crédits destiné à financer la rénovation des fusées Ariane I et V. Le montant des financements de l'Etat fléchés (1 322 k€) se compose de la DFP versée au cours de l'exercice 2019 (972 k€) et du financement de la rénovation des fusées (350 k€).

Commentaires du tableau "Dépenses de l'opérateur par destination" :

Au compte financier 2019, les dépenses de personnel (5 148 k€) ne concernent que les seules fonctions supports. Ces dernières consomment 47 % du montant total en CP. La préservation des collections et mise en valeur du patrimoine consomment 89 % du montant de l'enveloppe d'investissement. Les deux autres destinations (accueil du public et activités commerciales) consomment 6,8 % des crédits de paiement de l'exercice.

Commentaires du tableau "Equilibre financier" :

L'exercice 2019 présente un solde déficitaire de 2 020 k€. Le prélèvement de la trésorerie de 1 863 k€ se compose d'un prélèvement de la trésorerie fléchée de 1 420 k€ pour financer les opérations d'investissement à caractère pluriannuel et d'un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de 443 k€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

	Réalisation 2018 (1)	Prévision 2019 (2)	Réalisation 2019
Emplois rémunérés par l'opérateur :	96	108	96
– sous plafond	91	101	92
– hors plafond	5	7	4
<i>dont contrats aidés</i>	5	7	4
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

La sous-exécution des ETPT sur l'exercice 2019 (-9) est due, essentiellement, au glissement du calendrier des recrutements envisagés dans la perspective de la mise en place à venir de la nouvelle organisation du musée.

MUSÉE DE L'ARMÉE

En 2019, le musée de l'armée (MA) a comptabilisé une fréquentation de 1 252 095 visiteurs, en hausse de 5% par rapport à celle de 2018.

Cette année s'est caractérisée par le lancement des études liées à l'extension du parcours permanent et a été marquée par une nouvelle étape de la démarche de mutualisation avec les occupants du site des Invalides.

Le bilan de l'exécution 2019 du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2015-2019 a fait l'objet d'une information au conseil d'administration de l'automne. Par ailleurs, la signature du COP 2020-2024 le 12 juillet 2019 par la Secrétaire d'État auprès de la Ministre des Armées a constitué un temps fort de l'année 2019.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2018 (RAP)		LFI 2019		Réalisation 2019	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P167 – Liens entre la Nation et son armée	400	400				
Subventions pour charges de service public	200	200				
Dotations en fonds propres	200	200				
P212 – Soutien de la politique de la défense	11 565	11 562	8 868	8 868	9 019	9 019
Subventions pour charges de service public	7 431	7 431	7 828	7 828	7 979	7 979
Dotations en fonds propres	4 134	4 131	1 040	1 040	1 040	1 040
Total	11 965	11 962	8 868	8 868	9 019	9 019

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) versée à l'établissement (7 979 k€) intègre le montant prévu en LFI (7 828k€) auquel s'ajoute un versement additionnel (101 k€) relatif à la compensation de la gratuité de l'accès au musée accordée aux enseignants au titre de l'année 2018 et une dotation relative au soutien de l'activité musicale (+ 50 K€).

Le montant de la dotation en fonds propres (DFP) versée à l'établissement (1 040 k€) a contribué au financement de la poursuite du projet d'extension des espaces sur la période post 45 et à l'investissement courant du musée.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

COMPTE FINANCIER 2019

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Produits	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Personnel	10 500	8 475	Subventions de l'État	7 978	7 979
<i>dont charges de pensions civiles</i>	1 305		– subventions pour charges de service public	7 978	7 979
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 675	12 354	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	40	32
Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention)		3 414	Autres produits	9 471	14 552
<i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>		3 414	<i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>		19
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		1
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		3 792
Total des charges	18 175	20 829	Total des produits	17 489	22 562
Résultat : bénéfique		1 734	Résultat : perte	686	
Total : équilibre du CR	18 175	22 562	Total : équilibre du CR	18 175	22 562

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Ressources	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Insuffisance d'autofinancement	686		Capacité d'autofinancement		1 336
Investissements	2 850	3 027	Financement de l'actif par l'État	990	1 123
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources	100	1
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	3 536	3 027	Total des ressources	1 090	2 460
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	2 446	567

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant total des charges pour l'exercice 2019 s'élève à 20 829 k€, en augmentation de 15 % par rapport au montant affiché au BI 2019 (18 175 k€). Cette hausse s'explique principalement par l'absence de prise en compte au BI 2019 des charges non décaissables dans le compte de résultat prévisionnel. Le montant total des produits s'élève à 22 562 k€, en augmentation de 29 % par rapport au montant affiché au BI 2019 (17 489 k€). Cette hausse s'explique également par le défaut de prise en compte des produits calculés lors de la construction du BI 2019.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2019		Compte financier 2019 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	10 500	10 500	9 958	9 958
Fonctionnement	5 531	7 675	4 997	7 113
Intervention	0	0	0	0
Investissement	3 260	2 850	3 794	2 852
Total des dépenses AE (A) CP (B)	19 291	21 025	18 750	19 923
Dépenses de pensions civiles globales	1 091	1 091	0	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Recettes globalisées	16 949	17 494
Subvention pour charges de service public	7 928	7 979
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	9 021	9 515
Recettes fléchées	1 630	1 912
Financements de l'État fléchés	1 040	1 040
Autres financements publics fléchés	40	46
Recettes propres fléchées	550	826
Total des recettes (C)	18 579	19 406
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	2 446	517

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1.1 Gestion des collections permanentes	0	325	325	0	0	1 550	1 128	1 875	1 453
	0	229	228	0	0	1 239	674	1 468	902
D1.2 Programmation culturelle patrimoniale	0	252	252	0	0	0	0	252	252
	0	286	281	0	0	2	2	288	283
D1.3 Agencement des espaces muséographiques	0	51	51	0	0	842	497	893	548
	0	86	77	0	0	697	543	783	620
D1.4 Expositions temporaires	0	1 000	1 000	0	0	0	0	1 000	1 000
	0	1 385	1 372	0	0	11	11	1 396	1 383
D2.1 Espaces publics	0	117	117	0	0	171	154	288	271
	0	82	87	0	0	166	94	248	181
D2.2 Promotion et communication	0	718	718	0	0	72	212	790	930
	0	486	444	0	0	166	144	652	588
D3.1 Commerces	0	385	385	0	0	0	0	385	385
	0	270	265	0	0	0	0	270	265
D3.3 Locations d'espaces	0	11	11	0	0	165	115	176	126
	0	55	55	0	0	72	68	128	124
D4.1 Mobilier / immobilier	0	85	85	0	0	136	110	221	195
	0	53	42	0	0	152	140	206	182

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
D4.2 Informatique	0 0	108 120	108 94	0 0	0 0	134 512	134 465	242 632	242 559	
D4.3 Gestion courante	0 0	2 479 1 946	4 623 4 167	0 0	0 0	190 776	500 711	2 669 2 723	5 123 4 877	
D5.1 Contrats aidés par l'Etat	309 134	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	309 134	309 134	
D5.10 Apprentis	117 103	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	117 103	117 103	
D5.2 Chômage	250 132	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	250 132	250 132	
D5.3 Contractuels	3 481 3 737	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	3 481 3 737	3 481 3 737	
D5.4 Fonctionnaires	4 215 3 985	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	4 215 3 985	4 215 3 985	
D5.5 Militaires	950 749	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	950 749	950 749	
D5.6 Musiciens	134 123	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	134 123	134 123	
D5.7 Ouvriers	389 375	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	389 375	389 375	
D5.8 Vacataires	390 467	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	390 467	390 467	
D5.9 Autres RCS	265 153	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	265 153	265 153	
Total	10 500 9 958	5 531 4 997	7 675 7 113	0 0	0 0	3 260 3 794	2 850 2 852	19 291 18 750	21 025 19 923	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	2 446	517
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	471
Autres décaissements non budgétaires	230	4
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	2 676	991
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	2 676	991

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	47
Autres encaissements non budgétaires	0	228
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	275
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	2 676	716
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	660	409
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	2 016	308
Total des financements	2 676	991

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Commentaires du tableau "Autorisations budgétaires" :

Le solde budgétaire est déficitaire de 517 k€, en amélioration par rapport à celui du BI (2 446 k€).

Le montant total des dépenses en crédits de paiement du CF 2019 s'élève à 19 923 k€, en baisse de 1 102 k€ par rapport au BI 2019. Cette évolution résulte d'une exécution des dépenses de personnel et de fonctionnement courant inférieure aux prévisions.

Les dépenses d'investissement sont restées stables avec une hausse de seulement 2 k€.

Le montant total des recettes (19 406k€) enregistre une augmentation de 827 k€ par rapport à la prévision initiale (18 579 k€). Cette hausse est pour l'essentiel la conséquence des augmentations :

- du montant des recettes propres fléchées (332 k€) lié à l'obtention de mécénats complémentaires non prévus au BI et au versement de 50 k€ du ministère des armées en soutien à la saison musicale du musée ;
- du montant des recettes propres (+495k€) lié principalement à la hausse de recettes de locations d'espaces extérieurs et de l'encaissement de recettes issues de l'année antérieure.

Commentaires du tableau "Equilibre financier" :

Au compte financier 2019, le solde budgétaire est déficitaire (+517k€) et génère un prélèvement sur la trésorerie de 716 k€. Cette variation de trésorerie se décompose en un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de 306 k€ et un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 410 k€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

	Réalisation 2018 (1)	Prévision 2019 (2)	Réalisation 2019
Emplois rémunérés par l'opérateur :	175	177	188
– sous plafond	151	162	157
– hors plafond	24	15	31
<i>dont contrats aidés</i>	6	15	5
<i>dont apprentis</i>	8		
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

Dans la perspective de la mise en place d'une nouvelle organisation en 2020, l'établissement a préféré reporter plusieurs recrutements sur l'année 2020 ce qui explique la sous-consommation des emplois sous plafond. La saturation effective du plafond devrait être atteinte en 2020 dans le cadre de la nouvelle organisation.

MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE

L'année 2019 a été marquée par la fin du déménagement des œuvres, le transfert des agents à la Tour Egée vers le quartier d'affaires de La Défense, le choix du scénographe et le début des travaux de gros œuvres au Palais de Chaillot (opérations de déplombage et de désamiantage). Les résultats des dernières études relatives à la structure bâimentaire Chaillot pilotées par l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) ont conduit à ajuster l'enveloppe, consacrée aux travaux de rénovation des espaces et désormais fixée à 65 358 k€ soit une hausse de 7,2 M€ par rapport au montant de la convention initiale. L'avenant n°2 a été adopté par les conseils d'administration du musée national de la marine et de l'OPPIC. La réouverture du site de Chaillot, fermé pour travaux depuis le 31 mars 2017, est programmée en 2022.

Le bilan 2018 de la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière et des travaux de maîtrise des risques comptables et financiers a également fait l'objet d'un point de situation lors du conseil d'administration du 26 novembre 2019.

Le bilan du contrat d'objectifs et de performance au titre de l'année 2019 a été présenté au conseil d'administration du 26 février 2020 et celui de la mise en œuvre de la stratégie de la politique immobilière sera présenté lors du conseil prévu en juin 2020.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2018 (RAP)		LFI 2019		Réalisation 2019	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P167 – Liens entre la Nation et son armée	131	131				
Subventions pour charges de service public	131	131				
P212 – Soutien de la politique de la défense	13 633	20 987	9 480	26 675	16 729	26 705
Subventions pour charges de service public	9 182	9 182	9 087	9 087	9 117	9 117
Dotations en fonds propres	4 451	11 805	393	17 588	7 612	17 588
Total	13 764	21 118	9 480	26 675	16 729	26 705

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) versé à l'établissement (9 117 k€) et prévu au budget initial (BI) de l'établissement intègre principalement le financement du relogement des personnels pendant les travaux (835 k€), la transformation des contractuels sous décret de 1949 en statut 84-16 (131 k€), le surcoût annuel du dispositif Sauvadet au titre de 2016 et 2017 (254 k€), le soutien au fonctionnement courant du musée pendant la fermeture des espaces de Chaillot (180 k€) et la compensation de la gratuité de l'accès au musée accordée aux enseignants (30 k€). Un engagement complémentaire de 7 219 K€ a été acté sur la DFP OPPIC conformément à l'avenant comme indiqué infra.

Le montant de la dotation en fonds propres (DFP) versé à l'établissement (17 588 k€) a vocation à contribuer au financement :

- des travaux de rénovation du Palais de Chaillot pilotés par l'OPPIC (17 195 k€) ;
- de l'entretien courant des ports (393 k€).

COMPTE FINANCIER 2019

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Produits	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Personnel	5 821	4 528	Subventions de l'État	9 087	9 117
<i>dont charges de pensions civiles</i>	140	532	– subventions pour charges de service public	9 087	9 117
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	6 558	5 197	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		4
Opérations d'ordre (inclues dans Fonctionnement et/ou Intervention)	800	851	Autres produits	2 173	2 282
<i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>	800	851	<i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>		11
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	800	806
Total des charges	12 379	9 725	Total des produits	11 260	11 403
Résultat : bénéfice		1 678	Résultat : perte	1 119	
Total : équilibre du CR	12 379	11 403	Total : équilibre du CR	12 379	11 403

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Ressources	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Insuffisance d'autofinancement	1 119		Capacité d'autofinancement		1 712
Investissements	12 880	5 944	Financement de l'actif par l'État	17 588	17 618
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	13 999	5 944	Total des ressources	17 588	19 330
Augmentation du fonds de roulement	3 589	13 386	Diminution du fonds de roulement		

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat patrimonial du musée est, au compte financier 2019, excédentaire de 1 678 k€. Le montant des charges s'élève à 9 725 k€. La diminution des charges de fonctionnement par rapport à la prévision du BI s'explique, notamment, par le décalage d'opérations liées à plusieurs vacances de postes (notamment, ceux liés à l'achat public et l'ordonnancement) non prévues durant l'année 2019 et pour lesquelles les recrutements interviendront en 2020. Le montant des produits s'élève à 11 403 k€, dont 2 282 k€ au titre des autres produits. L'évolution des ressources propres (1 460 k€) est la conséquence de l'augmentation des recettes de billetterie (973 k€) supérieures de 150 k€ à la programmation du BI 2019 dans les antennes du musée situées dans les ports de Brest, de Port-Louis, de Rochefort et de Toulon.

L'écart constaté entre la prévision et la réalisation des dépenses de fonctionnement et d'investissement en 2019 est lié à un décalage d'opérations qui n'ont pu être réalisées en raison des vacances de postes. Les principales dépenses

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

d'investissement ont pour origine l'opération de rénovation du site de Chaillot, des acquisitions d'objets de collection et la mise à niveau technique d'espaces de l'antenne de Brest (déplacement de la billetterie et de l'accueil des visiteurs).

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2019		Compte financier 2019 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	5 681	5 681	4 926	4 926
Fonctionnement	5 825	5 758	4 383	3 782
Intervention	0	0	0	0
Investissement	2 919	12 880	8 113	5 963
Total des dépenses AE (A) CP (B)	14 425	24 319	17 423	14 671
Dépenses de pensions civiles globales	590	590	532	532

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Recettes globalisées	10 349	10 577
Subvention pour charges de service public	9 087	9 117
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	1 262	1 460
Recettes fléchées	17 699	17 740
Financements de l'État fléchés	17 588	17 588
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	111	152
Total des recettes (C)	28 048	28 317
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	3 729	13 646
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	0	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - Conservation et mise en valeur du patrimoine	0	1 504	1 864	0	0	917	11 475	2 421	13 339
	0	1 389	1 122	0	0	7 827	5 827	9 216	6 949
2 - Offre aux publics	0	940	966	0	0	202	202	1 142	1 168
	0	573	478	0	0	52	43	624	520
3 - Activités commerciales	0	149	159	0	0	0	0	149	159
	0	168	132	0	0	0	0	168	132
4 - Fonctions support	5 681	3 232	2 769	0	0	1 800	1 203	10 713	9 653
	4 926	2 253	2 051	0	0	235	93	7 414	7 070
Total	5 681	5 825	5 758	0	0	2 919	12 880	14 425	24 319
	4 926	4 383	3 782	0	0	8 113	5 963	17 423	14 671

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	0	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	40
Autres décaissements non budgétaires	0	34
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	0	74
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	3 729	13 651
Abondement de la trésorerie fléchée	4 090	11 562
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	2 089
Total des besoins	3 729	13 724

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	3 729	13 646
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	40
Autres encaissements non budgétaires	0	38
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	3 729	13 724
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	0	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	361	0
Total des financements	3 729	13 724

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Commentaires du tableau "Autorisations budgétaires" :

Au compte financier 2019, le solde budgétaire est excédentaire de 13 646 k€. Les dépenses totales décaissées s'élèvent à 14 671 k€ en CP. Elles sont inférieures de 9 648 k€ à la prévision affichée au BI (24 319 k€), en raison du report d'opérations sur l'exercice suivant.

L'échéancier de versements des CP à l'OPPIC a été revu pour la période 2019 à 2022 dans le cadre de la signature de l'avenant n°2 de la convention OPPIC. Ainsi, le musée a été amené à décaisser 5 000 k€ en 2019 pour contribuer à la rénovation du site de Chaillot.

Les recettes totales encaissées (28 317 k€) dépassent de 269 k€ les prévisions initiales (28 0480 k€). S'agissant des recettes globalisées, la subvention pour charges de service public a été complétée du versement de la compensation « enseignants ».

Les ressources propres (1 460 k€) évoluent favorablement, principalement grâce à la hausse des ventes de produits dérivés dans les boutiques et de la billetterie liée à l'activité muséale des annexes du musée dans les ports. Les recettes fléchées (17 740 k€), en augmentation par rapport au BI prennent en compte une hausse de 40 k€ par rapport à la prévision en BI 2019.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

Commentaires du tableau "Dépenses par destination" :

Les dépenses du musée national de la Marine sont principalement portées sur les investissements liés à la rénovation du Palais de Chaillot.

Commentaires du tableau "Equilibre financier" :

L'exercice 2019 présente un solde budgétaire excédentaire de 13 646 k€ et un abondement sur la trésorerie de 13 651 k€. L'évolution de la trésorerie impactera la trésorerie fléchée pour 11 562 k€ et la trésorerie non fléchée pour 2 089 k€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

	Réalisation 2018 (1)	Prévision 2019 (2)	Réalisation 2019
Emplois rémunérés par l'opérateur :	100	109	96
– sous plafond	99	107	94
– hors plafond	1	2	2
<i>dont contrats aidés</i>	1	2	
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

La sous-consommation des ETPT du musée est due à un décalage sur des recrutements prévus en 2019 mais qui ont été réalisés début 2020. La saturation de son plafond d'emploi est un objectif majeur du musée dans le cadre de la mise en place de son nouvel organigramme et des importants travaux en cours.

SHOM - SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCÉANOGRAPHIQUE DE LA MARINE

Au cours de l'année 2019, le SHOM a réalisé des travaux hydrographiques significatifs sur les côtes métropolitaines, en outre-mer et à l'étranger. Il a développé des systèmes de prévision opérationnels de l'environnement marin à destination civile ou militaire. Il a notamment élaboré des documents nautiques officiels nécessaires à la sécurité de la navigation dans les zones de responsabilité française (eaux françaises et étrangères dans le cadre d'arrangements entre États) et les plus fréquentées par les usagers français ainsi que dans des zones d'intérêt de la défense.

En mai 2019, la ministre des armées a lancé le programme « Capacité Hydro-Océanographique du Futur » (CHOF) dont le but est d'augmenter le niveau de connaissances des océans. Ceci passe par un renouvellement des bâtiments existants, à partir de 2025 et le développement de nouvelles technologies et de savoir-faire. Ce projet est mené conjointement avec la direction générale de l'armement, l'état-major des armées et l'état-major de la marine.

Fin 2018, la ministre des armées a décidé la reprise des recherches du sous-marin Minerve, disparu en mer en 1968 et mandaté le SHOM. Via la société « Océan infinity », l'épave de la Minerve est retrouvée au large de Toulon en juillet 2019, mettant fin à une disparition de plus de 50 ans.

Le SHOM continue par ailleurs de consolider son implantation dans le paysage national et européen des politiques littorales et maritimes. Au plan européen, il participe par exemple aux réflexions menées en groupes internationaux autour de la déclinaison des directives telles que « INSPIRE », la directive cadre stratégie pour le milieu marin (Direction Générale Environnement), la directive planification de l'espace maritime (Direction Générale MARE).

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2018 (RAP)		LFI 2019		Réalisation 2019	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P178 – Préparation et emploi des forces					2 815	2 815
Transferts					2 815	2 815
P212 – Soutien de la politique de la défense	41 700	41 700	42 117	42 117	42 117	42 117
Subventions pour charges de service public	41 700	41 700	42 117	42 117	42 117	42 117
P113 – Paysages, eau et biodiversité	796	398			909	1 558
Transferts	796	398			909	1 558
P181 – Prévention des risques						374
Transferts						374
P123 – Conditions de vie outre-mer						
Transferts						
P161 – Sécurité civile					150	150
Transferts					150	150
P112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire						
Transferts						
Total	42 496	42 098	42 117	42 117	45 992	47 015

Le montant de la subvention pour charges de service public du SHOM (42,1 M€) est conforme à celui prévu en loi de finances, l'établissement ayant bénéficié de la levée de la réserve de précaution.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

COMPTE FINANCIER 2019

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Produits	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Personnel	37 861	38 168	Subventions de l'État	41 639	42 117
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>4 439</i>	<i>4 750</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>41 639</i>	<i>42 117</i>
			<i>– crédits d'intervention(transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	20 572	22 793	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	5 635	6 548
Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention)	5 594	6 825	Autres produits	11 387	12 505
<i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>	<i>5 594</i>	<i>6 825</i>	<i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>	<i>1 626</i>	
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		2 892
Total des charges	58 433	60 961	Total des produits	58 661	61 170
Résultat : bénéfique	228	210	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	58 661	61 170	Total : équilibre du CR	58 661	61 170

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *	Ressources	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	4 196	4 142
Investissements	9 328	9 319	Financement de l'actif par l'État	2 494	2 758
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	1 611	3 745
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	9 328	9 319	Total des ressources	8 301	10 645
Augmentation du fonds de roulement		1 326	Diminution du fonds de roulement	1 027	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant total des charges de l'exercice (60,96M€) atteint un niveau plus élevé que celui prévu au BI 2019 (58,43M€), soit une évolution de + 2,53M€.

Les charges de fonctionnement, composées de charges de services extérieurs telles que les études, les dépenses d'entretien et de sous-traitances, les dépenses de gestion courante ainsi que les dotations aux amortissements, sont supérieures de 2,22 M€ aux prévisions initiales. La sur-exécution résulte essentiellement de l'opération MINERVE et de la prise en compte de reports d'opérations de l'année 2018 dont l'impact comptable est enregistré sur l'exercice 2019 dans la mesure où le service fait a été prononcé en 2019.

Les charges de personnel sont supérieures au BI 2019 de + 306 k€, notamment du fait de nouvelles mesures individuelles du RIFSEEP et de versements de primes d'embarquement supérieurs aux prévisions.

Les produits s'établissent à 61,17 M€ contre 58,66 M€ au BI, soit une évolution de + 2 510 k€.

Les « Autres subventions » correspondent aux subventions de fonctionnement reçues de la direction générale de l'armement, de l'état-major de la marine, d'autres ministères et d'autres organismes publics.

Les « Autres produits » correspondent aux ventes et droits, à la réalisation de prestations de services et aux ressources non budgétaires et recettes exceptionnelles (neutralisation d'amortissement, etc).

L'exercice s'achève sur un résultat net comptable de 0,21 M€, légèrement inférieur aux données du BI 2019 (0,23 M€).

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2019		Compte financier 2019 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	39 217	39 217	39 701	39 701
Fonctionnement	12 852	13 554	14 557	14 869
Intervention	0	0	0	0
Investissement	9 616	8 199	6 431	6 693
Total des dépenses AE (A) CP (B)	61 685	60 970	60 690	61 264
Dépenses de pensions civiles globales	4 439	4 439	4 750	4 750

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Recettes globalisées	51 067	53 074
Subvention pour charges de service public	41 639	42 117
Autres financements de l'État	360	2 872
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	409	220
Recettes propres	8 659	7 865
Recettes fléchées	9 436	6 206
Financements de l'État fléchés	6 880	4 475
Autres financements publics fléchés	2 556	1 731
Recettes propres fléchées	0	0
Total des recettes (C)	60 503	59 280
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)	467	1 984

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Animer la recherche et l'innovation (R et I)	278 282	207 107	273 102	0 0	0 0	10 15	10 35	495 404	561 419	
Coordonner et assurer l'acquisition de la connaissance	15 314 15 503	2 518 5 253	2 705 5 332	0 0	0 0	3 757 3 107	3 365 3 289	21 589 23 864	21 384 24 124	
Fonctions "support"	6 471 6 551	4 232 4 091	3 741 3 158	0 0	0 0	2 807 1 804	2 456 1 927	13 510 12 445	12 668 11 636	
Réaliser et diffuser les produits et services duaux	7 271 7 361	659 778	650 789	0 0	0 0	2 309 694	1 050 480	10 239 8 833	8 971 8 630	
Réaliser et diffuser les produits et services hors défense	3 145 3 184	828 705	806 684	0 0	0 0	435 301	825 640	4 408 4 190	4 776 4 508	
Réaliser et diffuser les produits et services pour la défense	5 769 5 840	4 191 3 185	5 112 4 500	0 0	0 0	298 510	493 322	10 258 9 535	11 374 10 663	
Répondre aux besoins des acteurs publics et privés de la mer et du littoral	969 981	217 438	267 303	0 0	0 0	0 0	0 0	1 186 1 419	1 236 1 283	
Total	39 217 39 701	12 852 14 557	13 554 14 869	0 0	0 0	9 616 6 431	8 199 6 693	61 685 60 690	60 970 61 264	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	467	1 984
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	3 387	3 245
Autres décaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	3 854	5 229
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	40
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	2 272
Total des besoins	3 854	5 269

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	3 402	3 395
Autres encaissements non budgétaires	0	1 874
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	3 402	5 269

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2019	Compte financier 2019 *
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	452	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	2 231
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	452	0
Total des financements	3 854	5 269

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Commentaires du tableau "Autorisations budgétaires" :

Le montant total de l'exécution des dépenses du SHOM pour l'année 2019 s'élève à 60 689 k€ d'autorisations d'engagement (AE) et à 61 263 k€ de crédits de paiement (CP).

Le montant des dépenses de personnel est légèrement supérieur au BI initial 2019 (+ 485 k€) mais conforme au budget rectificatif voté pour tenir compte des impacts PPCR, CIA et de l'indemnité compensatrice de la CSG.

Pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, la consommation en CP est supérieure de 1 317 k€ à la prévision initiale et correspond notamment au coût lié à la recherche du sous-marin Minerve.

Pour les dépenses d'investissement, la consommation en AE et en CP est plus faible que prévue initialement et correspond à des décalages de notifications sur 2020.

Les recettes constatées pour l'année 2019 atteignent 59 280 k€, soit 97,98 % des dernières prévisions budgétaires. Cette situation résulte du report d'encaissement de recettes à 2020 et de baisses de recettes sur les ventes.

Commentaires du tableau "Dépenses par destination de l'opérateur" :

Les dépenses par destination montrent une légère augmentation de 293 k€ par rapport au BI (soit + 0,5 %).

La destination « Animer la recherche et l'innovation » regroupe les dépenses nécessaires pour animer la recherche et l'innovation au SHOM et pour assurer la gouvernance et la programmation des actions de recherche et d'innovation en coopération. Les dépenses de personnel représentent 0,28 M€.

La destination « Coordonner et assurer l'acquisition de la connaissance » regroupe les dépenses destinées à l'acquisition des données (levés, réseaux d'observation, développement et amélioration des méthodes et systèmes d'acquisition) et à la constitution des référentiels de données (entretien/fiabilisation de la connaissance, développement et amélioration des méthodes et systèmes de gestion des données). Cette destination a supporté les dépenses liées à la recherche du sous-marin Minerve à hauteur de 2,8 M€ en AE et en CP. Les dépenses de personnel représentent 15,5 M€.

La destination « Fonctions support » regroupe les dépenses de gestion des ressources humaines (formation continue, gestion du personnel, prestations sociales et de cohésion) (0,76 M€ en AE / 0,66 M€ en CP), de soutien administratif et financier (0,27 M€ en AE / 0,26 M€ en CP), de gestion de l'immobilier (travaux et aménagements, entretien et fonctionnement courant) (2,38 M€ en AE / 1,77 M€ en CP) et de soutien logistique et technique (soutien logistique, infrastructures informatiques) (2,48 M€ en AE / 2,40 M€ en CP). Les dépenses de personnel représentent 6,5 M€.

La destination « Réaliser et diffuser les produits et services duaux » regroupe les dépenses mises en œuvre pour assurer la production de la documentation nautique et pour fournir des prévisions océanographiques de référence. Les dépenses de personnel représentent 7,36 M€.

La destination « Réaliser et diffuser les produits et services hors défense » regroupe les dépenses nécessaires pour réaliser les produits et services répondant aux enjeux environnementaux et aux enjeux de souveraineté, pour assurer

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | OPÉRATEURS

la diffusion des produits et services hors défense et pour proposer et assurer une offre de formation. Les dépenses de personnel représentent 3,19 M€.

La destination « Réaliser et diffuser les produits et services pour la défense » regroupe les dépenses nécessaires pour assurer le soutien opérationnel aux forces, pour contribuer aux études amont et pour contribuer aux programmes, opérations d'armement et autres projets au profit de la DGA. Les dépenses de personnel représentent 5,84 M€.

La destination « Répondre aux besoins des acteurs publics et privés de la mer et du littoral » regroupe les dépenses nécessaires pour conduire les actions de communications et d'influence et pour développer les ressources hors SCSP. Les dépenses de personnel représentent 0,98 M€.

Commentaires du tableau "Equilibre financier" :

Les lignes « opérations au nom et pour le compte de tiers » en encaissements et décaissements correspondent aux opérations de TVA au titre des activités commerciales du SHOM, ainsi qu'à l'encaissement et la redistribution de financements européens concourant notamment au financement de projets relatifs à la planification de l'espace maritime européen.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

	Réalisation 2018 (1)	Prévision 2019 (2)	Réalisation 2019
Emplois rémunérés par l'opérateur :	526	542	534
– sous plafond	491	502	501
– hors plafond	35	40	33
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

Les emplois réalisés en ETPT sont inférieurs aux plafonds :

- les emplois sous plafond s'établissent à 501 pour un plafond de 502 ;
- les emplois hors plafond s'établissent à 33 pour un plafond de 41.

Concernant le personnel sous plafond, le SHOM a atteint ses objectifs de recrutement prévus dans le cadre du COP : 6 ingénieurs et/ou experts dans les domaines de l'acoustique sous-marine, de l'océanographie, de la sédimentologie, de la robotique sous-marine et de la cartographie marine.

L'écart entre la prévision et l'atterrissage correspond au décalage de certains recrutements.

Pour le personnel hors plafond, l'écart entre le plafond d'emplois et la réalisation s'explique par le décalage de signature de certaines conventions, le décalage de recrutements initialement prévus au BI, par l'annulation de certains projets et par la démission de certains contractuels.

Contrairement au chiffre indiqué pour la prévision 2019, les emplois hors plafond étaient de 41 ETPT et non 40 au BI 2019.

